A photograph of the Dubai skyline at sunset, with a traditional wooden boat in the water in the foreground. The sky is a mix of blue and orange, and the city lights are beginning to glow.

Relations économiques France – Qatar

Étude sur l'évolution des liens
économiques entre la France et le
Qatar, leur diversification récente et
les dynamiques sous-jacentes



Présentation de Qadran



Qadran, le cercle économique franco-qatari, est une association de droit français (loi 1901) créée en 2015 à l'initiative de la communauté d'affaires qatarie en France. A la croisée d'un think tank et d'une association d'affaires, ce « do tank » vise à renforcer le dialogue et les synergies entre les milieux d'affaires français et qataris.

La feuille de route de Qadran comporte trois missions principales :

- Favoriser une meilleure connaissance et compréhension des intérêts économiques et commerciaux de la France et du Qatar et du partenariat stratégique bilatéral, par l'organisation régulière d'événements (webinaires, tables rondes, étude annuelle, tribunes...).
- Encourager les synergies et le développement du commerce et des investissements bilatéraux entre les deux écosystèmes économiques par des délégations d'affaires au Qatar ou en France et par des rencontres de haut niveau entre les membres de Qadran et d'éminentes personnalités économiques et institutionnelles françaises et qataries.
- Apporter de la visibilité aux actions de nos membres et aux projets innovants qu'ils développent au Qatar ou en France par des initiatives proactives de relations publiques et des événements.

Sa gouvernance est gérée par deux organes distincts :

- Un président et un vice-président, secondés par un secrétaire général pour l'administration quotidienne de Qadran. Ces deux rôles de direction sont aujourd'hui assumés respectivement par Omer Acar, directeur général Europe et Amériques de Katara Hospitality et PDG fondateur de Qadran de 2015 à 2018, et par Bruno Courtine, associé du cabinet Vaughan Avocats. Ces deux mandats sont en cours jusqu'à fin 2023.
- Le bureau de Qadran est soutenu par un conseil composé de 5 membres fondateurs : l'Ambassade de l'État du Qatar en France, Katara Hospitality, Qatar Airways, BeIN Media Group et Qatar National Bank.

Qadran compte actuellement 53 membres, parmi lesquels 14 sont des entités qataries, 8 sont des sociétés françaises à participation qatarie et 31 sont des sociétés françaises opérant au Qatar. La composition unique de notre cercle, mêlant différentes approches, industries et expériences en fait un lieu unique où les rencontres et les échanges réciproques occupent une place centrale dans les activités de Qadran.

Mot du Président



Les relations qu'entretiennent la France et le Qatar sont basées sur de solides fondations et les échanges économiques n'ont cessé de s'intensifier ces dernières années pour s'étendre à de nouveaux secteurs, allant de pair avec la dynamique de diversification du Qatar.

A l'approche de la Coupe du Monde de la FIFA Qatar 2022 qui se tiendra en novembre prochain, alors que les entreprises françaises ont été fortement mobilisées pour accompagner le Qatar dans la préparation de cet événement international majeur, le partenariat stratégique entre nos deux pays s'illustre par de nombreuses coopérations dans des domaines clés : transport, logistique et mobilité urbaine, gestion des déchets, production d'énergie, tourisme et hôtellerie ...

Qadran, le Cercle Économique Franco-Qatari, s'inscrit pleinement dans cette dynamique de coopération : il a pour mission de promouvoir l'amitié et le dialogue entre les entreprises de nos deux pays, favoriser la compréhension de nos intérêts économiques mutuels et encourager les projets communs.

Réalisée en partenariat avec HEC Paris, cette étude incarne parfaitement l'ADN de Qadran en tant que think et do tank et matérialise la synergie entre les deux écosystèmes français et qatari, puisque les campus de Doha (HEC est présent depuis 2010 à Doha via un partenariat avec la Qatar Foundation) et de Paris ont travaillé collaborativement sur ce projet.

Cette étude a permis d'analyser en profondeur l'évolution, l'ampleur et la structuration des relations économiques et commerciales entre nos deux pays. Cette tendance au renforcement de nos liens économiques ainsi que leur diversité et richesse sont en effet bien visibles.

Les enseignements que nous retenons de ce baromètre sont clairs : les relations économiques bilatérales sont d'intérêt mutuel comme en témoigne la croissance ininterrompue des investissements et des échanges commerciaux bilatéraux. Nous nous attendons à voir cette dynamique se poursuivre et s'intensifier dans les années à venir, notamment grâce à l'impulsion donnée par les nouveaux partenariats initiés entre nos entreprises dans le cadre de la Coupe du Monde de la FIFA 2022.

A l'heure où nos économies retrouvent peu à peu leur dynamisme pré-Covid, nous sommes intimement convaincus que les complémentarités et synergies entre la France et le Qatar constituent une opportunité unique de croissance, de diversification et d'innovation et encourageons vivement entreprises françaises et qataries à s'en saisir.

Omer Acar
Président, Qadran
Directeur Général Europe et Amériques, Katara Hospitality



Sommaire

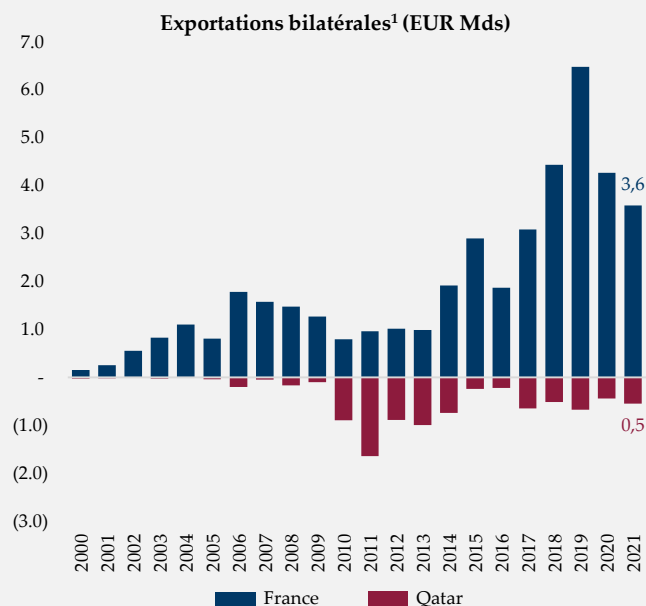
Baromètre économique : aperçu de l'intensité des relations bilatérales entre la France et le Qatar	12
Étude macroéconomique comparative de la France et du Qatar	20
1. La France et le Qatar : deux pays aux potentialités aussi importantes que complémentaires	23
2. Le Qatar, une politique ambitieuse d'ouverture et de modernisation de l'économie	28
3. Historique et perspectives des relations économiques franco-qataries	31
État des lieux des relations économiques entre la France et le Qatar	37
1. Les échanges commerciaux – débouchés extérieurs et expression de la complémentarité des économies	39
2. Les investissements – diversification des revenus, apports de capitaux et création de valeur	48
La politique partagée de promotion et facilitation des échanges bilatéraux	74
1. L'ambitieuse politique de facilitation des échanges économiques	77
2. Les relations extra-économiques entre la France et le Qatar	82
3. Tour d'horizon des principaux organismes de promotion des échanges	88

Résumé de l'étude (1/2)

La croissance des relations commerciales traduit les complémentarités et spécificités de chaque économie

Les échanges commerciaux entre la France et le Qatar connaissent une intensification majeure depuis 2000 avec une augmentation de 16% par an sur la période..

Ils se traduisent essentiellement par des **contrats de fourniture de biens d'équipements français et l'achat de matériaux industriels** pour le Qatar, et d'autre part par les **achats d'hydrocarbures**, principalement du Gaz Naturel Liquéfié par les entreprises françaises. Les grands contrats signés entre entités françaises et qataries représentent la quasi-totalité des exportations françaises et contribuent au **déploiement d'infrastructures et au développement économique du Qatar**. Le montant des échanges et en particulier des exportations françaises a connu une augmentation tendancielle depuis vingt ans, tant et si bien qu'en 2019 le Qatar était le 4^e excédent commercial français. Si l'impact conjoncturel de l'actualité sur le secteur aéronautique a fortement ralenti les exportations françaises, la France pourra voir chez le Qatar, un moyen de diversifier ses approvisionnements en gaz.



Les flux de capitaux suivent une dynamique de croissance et de diversification



Les investissements bilatéraux suivent deux logiques complémentaires, d'une part la **prise de participation minoritaire** dans une logique de gestion de portefeuille et d'autre part les flux de capitaux dédiés à la **gestion active d'une unité productive** (achat de tout ou partie d'une entreprise ou IDE pour implanter une filiale à l'étranger).

Côté qatari, c'est la **Qatar Investment Authority (QIA)** le fonds souverain qui est responsable, directement ou indirectement (via ses filiales Qatar Holding, Katara Hospitality, QNB...), de l'essentiel des investissements en France. Ces implantations ont un effet direct et indirect sur l'économie hôte par la redistribution et les consommations intermédiaires qu'elles impliquent.

Symétriquement, les flux de capitaux français sont principalement le fait de **multinationales** qui réalisent des **joint ventures au Qatar**, y implantent des filiales ou des franchises. Ces dernières se sont multipliées ces dernières années grâce aux politiques incitatives mises en place et aux contrats gagnés par les groupes français.

(1) Les chiffres du commerce extérieur de la France contiennent ici le solde des exportations de matériel de défense (36 Rafales de Dassault Aviation livrés entre 2019 et 2021).

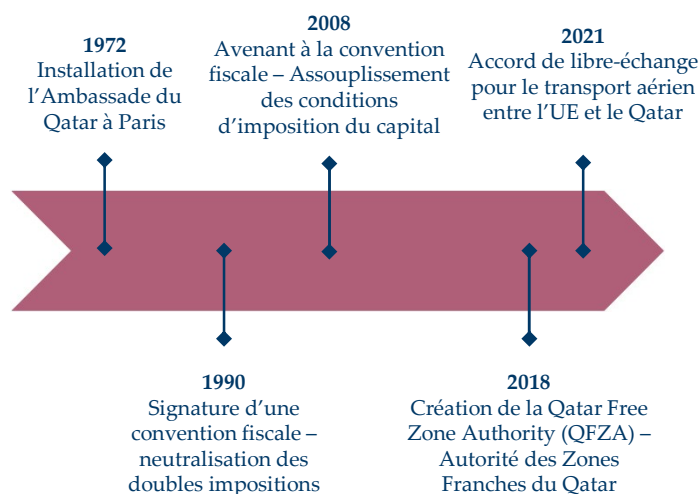
Résumé de l'étude (2/2)

Les relations institutionnelles historiques permettent de renforcer les liens économiques

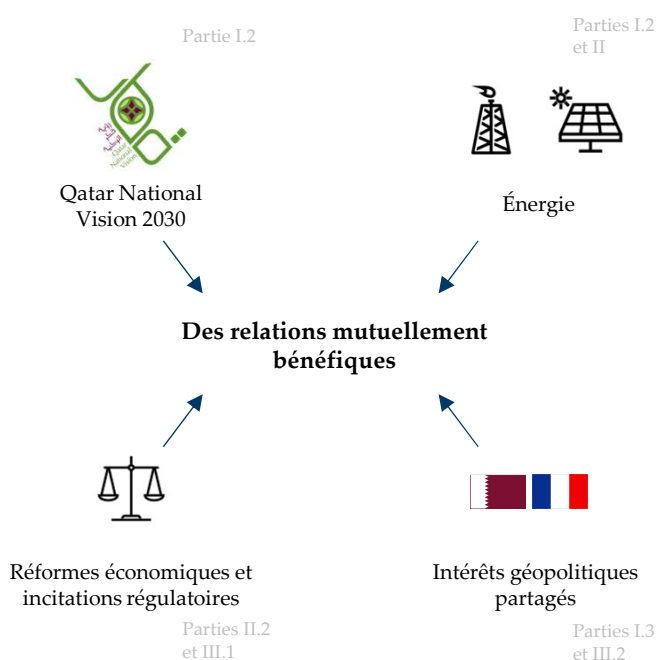
Les dirigeants français comme qataris ayant compris il y a plus de 50 ans le fort potentiel de cette relation, **la densité des relations économiques entre la France et le Qatar est aussi le fait de politiques incitatives fortes** qui, d'un côté comme de l'autre, ont créé les conditions d'un approfondissement des relations commerciales et financières.

La France a eu une **approche volontariste pour se démarquer de ses voisins Européens** et attirer les investissements qataris. L'exemple le plus important en est la convention fiscale de 2008 (une disposition qui existe aussi pour plusieurs États du Golfe).

L'État qatari, de son côté, ne tarit pas **d'initiatives commerciales, fiscales et réglementaires** pour attirer l'investissement notamment français. Un premier volet de cette volonté est **l'instauration de conditions fiscales accommodantes** ; auxquelles viennent s'ajouter des exemptions ciblées, à travers les zones franches sectorielles que compte le pays (Umm Al Houll – portuaire, Ras Bufontas – aéroportuaire).



Des relations économiques mutuellement bénéfiques avec un fort potentiel de développement



Les perspectives pour les relations économiques franco-qataris sont riches et nombreuses. Citons-en ici les quatre principales dynamiques sous-jacentes :

- Le plan **Qatar National Vision 2030** repose notamment sur des partenariats avec des acteurs français au Qatar comme la présence de la *joint venture* QDVC dans la construction ou de RKH Qitarat dans les transports, et à l'étranger par des investissements en France.
- Le Qatar sait s'appuyer sur le savoir-faire français pour exploiter ses immenses ressources gazières, en même temps que la France voit dans le Qatar un potentiel fournisseur majeur de gaz. **Les entreprises françaises sont la clef de voûte du programme de transition énergétique du pays.**
- **Les réformes, tant structurelles que ciblées** pour favoriser l'investissement jouent un rôle clef dans l'attractivité mutuelle de la France et du Qatar.
- La France et le Qatar partagent de nombreux points d'entente : chacun est un allié de choix et un avant-poste économique et diplomatique dans les régions concernées.





Baromètre des relations économiques Qatar-France



0,5 Mds€

Exportations qataries
en France



4,1 Mds€

Échanges
commerciaux en 2021¹



3,6 Mds€

Exportations
françaises au Qatar



4,4 Mds€

Stock d'IDE qataris en
France

215 m€

Flux nets d'IDE en
2020²

1,4 Mds€

Stock d'IDE français
au Qatar



42

Implantations
qataries en France

13

Joint ventures³

200

Implantations
françaises au Qatar

(1) Importations et exportations de 2021 (incluant les exportations de matériel de défense qui comptent pour 73% du total en raison des livraisons de Rafales de Dassault Aviation)

(2) Les flux et stocks d'IDE sont ceux de 2020, recensés par la Banque de France. IDE : Investissement direct à l'étranger.

(3) GASAL, QDCV, EGN LLC, GAME, CTJV, RKH Qitarat, SQDBR, Qatargas 1 & 2, Dolphin Energy, Ras Laffan Refinery, Qapco, Qatofin,

Mise en perspective des indicateurs



4^e

La France est le 4^e partenaire commercial du Qatar en Europe



+16%/an

Échanges commerciaux depuis 2000¹



4^e

La France réalise son 4^e excédent commercial avec le Qatar (2019)



2^e

La France est le 2^e destinataire d'investissements qataris en Europe

+26%/an

IDE bilatéraux depuis 2010²

4^e

Le Qatar est le 4^e destinataire d'IDE français au Moyen-Orient



+8%/an

Croissance du nombre d'emplois générés par les entreprises qataris en France³

3

Nouvelles implantations depuis 2020⁴

+9%/an

Croissance du nombre d'entreprises françaises implantées au Qatar⁵

(1) Entre 2000 et 2021, évolution en prenant en compte les exportations de matériel de défense. Classements hors exportation de matériel de défense.

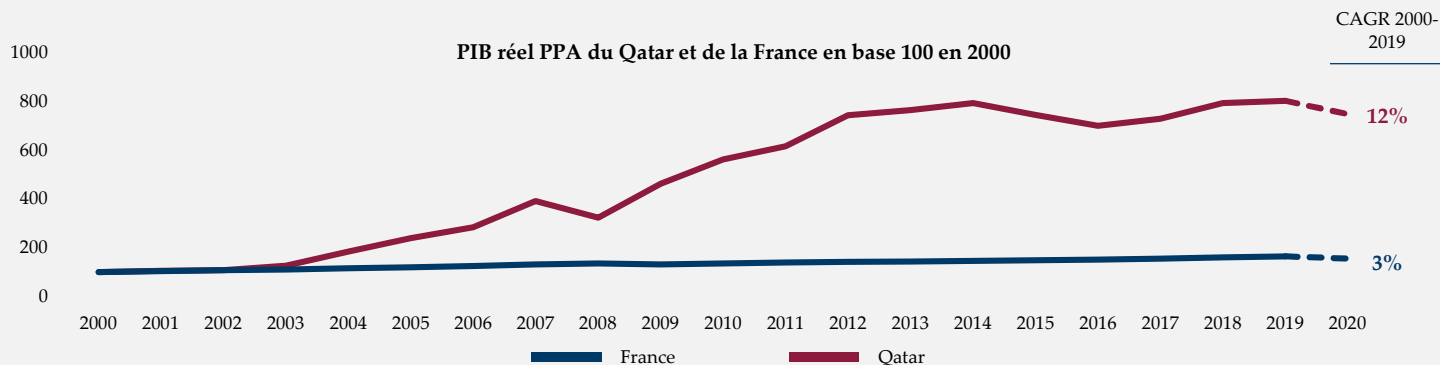
(2) Évolution du stock d'IDE détenus par la France au Qatar et vice-versa entre 2010 et 2020, les chiffres de la Banque de France 2021 ne sont pas encore disponibles.

(3) Entre 2014 et 2019 pour refléter les tendances de long-terme en retraçant les effets de la crise du Coronavirus.

(4) Société Générale, Gaussin, Crédit Agricole

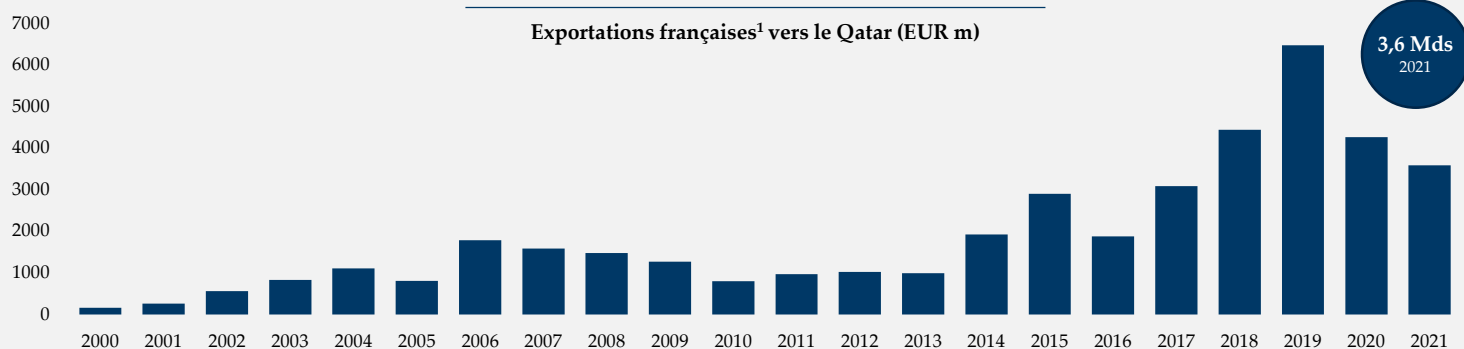
(5) Entre 2014 et 2019, en prenant en compte les contrats gagnés par les entreprises françaises sur place ; les implantations de filiales ; les franchises.

L'évolution des échanges commerciaux



Le PIB réel du Qatar connaît une croissance annuelle moyenne de 12% depuis 2000, fondée sur l'exploitation du GNL. Le pays dispose en effet des 2^{èmes} réserves de gaz mondiales, qui font de lui le 1^{er} exportateur de GNL entre 2006 et 2019.

Le PIB français a augmenté sur la période de 3%. Le pays a connu une forte croissance entre 2000 et 2007 avant un ralentissement en raison de la crise financière mondiale (récession de 2,8% en 2009) et une reprise à partir de 2014.



Les exportations françaises vers le Qatar connaissent un fort dynamisme depuis quelques années en raison des importantes commandes de biens d'équipement, en particulier les commandes réalisées par Qatar Airways pour

Airbus. Le ralentissement récent de ces commandes explique en grande partie la baisse des exportations en 2020 et 2021. Les exportations de matériel de défense (36 Rafales entre 2019 et 2021) représentent le reste de l'excédent.



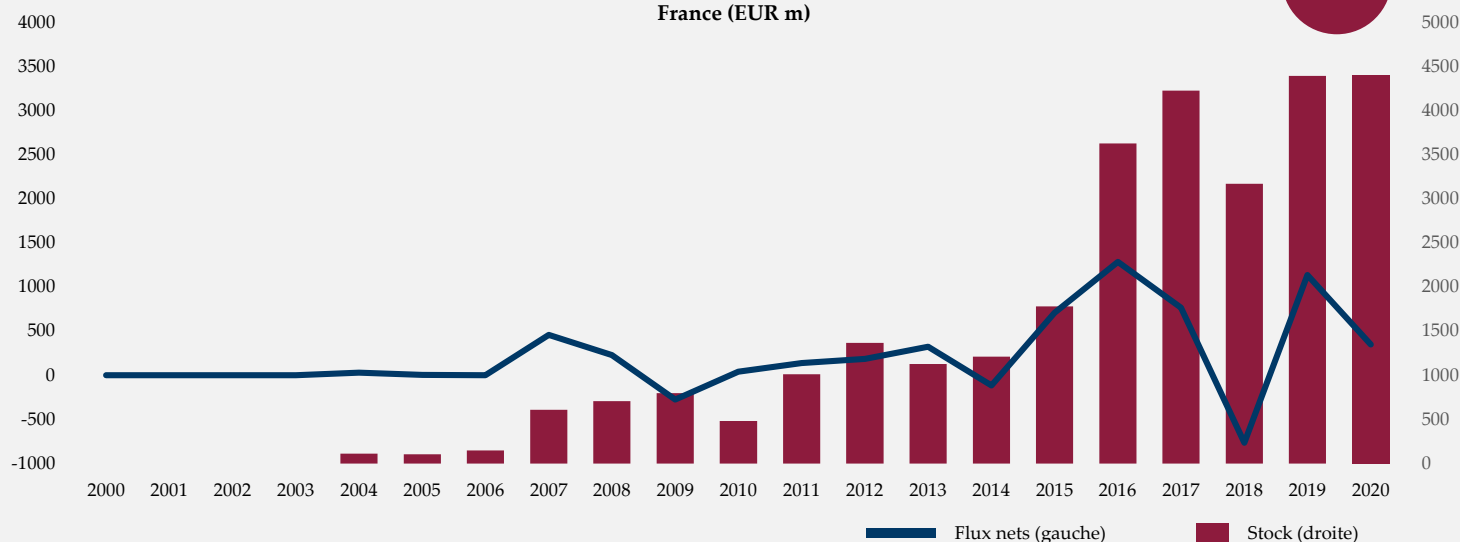
Le Qatar exporte en France essentiellement du gaz et des produits dérivés de l'industrie pétro-gazière. Le contexte actuel rend particulièrement intéressant ce partenariat commercial. Les échanges commerciaux entre le Qatar et la

France augmentent de 7 points de plus que le PIB qatari (avant Covid) - 19% de taux de croissance annuel moyen entre 2000 et 2019.

(1) Les exportations comprennent le solde des exportations de défense pour les années 2000 à 2021.

L'évolution des flux d'IDE

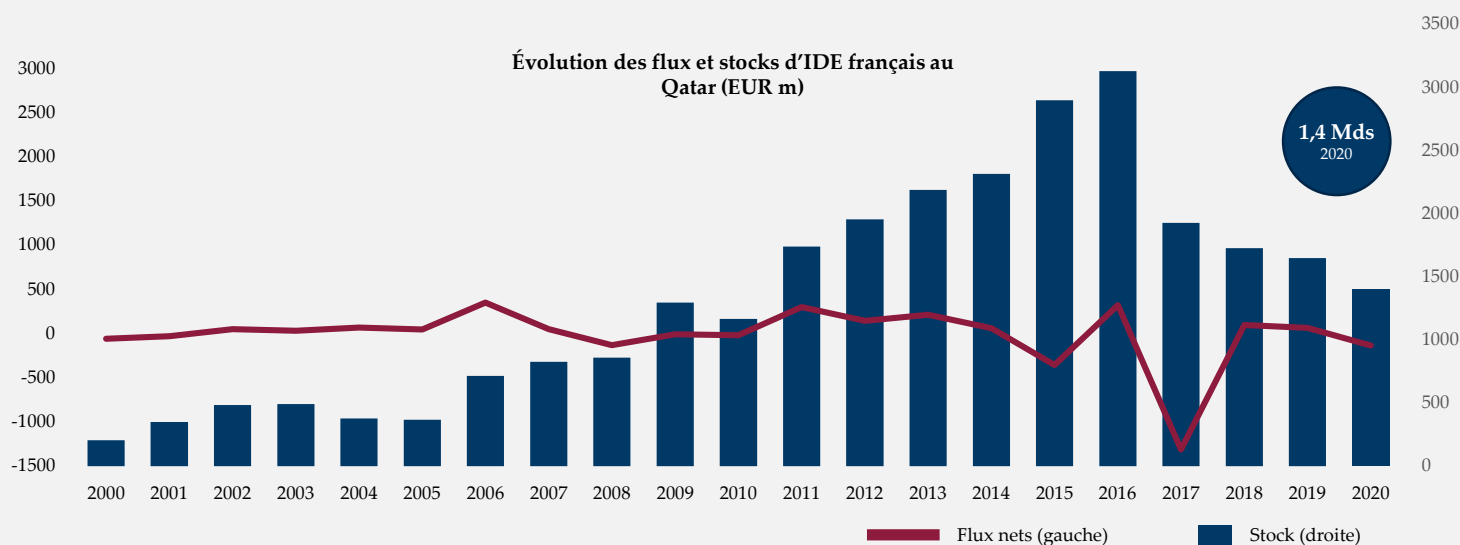
Évolution des flux et stocks d'IDE qataris en France (EUR m)



Le Qatar conduit depuis 2007, avec une accélération marquée en 2014, d'importants investissements directs¹ en France. Ils représentent les prises de participations conséquentes dans des entreprises ainsi que le réinvestissement des bénéfices sur le territoire français. La

hausse enregistrée entre 2015 et 2016 est due à l'entrée de Mannai (un conglomérat qatari détenu par la QIPCO) au capital d'Inetum² (ex GFI Informatique). Si le besoin qatari de capitaux a provoqué un rapatriement de capitaux depuis le sol français en 2018, cet effet négatif a vite été compensé.

Évolution des flux et stocks d'IDE français au Qatar (EUR m)



Si le Qatar reste un destinataire privilégié pour les investissements directs à l'étranger d'entreprises françaises, la baisse desancements de projets d'infrastructures et des prix des hydrocarbures en 2017 a entraîné un désinvestissement des entreprises françaises au Qatar. Les

estimations de 2021 ne sont pas encore disponibles mais les contrats remportés par TechnipEnergies pour l'exploitation du projet NFE et le renforcement de la présence de TotalEnergies depuis la construction de champs photovoltaïques devraient inverser la tendance.

(1) Les IDE sont un estimateur imparfait du réel montant des investissements qataris en France à cause d'une triple omission:

- Ils ne comprennent pas les investissements immobiliers
- Ils ne comprennent pas les investissements réalisés depuis des structures non qataries (i.e. Luxembourgeoises)
- Ils ne comprennent pas les prises de participations minoritaires dans des groupes cotés ou les placements financiers (actions ou autres produits financiers)

(2) Inetum (ex GFI Informatique) est une entreprise française de services du numérique, éditeur de logiciels.

Quelques indicateurs sur la présence qatarie en France



+54%¹

2014-2019

+71 900

Emplois générés par les entreprises qataries en France (impact sur l'emploi comparable à celui d'Alstom)



x 2²

2014-2019

+25 Mds€

Valeur de marché des investissements qataris en France



+7,5% p.a.³

2014-2019

+3 Mds€

Contribution au PIB français des entreprises qataries en France



5,8pts⁴

Différentiel

7,4%

Croissance annuelle du chiffre d'affaires des entreprises qataries en France

N.B. les valeurs sont calculées sur la base des chiffres de 2019 (pre-covid), pour refléter une tendance normative de long terme, et en raison du poids du secteur hôtelier.

- (1) Variation depuis 2014, estimation réalisée à l'aide de la méthodologie académique élaborée à base des tableaux entrées-sorties de l'économie publiés par l'INSEE.
- (2) Variation depuis 2014, valorisation effectuée hors impact de la structure financière, à l'aide des multiples sectoriels de valorisation publiés par l'étude Absoluze sur le baromètre des PME en 2014 et 2019, les capitalisations boursières des entreprises concernées et la croissance du marché immobilier sur les secteurs concernés. Le chiffre de 25 Mds ne comprend pas les investissements immobiliers réalisés pour le compte de personnes physiques.
- (3) Variation annuelle moyenne depuis 2014.
- (4) Différentiel de croissance, pondérée par secteur avec les moyennes nationales sectorielles.

Les implantations et participations croisées



42 entreprises



200 entreprises

Participations	Entreprises ¹		Entreprises
		Industrie et construction	
		Commerce de détail	
		Transport et tourisme	
		Télécoms, Médias et Numérique	
		Activités financières	
		Autres services	

(1) Les entreprises qatariennes en France ici représentées sont les maisons-mères de groupes comprenant parfois plusieurs filiales qui sont comptées dans le total des entreprises.

Sources : Données financières des entreprises (liasses fiscales, diane, Orbis, Capital IQ, Presse), Banque mondiale, Direction générale du Trésor
 Valorisation par la méthode des multiples avec un benchmark réalisé par PricewaterhouseCoopers





Photo : The Pearl, Doha
Crédits : NASA Earth Observatory

I. Étude macroéconomique comparative de la France et du Qatar

Des différences marquées porteuses
d'opportunités importantes



- I.1 La France et le Qatar, deux pays aux potentialités aussi importantes que complémentaires**

- I.2 Le Qatar, une politique ambitieuse d'ouverture et de modernisation de l'économie**

- I.3 Historique et perspectives des relations économiques franco-qataries**

I. Étude Macroéconomique

La France et le Qatar entretiennent depuis plus de 50 ans de solides liens diplomatiques, politiques et économiques.

La comparaison des deux pays révèle une **réelle complémentarité des structures économiques**. Le Qatar est une économie émergente quand le développement économique de la France est déjà ancien. Derrière la différence observée en termes de taux de croissance entre les deux pays, les **structures économiques des deux pays sont profondément divergentes**. Alors que la France jouit d'une demande intérieure très forte mais pâtit d'un déficit commercial structurel, le Qatar a une économie tirée par les exportations (notamment de gaz) et les investissements en capitaux productifs (notamment publics). **Le Qatar, qui mène une politique ambitieuse de modernisation et de diversification de son économie**, est un débouché commercial considérable pour les acteurs français, notamment en termes de biens d'équipement. De son côté, la France est un **client potentiel majeur pour les exportations qataries de gaz naturel liquéfié** et la profondeur de son marché intérieur en fait un lieu privilégié pour développer les activités de services à forte valeur ajoutée.

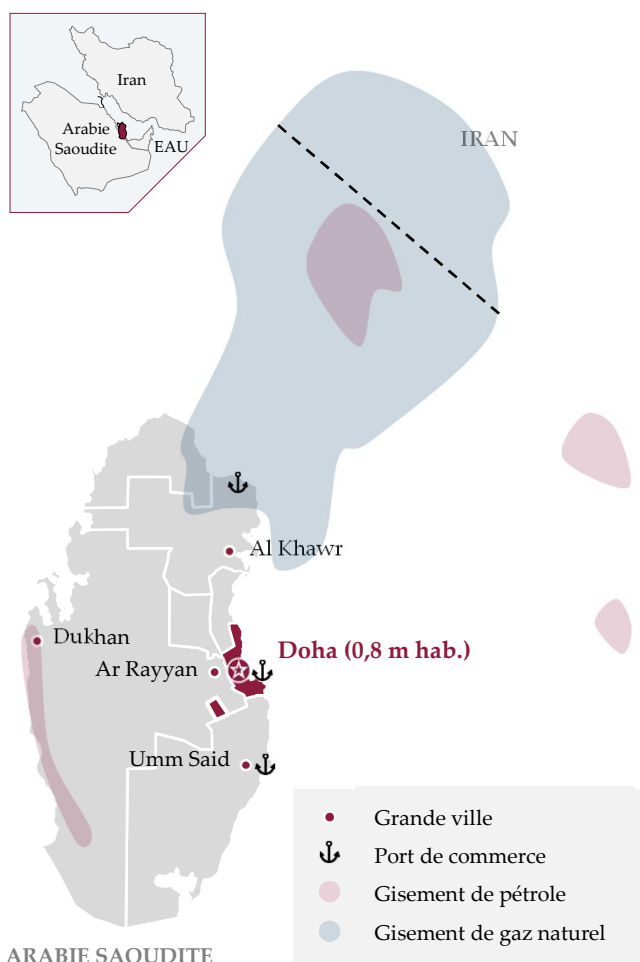
Parmi ces opportunités économiques pour les acteurs français, la politique ambitieuse du Qatar d'ouverture aux échanges économiques et de diversification des structures économiques du pays est une dynamique sous-jacente tout à fait centrale. L'analyse de cette ambition politique est à l'origine de nombre de **grands contrats et d'implantations commerciales pour les acteurs français**, et est utile pour comprendre la trajectoire de développement de l'État du Qatar et sa stratégie d'investissement globale.

Les dirigeants des deux pays ont très vite compris le potentiel économique considérable que présentait une telle complémentarité, si bien que les relations économiques franco-qataries (aussi bien en termes d'échanges commerciaux que d'investissements) ont été très vite encouragées en termes tant réglementaires que fiscaux, et symbolisées par des grands contrats de défense et des initiatives de coopération politique. **Les relations économiques franco-qataries sont aujourd'hui plus fortes que jamais et ont su surmonter avec succès un certain nombre de crises exogènes qui n'en ont pas endommagé la teneur.**

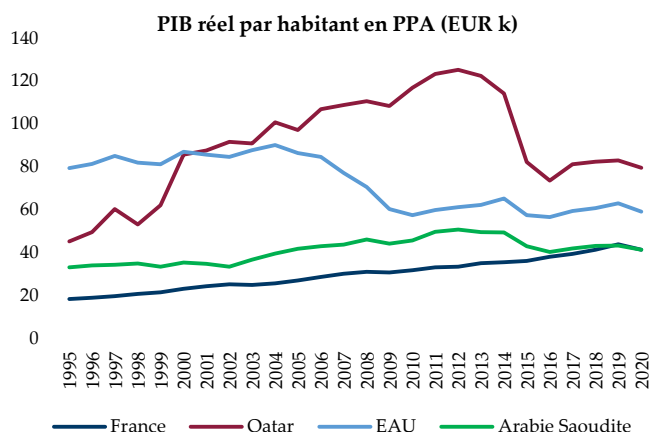
Le Qatar – économie de rente qui se diversifie



Situé sur une péninsule du Golfe Persique, le Qatar est un pays localisé au carrefour de puissants voisins : l'Iran au Nord, l'Arabie Saoudite au sud et les Émirats Arabes Unis à l'Est. Depuis son indépendance obtenue en 1971 et fort d'un important dynamisme économique, le Qatar s'est rapidement imposé comme une puissance économique régionale incontournable.



Avec un PIB de 160 milliards d'euros en 2019¹, le Qatar est l'un des pays les plus riches du monde, avec un PIB par habitant de 85 000 euros à parité de pouvoir d'achat, le quatrième mondial.



Le Qatar tâche depuis 2008 de diversifier son économie, notamment via le plan Qatar National Vision 2030, mis à jour en 2018. Aujourd'hui, les services contribuent ainsi pour près de 47% au PIB qatari, contre 26% il y a dix ans. L'État joue un rôle central dans cette stratégie de transition, qui tend à favoriser l'émergence de champions nationaux, devenus des acteurs d'envergure internationale sur leurs segments respectifs: médias et telecoms (Al Jazeera, beIN Media Group, Ooredoo), services Financiers (QNB, Qatar Islamic Bank), transports et tourisme (Qatar Airways, Katara Hospitality), industrie (Qatar Petroleum), ...

- Population : **2,8 millions d'habitants**
- Indice de Développement Humain : **0,848**
- Superficie : **11 400 km²**
- Langue : **arabe**
- Monnaie : **Riyal qatari (QAR)**

Si historiquement le climat aride du Qatar y a empêché un développement significatif des activités agricoles, son importante interface maritime en a fait un lieu privilégié de pêche et de commerce, notamment de perles. Mais ce sont les sous-sols, notamment marins, du Qatar qui ont donné la première impulsion à l'essor économique du pays. **Aujourd'hui, le Qatar est le deuxième exportateur de GNL au monde** et détient les 2^e réserves prouvées de gaz naturel dont il tire des rentes conséquentes.

Si la croissance économique qatarie a connu un ralentissement ces dernières années en raison de fluctuations des cours du gaz et de facteurs géopolitiques, l'économie qatarie a été la plus résiliente du Golfe face à la pandémie Covid-19 : le PIB s'y est contracté de 3,7% seulement (contre 6,1% pour les EAU, 5,4% en Arabie Saoudite ou 5,1% pour le Bahreïn). A moyen terme, les perspectives de croissance de l'économie restent toutefois encourageantes, à l'approche de la Coupe du monde en 2022 et en raison d'importants projets gaziers (notamment l'augmentation des capacités de liquéfaction GNL à compter de 2025).

(1) PIB qatari donné avant l'impact du Covid. Le consensus des prévisions macroéconomiques prévoient un retour au-dessus du niveau pré-covid d'ici la fin de l'année 2022

La France – pays tertiaire doté de multiples atouts



La France est un État d'Europe occidentale dont le territoire s'étend à travers le monde grâce à ses départements d'outre-mer. Si la France est le troisième pays le plus peuplé d'Europe, **elle est la septième économie mondiale avec un PIB de 2 300 milliards d'euros en 2020.**

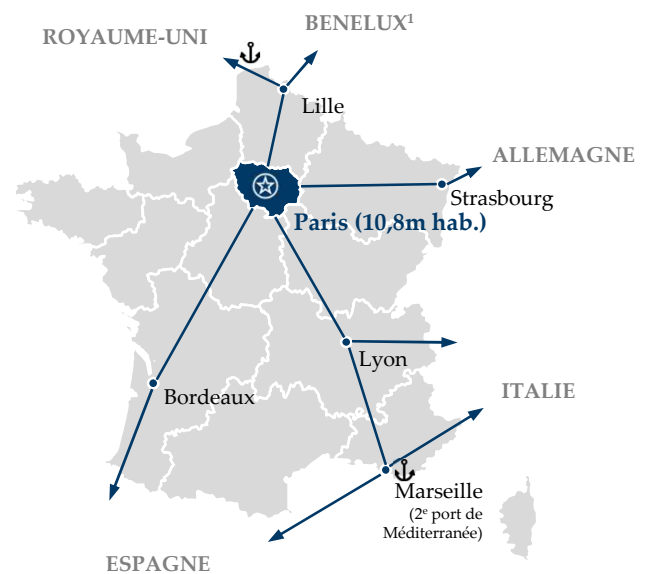
Le pays a connu une forte croissance économique, tirée notamment par une forte croissance démographique pendant les Trente Glorieuses (1945-1973), période au cours de laquelle ont été posés les grands fondements du régime politique et de la société française tels qu'ils existent aujourd'hui. Cependant, les crises profondes que le pays a traversées ces cinquante dernières années (chocs pétroliers en 1973 et 1979, crises financières en 2000 et 2008, Covid-19...) ont profondément transformé l'économie française, qui se caractérise tout particulièrement par un recul marqué de l'industrie qui ne représente plus que 19% du PIB.

En conséquence, la France est devenue une économie essentiellement tertiaire (78,7% du PIB), où l'agriculture, quoique relativement compétitive, n'a qu'une contribution marginale à l'économie nationale (moins de 2%). Malgré son recul relatif, l'industrie reste cependant toujours puissante, portée par des secteurs de pointe avec des champions nationaux dont notamment l'aéronautique et l'armement (Dassault, Airbus, Thalès), le luxe (LVMH, Kering), les télécoms (Orange, Altice, Iliad), l'agroalimentaire (Danone, Lactalis), l'automobile (PSA, Renault), la santé (Sanofi) ou encore les énergies (Orano, EDF, Total). La France jouit d'une forte expertise en matière de services financiers (BNP Paribas, Axa), de services aux entreprises (Capgemini), ou encore dans les médias (Vivendi).

L'État reste fortement présent dans l'économie nationale ; il mène une politique largement redistributive et reste solidement implanté au capital de plusieurs grandes entreprises nationales (Electricité de France, Société Nationale des Chemins de Fer...). La place prépondérante de l'État, bien qu'assurant une plus égale redistribution des richesses, a longtemps pesé sur la compétitivité des entreprises. Pour autant, les politiques successives de libéralisation de l'économie depuis une vingtaine d'années ont favorisé la croissance des IDE ; en 2020 et 2021, la France en était le premier bénéficiaire au sein de l'UE.

Malgré la pandémie de Coronavirus en 2020 et une chute du PIB d'environ 8%, la France a su juguler l'effet de moyen terme de la crise ; si les aides généreuses apportées par l'État ont alourdi le poids de la dette (plus de 113% du PIB), elles ont également permis de

La France, comme le Qatar, sait elle aussi tourner les déterminismes historiques et géographiques à son avantage : elle jouit d'un poids culturel conséquent et est le pays le plus visité du monde, avec 90 millions de touristes en 2019. **Le pays dispose en outre de la première ZEE au monde et la Métropole est un carrefour majeur de transit de biens et personnes.**



Population : 67,8 millions d'habitants
Indice de Développement Humain : 0,901
Superficie : 672 000 km ² (dont 552 métropole)
Langue : français
Monnaie : euro (EUR) = 4,1 QAR

maintenir à flot une large partie du tissu économique national. Avec des atouts indéniables, notamment en matière d'enseignement et d'infrastructures, l'horizon semble relativement dégagé pour l'économie française ; en témoigne le rebond de 7% du PIB en 2021.

(1) Benelux: Belgique, Pays-Bas et Luxembourg

Sources : Banque mondiale, INSEE, IGN

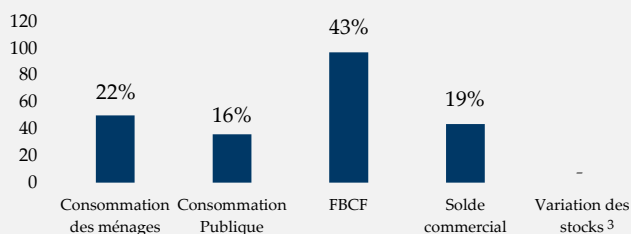
Situations macroéconomiques

Le Qatar, une économie à fort potentiel en quête de diversification

L'étude des grands agrégats macroéconomiques pour le Qatar révèle trois réalités:

- Au premier plan, **le montant massif de la Formation brute de capital fixe (FBCF¹)** est le principal levier de croissance du Qatar. Le pays mène une politique de modernisation et de transition de son économie très ambitieuse. 13 milliards d'euros ont ainsi été alloués à des projets d'infrastructures entre 2021 et 2023.
- Ensuite, **la prépondérance de la consommation publique**. Les rentes liées aux hydrocarbures sont estimées à 20,7% du PIB (2019) et constituent la majorité du financement de l'État (80%). Ce dernier assure une grande quantité de services non marchands: l'éducation primaire y est gratuite et les soins, fortement subventionnés.
- Enfin, **la forte contribution des exportations à la richesse nationale**. Le fort taux d'ouverture² du Qatar (90,3%) est lié pour beaucoup aux exportations d'hydrocarbures et produits dérivés, qui représentent pré-Covid 85,8% des exportations qataries.

Décomposition du PIB qatari en agrégats macroéconomiques en 2018 (EUR Mds)

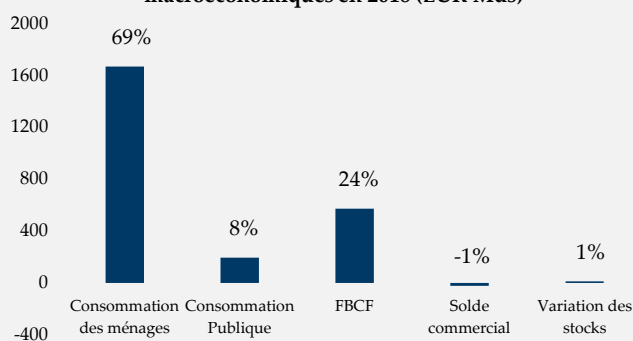


La France, une économie mûre à la recherche de nouveaux débouchés

La structure de l'économie française est très différente de celle de son partenaire:

- **La consommation finale des ménages est le moteur essentiel de l'économie française**. Signe d'une maturité économique avancée, la France a un marché intérieur dynamique qui nourrit des entreprises performantes.
- **Le solde commercial français est déficitaire** depuis la fin des Trente Glorieuses et plus encore depuis le début du millénaire. En 2021, un solde courant déficitaire de 84,7 milliards d'euros a été atteint. Avec la reprise du commerce international, les entreprises françaises comptent sur les débouchés commerciaux pour stimuler leur croissance en s'arrimant au redémarrage de l'économie mondiale.
- **La consommation finale des administrations publiques en France est plus élevée que chez ses pairs européens**. La France est un pays traditionnellement très centralisé dont les fonctions de l'État sont très larges. Plus largement, le taux de prélèvements obligatoires y est élevé (45% en 2021).

Décomposition du PIB français en agrégats macroéconomiques en 2018 (EUR Mds)



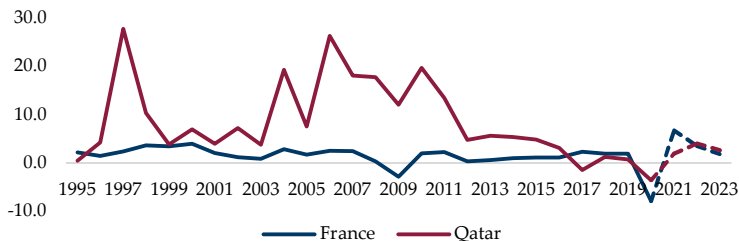
LA COMPLÉMENTARITÉ DES ÉCONOMIES DE LA FRANCE ET DU QATAR CRÉE UN POTENTIEL DE COOPÉRATION D'INTERÊT MUTUEL



- (1) La FBCF renvoie aux investissements réalisés par des résidents: les acquisitions nettes d'actifs fixes utilisés dans les processus de production, ou les chantiers d'infrastructures/construction.
 - (2) Valeur totale des biens échangés à l'international (importations + exportations) rapportée au PIB du pays
 - (3) La variation des stocks correspond à la valeur des entrées en stock diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks. Les stocks comprennent les matières premières et fournitures, les travaux en cours, les biens finis et les biens destinés à la revente
- Sources : INSEE, Banque mondiale, Service de Statistiques du GCC

Indicateurs techniques (1/2)

Économie

Croissance économique réelle comparée : France et Qatar



		
PIB PPA (k EUR/hab.)	82 983,2	43 911,4
Rendement boursier 2021*	14,6%	31,1%
Inflation moyenne sur 10 ans ¹	+ 1,82%	+ 0,62%
Taux de chômage (2021)	0,1%	7,4%

* Rendement global ou TSR (appréciation des titres + dividendes réinvestis) du QSE Index et du CAC 40 sur l'année 2021.

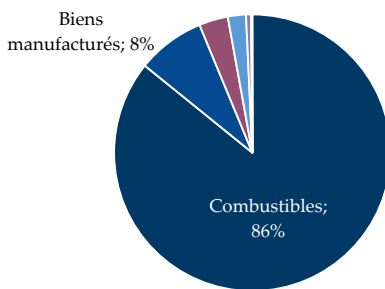
La France connaît un atterrissage graduel de sa croissance du PIB depuis le niveau relativement élevé qu'elle connut pendant les Trente Glorieuses. Le Qatar connaît à la même époque la formidable période d'ouverture et d'expansion que nous étudions dans une partie dédiée du rapport. La crise dite des *Subprimes* (2008) a connu un impact plus important en France qu'au Qatar en raison de sa plus forte interconnexion avec le système financier notamment nord-américain. Depuis, les deux économies ont surmonté deux chocs : pour la France, la crise des dettes souveraines de la zone euro (2011-13) et pour le Qatar, les tensions régionales (2017-21). **France et Qatar auront entièrement absorbé l'impact du Covid et retrouveront leur trajectoire de croissance historique dès 2023.**

Notons que les taux d'inflation affichés dans ce tableau reflètent les tendances historiques pré-Covid : la pandémie et la crise énergétique que le monde et en particulier l'Europe traversent au moment de l'écriture de ce rapport font afficher à la France en particulier des chiffres bien en-deçà des estimations actuelles.

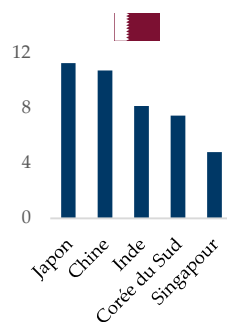
Le Qatar sait utiliser sa force d'attraction et le dynamisme de son économie pour faire correspondre son volume de main d'œuvre au niveau de croissance économique ; le chômage y est structurellement très bas. La France, avec un système social très protecteur et une rigidité relative du marché du travail, connaît à l'inverse un chômage structurellement élevé depuis les années 1980 qui tend à diminuer depuis 2015.

Commerce

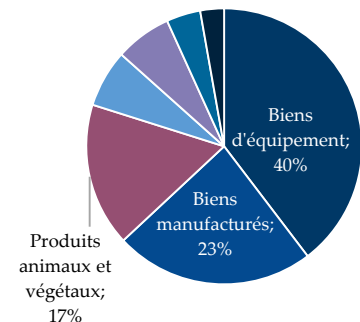
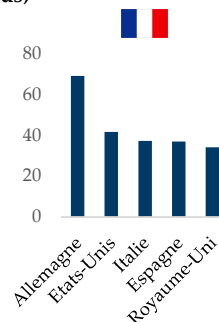
Exportations qataries par type de produit en 2021



Principaux partenaires commerciaux à l'export (EUR Mds)



Exportations françaises² par type de produit en 2021



Le Qatar a un profil commercial dominé par les exportations de combustibles (pétrole et gaz à divers niveaux de raffinement, de conditionnement, et engrais ou produits pétrochimiques dérivés). Les principaux partenaires commerciaux de Qatar à l'export sont asiatiques.

Le commerce extérieur de la France, à l'image de son économie, est particulièrement diversifié tant par les produits que par les partenaires. Notons la prédominance des produits agricoles et des biens d'équipement (notamment des véhicules civils et de défense). Les accords commerciaux régionaux européens, soutenus par un réseau dense d'infrastructures font de ses voisins ses principaux partenaires à l'export.

Les importations qataries sont tirées par les biens manufacturés en raison des besoins de l'industrie locale et des consommateurs consécutifs à sa trajectoire de modernisation et d'équipement de l'économie. Ses principaux partenaires sont les États-Unis, la Chine et l'Allemagne - la France est 10^e (EUR 760m).

La France est un grand importateur d'énergies fossiles (45 milliards d'euros en 2019). Suivent ensuite les produits électroniques et l'automobile. Ses principaux partenaires à l'import sont l'Allemagne, la Chine et l'Italie. Le Qatar est encore un partenaire marginal à l'import. **Il s'agit du quatrième excédent commercial non-militaire français.**

N.B. Sauf indication contraire, données de 2019 (pré-covid) pour refléter les tendances et structures économiques de long-terme.

(1) Inflation annuelle moyenne cumulée sur la période 2012-2021

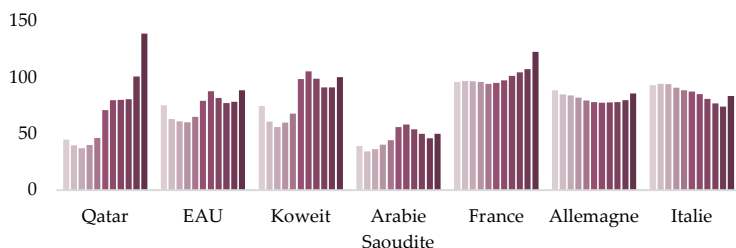
(2) Les exportations ici représentées ne comprennent pas les exportations de matériel de défense.

Sources : CNUCED, Banque mondiale, INSEE, BNP Paribas Trade Services, Ministère qatari de la planification et des statistiques

Indicateurs techniques (2/2)

Finance

Encours de crédit au secteur privé de 2010 à 2020 (% du PIB)



Depuis 2021, le Qatar autorise les investisseurs étrangers à racheter jusqu'à 100% des entreprises qataries. Auparavant, un plafond était fixé à 49% avec l'obligation que les 51% restants soient détenus par un acteur local. Les flux d'equity engendrés par cette décision sont estimés à plus d'un milliard d'euros, ce qui s'es traduit par une augmentation de l'indice boursier du Qatar de 2,8% le jour de son annonce.

La Bourse de Paris (dont est tiré le principal indice boursier français le CAC 40) est partie intégrante du marché européen Euronext, le septième plus gros marché boursier au monde en termes de capitalisation boursière.

	Qatar	France
Dettes publique / PIB	65,80%	97,60%
Taux sur l'emprunt d'État à 10 ans	2,60%	0,07%
Notation dette publique	Aa3	Aa2
Taux directeur de la banque centrale	5,00%	0,00%
Primes d'assurance / PIB	0,80%	9,20%

Les deux pays ont une monnaie forte et stable (en particulier le Riyal qatari qui connaît une lente appréciation relative à cause notamment de l'importance des exportations qataries). Cela contribue à leurs bonnes conditions de notation souveraine et donc d'endettement public.

Au Qatar, la plus forte participation de l'État dans l'économie rend moins pressant le besoin d'un fort système assurantiel.

L'encours de crédit très élevé en France comme au Qatar est un indicateur de la vitalité de l'investissement privé et un signe avant-coureur d'une croissance dynamique.

Démographie & Société

Pyramide des âges - Qatar

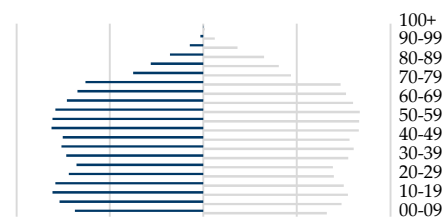


■ Hommes ■ Femmes

Pyramide des âges - France

Qatar	Indicateur	France
1,70%	Taux d'accroissement naturel	0,20%
1,87	Natalité	1,85
99,2%	% Population urbaine	80,7%
93,70%	Taux net de scolarisation (primaire)	98,90%
8,60%	Dépenses publiques dans l'éducation (% dépenses APU)	9,70%

Pyramide des âges - France



■ Hommes ■ Femmes

La pyramide des âges du Qatar révèle une particularité démographique intéressante : pays historiquement peu peuplé, le Qatar s'est tourné vers l'étranger pour trouver la main d'œuvre nécessaire à son boom économique. La population du pays a donc explosé à cette période, et en particulier à partir du début des années 2000 : en 20 ans, la population qatarie est passée de 600 000 habitants à 2,8 millions grâce en particulier à l'immigration de travail. Le pays compte aujourd'hui 80 % d'immigrés, principalement des hommes en âge de travailler, originaires en majorité d'Asie du Sud ou de pays arabes africains. **L'augmentation continue de la population qatarie nécessite des investissements en infrastructures réguliers et conséquents.**

La France connaît un taux de natalité plus élevé que ses pairs européens, quoiqu'insuffisant depuis la fin des Trente Glorieuses pour assurer un solde naturel positif. Comme beaucoup de pays développés, la France est confrontée au défi du vieillissement de sa population qui met sous pression son modèle de protection sociale (notons en particulier le bourrelet vers le haut de la pyramide qui correspond à l'entrée dans l'âge de la retraite des « baby boomers »).

Les deux pays investissent de manière massive dans l'éducation notamment primaire, qui est en France comme au Qatar gratuite et obligatoire.

N.B. Sauf indication contraire, données de 2019 (pré-covid) pour refléter les tendances et structures économiques de long-terme

Sources : INSEE, UNESCO, Moody's, Banque mondiale

1.2. Le Qatar, une politique ambitieuse de modernisation et d'ouverture aux échanges économiques

On observe dans l'histoire récente du Qatar deux dynamiques successives : le pays connaît d'abord à partir des années 1950 un mouvement d'ouverture porté par le fort développement du commerce international, d'abord du pétrole puis du gaz. A partir de 2008, lui succède un mouvement de diversification de l'économie qui voit le développement des activités non fossiles, porté par d'importants investissements étatiques au Qatar et à travers le monde.

Jusqu'au début des années 1950, le Qatar, comme beaucoup de pays notamment de la région, a une économie en croissance peu soutenue. Le pays signe en 1916 un traité de protectorat avec le Royaume-Uni, marquant la fin de l'ingérence ottomane. Dès cette époque, le Qatar est un carrefour commercial: l'économie y repose sur la pêche et le commerce des perles avec des négociants principalement indiens.

En 1938, le premier gisement pétrolier est découvert à Dukhan dans l'Ouest du pays par la Compagnie Pétrolière du Qatar, avec la coopération de Total (présent dans la région depuis 1936), entrouvrant pour le Qatar un nouvel horizon de développement économique. Toutefois, la Seconde Guerre mondiale retarde l'exploitation du gisement qui ne débutera qu'en 1949.

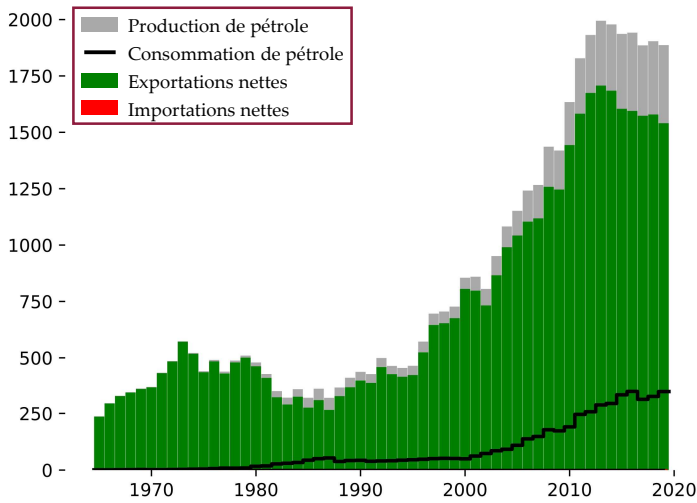
S'amorce alors une dynamique d'ouverture au monde par le commerce international, qui sera porté en grande partie par le pétrole jusqu'en 1995 et le début de l'exploitation du gaz.

Pendant cette période, l'essentiel de l'exploitation pétrolière sera assurée via des concessions accordées à des compagnies étrangères et notamment britanniques en échange d'une rente financière. **Il faut attendre la nationalisation des ressources pétrolières suite à l'indépendance totale du pays puis au premier choc pétrolier de 1973 pour assister au réel décollage économique du Qatar qui exploite désormais les ressources de son territoire à son propre compte.**



Premier plan : Oléoduc près de Dukhan ; Deuxième plan : une torchère du gisement de Dukhan

I. Volumes de pétrole produits et exportés au Qatar (en milliers de barils/j)



II. A partir de 1995, c'est le gaz qui connaît un fort développement et surclasse le pétrole comme principal moteur de l'ouverture économique du Qatar.

L'aventure gazière commence en 1971 avec la découverte par Shell de North Dome, le plus grand gisement de gaz naturel au monde. Il faut toutefois attendre 1995 et l'arrivée au pouvoir de Cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani pour que celui-ci commence à être exploité, marquant ainsi le début de l'exploitation gazière de masse au Qatar.

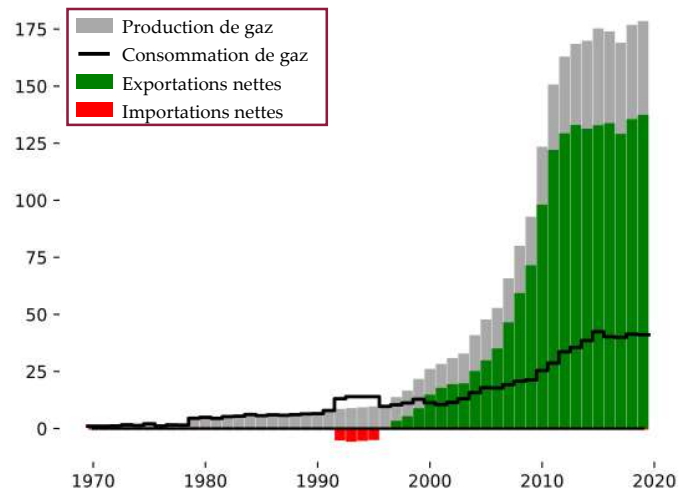
Ce graphique révèle les deux phases de l'exploitation gazière au Qatar. La première, de 1996 à 2011, est caractérisée par une augmentation massive des exportations de gaz, principalement à destination de partenaires asiatiques. La deuxième marque quant à elle une période de stagnation depuis 2011, la production gazière ayant dépassé la production pétrolière en TEP en 2010.

Les causes de cette stagnation depuis 2011 sont multiples. Signalons ici les principales. En premier lieu, le Qatar arrive alors à saturation des capacités de production et le renouvellement du parc est ralenti par la crise financière. De plus, le développement du gaz non-conventionnel (notamment de schiste américain) et l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché comme l'Australie incite le gouvernement qatari à la prudence quant au développement des hydrocarbures dans le pays. Par ailleurs, la faiblesse des cours du pétrole et du gaz après le pic de juillet 2008 et entre 2014 à 2021 a pu conforter l'État du Qatar dans sa stratégie. La dernière raison de ce ralentissement est le lancement en 2008 de l'ambitieux Plan Qatar National Vision qui prône la modernisation des structures économiques et la réduction de la pétro-dépendance. **Alors s'amorce la deuxième phase de l'histoire économique moderne du Qatar : la diversification.**

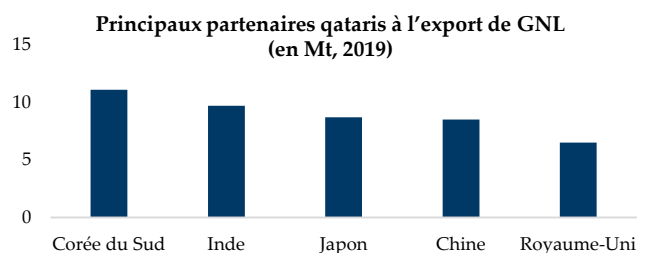
I. Ce graphique révèle deux phases dans l'histoire de l'exploitation du pétrole au Qatar. La première s'étend jusqu'au milieu des années 1990 et est caractérisée par une relative stabilité des exportations pétrolières en volume, aux alentours de 400 000 barils quotidiens. Il s'agit historiquement des premières ressources significatives que le Qatar peut mobiliser en vue de moderniser le pays – notons à cet égard l'explosion à partir du milieu des années 1970 de la consommation domestique de pétrole, indicateur de l'émergence économique du Qatar qui commence alors.

La deuxième phase est marquée par **une forte hausse des exportations depuis le milieu des années 1990**, qui quadruple pour atteindre aujourd'hui environ 1,6 millions de barils quotidiens, puis leur stagnation à partir de 2011 jusqu'à ce jour. Ceci prolonge et amplifie la dynamique que nous décrivons ci-dessus.

II. Volumes de gaz produits et exportés au Qatar (en Mds m³/an)



- 2^e Réserves prouvées de gaz naturel au monde pour près de 20% du volume mondial. 1,5% des réserves de pétrole
- 4^e Producteur de gaz naturel au monde
- 2^e Exportateur de GNL au monde, fort de la plus large flotte de méthaniers au monde



A partir de 2008, le Qatar amorce un vaste chantier de diversification de l'économie

À l'extérieur du pays, la politique de diversification de l'économie menée par le Qatar se manifeste par une politique ambitieuse d'investissements à l'étranger qui procède de trois logiques concomitantes: rentabilité financière, montée en compétences, diversification géographique des activités des champions nationaux. **Le stock d'IDE qataris à l'étranger est estimé à 40 milliards d'euros en 2019¹.**

Sur le plan intérieur, la diversification de l'économie qatarie se traduit par des investissements conséquents, de la part de l'État qatari ou d'acteurs étrangers. Outre le gaz qui concentre toujours l'essentiel des efforts, sont ciblés les services (finance, tourisme, médias) et les activités industrielles à plus forte valeur ajoutée (BTP, aval pétro-gazier, industrie manufacturière, énergie verte) pour stimuler la croissance potentielle du pays et en diversifier la structure. Parallèlement, une politique de plus long-terme a été entreprise en pariant sur l'enseignement (notamment universitaire) et l'innovation technologique et entrepreneuriale. La partie II du présent rapport revient plus en détail sur les implications économiques concrètes de ces politiques pour les acteurs tant français que qataris.

A plus long terme, la diversification pérenne de l'économie qatarie passera par l'accès à une demande intérieure plus importante: **l'intégration croissante du GCC en particulier offrira au Qatar des débouchés susceptibles de soutenir durablement le développement de ses industries et services.**

Le plan Qatar National Vision 2030

Dévoilé en 2008 par le Secrétariat Général du Planning du Développement, le plan « Qatar 2030 » vise à faire du Qatar une société avancée capable de maintenir son développement et de fournir un niveau de vie élevé à son peuple à l'horizon 2030. **Il repose sur quatre piliers centraux de développement : économique, social, humain et environnemental.**

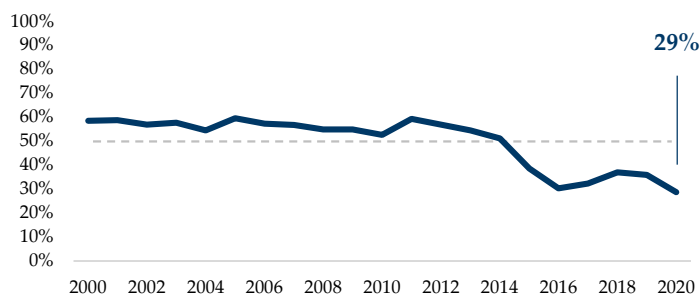
Sur le plan économique, le pays lance un vaste chantier de diversification de l'activité pour être moins dépendant des hydrocarbures et transformer le Qatar en « économie de la connaissance ». Il s'agit aussi de promouvoir l'indépendance économique en encourageant la « qatarisation » de la main d'œuvre.

Sur le plan social, le Qatar ambitionne de développer le sentiment de communauté national autour de valeurs humanistes et traditionnelles, et notamment via le sport. Cet objectif comporte aussi une dimension de promotion de liens bilatéraux avec les pays amis.

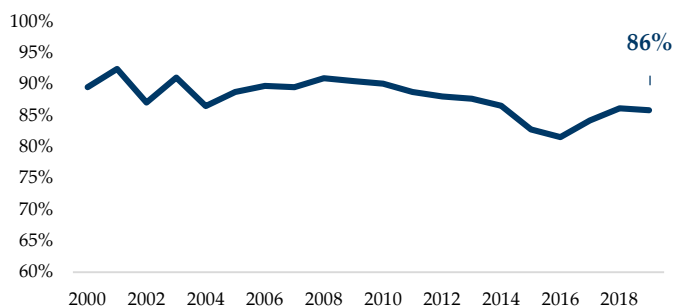
Sur le plan du développement humain, le pays cherche à améliorer les conditions d'éducation et de santé, et les perspectives de bien-être des qataris (avec un accent particulier mis sur les jeunes).

Sur le plan environnemental, le Qatar mise sur les nouvelles technologies et les innovations en matière d'aménagement urbain et de traitement des déchets pour réduire son empreinte écologique à la fois relative à la préservation de son environnement immédiat, et en termes de gaz à effets de serre émis.

Part des hydrocarbures en % du PIB nominal² du Qatar



Part des hydrocarbures, en % des exportations du Qatar



(1) Les IDE ne sont pas le seul canal d'investissement des acteurs qataris
 (2) En PIB réel, avec prise en compte de la baisse globale des cours du gaz sur la période 2013-20, la chute est plus progressive mais reflète une tendance similaire: la contribution des hydrocarbures au PIB en % y a connu une chute de 3% annuelle et est passée sous les 50% en 2017.

I.3. Historique et perspectives des relations franco-qataries

Les stratégies à l'œuvre et attentes des acteurs concernés

Les relations franco-qataries, marquées par un soutien mutuel et une coopération intense, se distinguent de celles entretenues avec les autres pays du Golfe. La force historique de cette relation s'appuie sur trois principaux leviers pour faire montre de sa dynamique : la politique, l'économie et la culture.

La France est un allié de choix pour le Qatar. Les relations fortes et successives que les différents présidents de la Ve République ont entretenues avec les émirs qataris font office de cas exemplaires d'entente entre dirigeants occidentaux et arabes. Nicolas Sarkozy en particulier construisit une relation de forte confiance avec l'Émir Père Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani. Cette intimité s'exprime notamment par une coopération croissante sur le plan de la défense (fin 2017, 80% de l'armement du pays du Golfe est de fabrication française).

Le Qatar est un partenaire économique essentiel pour la France tout comme sont importants les bienfaits pour le Qatar des relations économiques mutuelles. Nous aurons l'occasion de revenir avec un niveau de détail inédit sur la densité des échanges économiques franco-qataris, tant sur le plan, financier, de la fourniture de capitaux aux acteurs nationaux que sur celui, commercial, de la concrétisation de débouchés mercantiles pour la production nationale.

Au-delà d'intérêts stratégiques et économiques convergents, le Qatar est un pays ami aux points d'entente nombreux sur les plans social, scientifique, culturel. Le Qatar accueille aujourd'hui 5 500 Français et plus de 200 entreprises et institutions et en 2020, l'année France Qatar a été l'occasion de célébrer la coopération culturelle entre les deux pays.



Une entente historique qui précède la fondation du Qatar moderne

L'histoire des relations franco-qataries précède de plusieurs décennies la déclaration formelle d'indépendance de l'État du Qatar. En effet, des liens sont établis dès la première moitié du XXe siècle, avec l'implantation de Total en 1936. Ces premiers liens ont permis de bâtir une relation de confiance unique pour la France au sein du Golfe arabe, et ce bien avant la proclamation officielle de l'indépendance du pays, en 1971.



Une des premières exploitations de pétrole au Qatar

Dès cette indépendance, le Qatar, pourtant historiquement sous influence britannique – qui y maintient un protectorat jusqu'en 1968 – fait symboliquement état de sa francophilie en formulant en français sa demande d'adhésion à l'ONU. Le Qatar accueille, aujourd'hui encore, une communauté francophone nombreuse et dynamique : la coopération linguistique est un élément charnière de l'entente entre les deux pays. Dès 1972, la France fut un des premiers pays à accueillir une ambassade qatarie, implantée depuis lors dans le 8^e Arrondissement de la capitale. Parallèlement, l'attachement culturel pour la France de Cheikh Khalifa ben Hamad Al Thani, premier Émir du Qatar, se traduit par une visite d'État en France en 1974.



Un des premiers Mirage F1 livrés au Qatar

Un partenariat politico-militaire débute, avec un premier contrat d'achat portant sur 15 avions Dassault Mirage F1 pour les forces armées qataries en 1980 ; cette coopération militaire aboutit en 1994 à la signature d'un partenariat entre la France et le Qatar. Ce partenariat marque le premier jalon de la forte coopération militaire entre les deux pays.

Une relation économique privilégiée émerge alors, avec la signature d'une convention fiscale en 1990 pour faciliter les investissements mutuels et éviter les doubles impositions.

À PARTIR DE 1995, LA RELATION PREND UN NOUVEL ÉLAN AVEC L'ARRIVÉE CONCOMITANTE AU POUVOIR DE CHEIKH HAMAD BEN KHALIFA ET DE JACQUES CHIRAC, ILS SE RENCONTRERONT NEUF FOIS EN DOUZE ANS

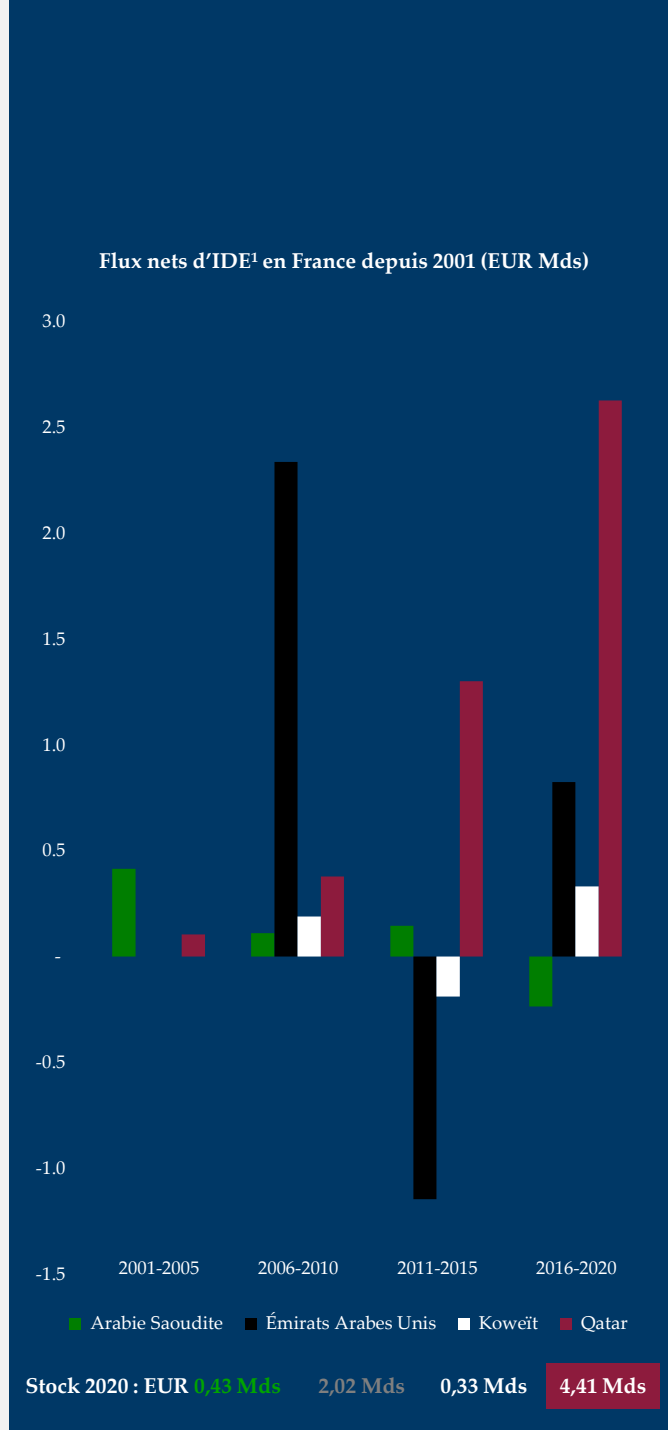
En 1995, l'arrivée au pouvoir de Cheikh Hamad ben Khalifa Al Thani, qui prend la succession de son père, et l'élection de Jacques Chirac, permet aux relations entre Doha et Paris de connaître un nouvel élan. M. Chirac développe une proximité certaine avec le nouvel Émir. Le Président français soutiendra ainsi Cheikh Hamad en 1996, et enrichit le partenariat de défense de 1994 d'un deuxième accord en 1998. L'Émir qatari et Jacques Chirac se rencontreront neuf fois au cours des deux mandats effectués par le président français.

Le tournant de la fin des années 2000 : début des investissements en France

A partir de 2007, la coopération se renforce, notamment grâce au nouveau Président Nicolas Sarkozy, et en particulier sur le front économique : c'est alors que la France bénéficie d'un réel décollage des commandes industrielles de son partenaire qatari, notamment l'achat en mai 2007 de 80 Airbus A350 par Qatar Airways.

En janvier 2008, le gouvernement français étend la convention fiscale de 1990 en offrant des conditions attractives à l'investissement qatari. Ce type de législation est classique entre les pays européens et leurs partenaires du Golfe ; l'avenant de 2008 prévoit en sus une exemption sur les plus-values immobilières qui sont taxées au Qatar (le Royaume-Uni propose une disposition semblable). Au Qatar, les entreprises étrangères et notamment françaises ne connaissent aucune restriction sur les rapatriements de profits et les ménages ne paient pas l'impôt sur le revenu.

Ainsi, dans les années 2010, l'intégration économique se renforce considérablement : en croissance continue sur la période, les échanges commerciaux ont toujours dépassé les 2 milliards d'euros par an, atteignant un record en 2019 à 6,5 milliards d'euros². **Ce commerce bilatéral est particulièrement stratégique pour la France: le Qatar constitue le 4^e meilleur excédent³ commercial pour le pays en 2019.** La croissance du commerce bilatéral au cours de cette décennie s'est faite de pair avec la croissance des IDE qataris en France, avec un stock d'investissements de 4,4 milliards d'euros en 2021 (plaçant la France dans le top 5 des pays destinataires des IDE qataris).



Airbus A350 achetés en 2007	Rang de l'excédent commercial pour la France	Français vivant au Qatar	Opérations militaires conjointes depuis 2011
			
80	4 ^e	5 500	2

(1) Les IDE sont un estimateur imparfait du réel montant des investissements qataris en France à cause d'une triple omission :

- Ils ne comprennent pas les investissements immobiliers
- Ils ne comprennent pas les investissements réalisés depuis des structures non qataries (i.e. Luxembourgeoises)
- Ils ne comprennent pas les prises de participations minoritaires dans des groupes cotés ou les placements financiers (actions ou autres produits financiers)

(2) Incluant les exportations de matériel de défense.
 (3) Excluant les exportations de matériel de défense.

Des relations à l'épreuve des crises géopolitiques, sanitaires et humanitaires

Au cours des dernières années, les relations franco-qataries ont été secouées par trois crises majeures dont elles ont su tirer des opportunités de renforcement.

Entre 2017 et 2021, alors que s'exacerbent les tensions régionales entre les pays du Golfe, le Qatar continue à cultiver sa proximité historique avec la France qui s'implique dans les négociations entre les parties jusqu'à obtenir un retour à la normale des relations en janvier 2021. Face à cet événement, l'économie qatarie a su très bien résister et la coopération entre les deux pays s'est renforcée par la signature de nouveaux grands contrats et la livraison continue des avions commandés en 2015 et 2017 par le Qatar à Dassault Aviation, une douzaine desquels fut livrée en 2019¹.



Un des premiers Rafales livrés au Qatar en 2019

La deuxième crise que les relations franco-qataries ont su traverser récemment est la pandémie de Covid-19. La crise économique liée au choc causée par cette crise a causé des disruptions importantes dans les échanges commerciaux entre la France et le Qatar, marqués par une diminution globale du volume des échanges de biens (-75% en 2021 par rapport à 2019), qui s'établissent ainsi à 1,56 milliards d'euros. Si la France reste excédentaire, son solde s'est considérablement réduit, notamment à cause de la chute des exportations² vers le Qatar, dont la valeur a été divisée par 2,5 par rapport à 2019. L'immense majorité de cette disruption est imputable à l'effondrement temporaire des exportations aéronautiques, à la suite du rééchelonnement des livraisons d'appareils réclamé par Qatar Airways à Airbus. Cette problématique d'approvisionnement donne par ailleurs lieu à un litige temporaire entre

Airbus et Qatar Airways, qui a un impact conjoncturel important sur le volume global des échanges. Cependant, malgré ces complications consécutives à la crise sanitaire, **les perspectives d'approfondissement des relations économiques franco-qataries sont nombreuses** alors que les deux économies ont toutes deux retrouvé leur niveau d'activité pré-Covid, comme expliqué ultérieurement.



Un Cargo de la Société française CMA CGM, l'armateur est implanté au Qatar à travers une joint venture depuis 2007

La troisième crise que le couple franco-qatari a affrontée avec succès est la vague migratoire consécutive à la prise de contrôle des talibans en Afghanistan en août 2021. Le Qatar, fort de son emplacement géographique stratégique et de la modernité de son infrastructure aéroportuaire, a permis le rapatriement au total de 110 ressortissants français et de 396 Afghans menacés pour leur coopération avec la France. Rappelons aussi le succès de l'opération humanitaire franco-qatarie du 3 décembre 2021 qui a permis d'acheminer 40 tonnes de nourriture et d'équipements médicaux à destination de la population afghane. Cet événement fait écho à la pandémie de Covid-19 pendant laquelle le Qatar avait permis le rapatriement de 14 000 ressortissants français au début de la crise avec son fleuron Qatar Airways (alors qu'Etihad, Emirates, Oman Air ou Fly Dubai avaient cessé toute activité). L'ancien ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a salué ce rôle, puisque lors de sa visite à Doha les 10 décembre 2020, il a remercié les autorités qataries pour leur soutien.

(1) Les exportations de Rafales prennent en compte la commande de 24 Rafales en 2015 et les 12 Rafales supplémentaires commandés en outre de la commande initiale.

(2) En excluant les livraisons de matériel de défense qui permettent d'amortir la baisse

Les bénéfices qui découlent de ces relations sont visibles à court terme

Malgré l'impact brutal et inattendu de la crise sanitaire, sur la croissance et les finances publiques de la France comme du Qatar (en 2020, la PIB français a chuté de 8%, celui du Qatar de 3,7%), **les deux économies sont marquées par de fortes capacités de résilience : à la fin de l'année 2021, toutes deux avaient déjà résorbé une grande partie du choc économique de l'année précédente.** Avant même la crise de la Covid, le Qatar avait fait la preuve d'une forte capacité de résilience, avec un taux de croissance entre 4 et 5% annuels entre 2012 et 2015, et une croissance qui s'est maintenue par la suite, certes à un rythme légèrement ralenti, malgré des prix bas des hydrocarbures, et les tensions géopolitiques. Cette résilience qatarie peut, entre autres, s'expliquer par l'augmentation récente des exportations de gaz, et notamment de GNL, à destination du marché asiatique.

De plus, les économies françaises et qataries sont caractérisées par des structures différentes mais largement complémentaires : si le Qatar doit réaliser des investissements conséquents en infrastructures et en biens d'équipement en accord avec ses objectifs de diversification pour 2030, **la France est à la recherche de débouchés commerciaux pour combler son déficit structurel, en même temps qu'elle veut diversifier sa fourniture d'hydrocarbures et en particulier de gaz**, dans le contexte de la guerre en Ukraine et d'une quête de diversification de ses fournitures en gaz. Le Qatar compte accroître sa production de GNL, de 77 millions de tonnes par an actuellement à 127 millions d'ici 2030 : ce qui crée un potentiel très clair de densification des relations.

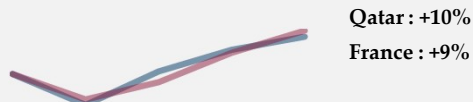
L'approfondissement des liens économiques comme source de diversification et de progrès technique

Pour les entreprises françaises, le climat des affaires très stable du Qatar, les bonnes perspectives de croissance de l'économie et le vaste chantier de modernisation du pays et de diversification de l'économie représentent un point d'attractivité majeur. Le Qatar apparaît ainsi comme un territoire particulièrement pertinent pour faire fructifier les investissements français. **Au cours de la dernière décennie, l'organisation par le Qatar de la Coupe du Monde de la FIFA fin 2022 a été l'occasion de nombre de signatures de grands contrats** et projets d'investissement d'entreprises françaises au Qatar, et a servi de catalyseur pour les relations franco-qataries (pour plus de détails sur ce sujet, nous vous renvoyons à la troisième partie du rapport).

De son côté, le Qatar trouve en France un certain nombre de spécificités qui justifient la poursuite des investissements dans le pays. Le Qatar entend notamment de se positionner comme un acteur majeur du tourisme à l'échelle mondiale. Le fonds souverain du Qatar est ainsi devenu un actionnaire minoritaire important au sein du groupe Accor ; c'est d'ailleurs avec le soutien financier de ce groupe que le même fonds souverain a financé le lancement de Kasada Capital Management en 2018, plateforme d'investissement dédiée au secteur hôtelier en Afrique, qui connaît depuis une croissance rapide. Pour plus d'informations à cet égard, veuillez vous référer à la partie III.1 du présent rapport. Plus largement, **la France offre au Qatar un terreau fertile pour générer des rendements financiers et implanter ses entreprises.**



PIB projeté en 2023 par rapport à son niveau pré-Covid¹



Dettes publiques/PIB projetées en 2023 par rapport à son niveau pré-Covid



(1) Comme tout au long du rapport, la mention « pré-covid » est à comprendre comme « chiffres de 2019 », avant les perturbations liées à l'épidémie de Covid-19 pour refléter les tendances et structures économiques de long terme.

Principaux enseignements – Partie I

La France et le Qatar savent profiter des complémentarités de leurs économies pour créer des opportunités de création de valeur

L'étude macroéconomique des deux pays révèle de fortes complémentarités, qui, couplées avec la forte volonté d'ouverture et de modernisation du Qatar, motivent les deux pays à réaliser des échanges économiques l'un avec l'autre. Les principales conclusions que l'on peut tirer de cette partie :

- La France est une puissance européenne de 67 millions d'habitants, avec le 7^e PIB mondial. Le pays dispose d'un grand nombre de champions nationaux dans les industries et les services.
- Le Qatar, pays du Golfe de 3 millions d'habitants dirigé depuis son indépendance par la famille al Thani, a le deuxième PIB par habitant au monde en parité de pouvoir d'achat, grâce en grande partie à ses importantes réserves gazières (les deuxièmes au monde).
- **Alors que la France est à la recherche de capitaux et de débouchés commerciaux pour résorber son déficit commercial, le Qatar est un puissant pourvoyeur de capitaux à l'étranger qui cherche, via une stratégie d'investissements globale, à diversifier en même temps qu'il ouvre son économie à l'étranger, en cohérence avec ses objectifs pour 2030.**
- **La France a toujours cherché à attirer les capitaux qataris** ; en particulier depuis la fin des années 2000, avec en particulier l'exemption d'impôt sur les plus-values d'investissements immobiliers. Le pays fait l'objet de visites régulières de la part de d'entreprises et chefs d'État français (la dernière en date étant celle de M. Macron en décembre 2021).
- **Le Qatar de son côté offre des conditions avantageuses aux entreprises et aux ménages** notamment français vivant au Qatar : zones franches sectorielles, absence de TVA, taux d'impôt sur les sociétés de 10% même si certaines restrictions sectorielles sur l'actionnariat étranger demeurent.
- **Les relations franco-qataris ont su surmonter ces dernières années des crises multiples** comme le covid-19 qui a contracté récemment les échanges commerciaux (notamment les exportations de biens d'équipement depuis la France vers le Qatar) ou la crise migratoire Afghane où France et Qatar ont agi main dans la main pour organiser rapatriements de Français et livraisons de colis humanitaires.

II. État des lieux des relations économiques entre la France et le Qatar

L'imbrication des deux économies apporte des bénéfices mutuels



II.1 Les échanges commerciaux – débouchés extérieurs et expression de la complémentarité des économies

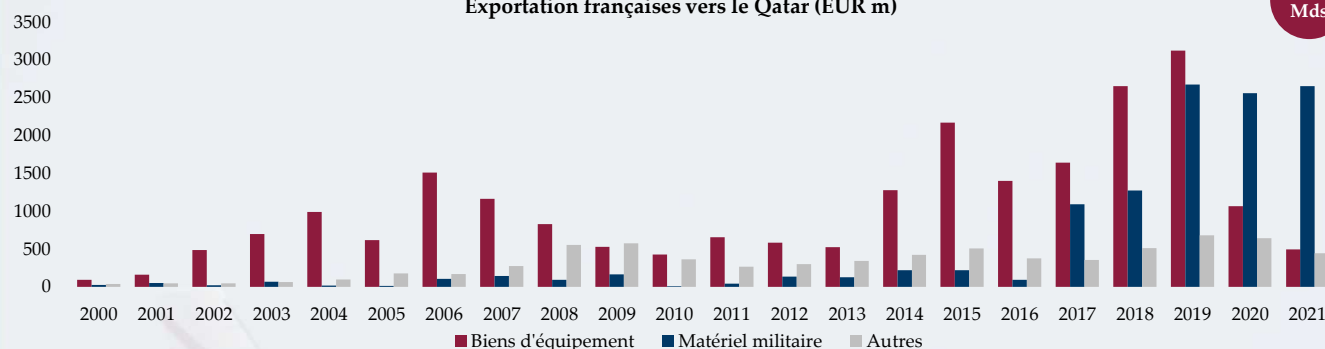
II.2 Les investissements – diversification des revenus, apports de capitaux et création de valeur

II.1 Les échanges commerciaux

Depuis 2000 et jusqu'au choc lié à l'épidémie de Coronavirus, les échanges commerciaux entre le Qatar et la France augmentaient annuellement de 7 points de plus que le PIB qatari.

Malgré la crise, les échanges commerciaux entre la France et le Qatar **bénéficient d'importantes dynamiques sous-jacentes et de bonnes perspectives d'amélioration**. Côté français, ce sont les exportations de biens d'équipement qui priment et côté qatari, les exportations de gaz et produits dérivés des hydrocarbures ont le vent en poupe. A court terme, les évolutions des premiers dépendront des volumes de **grands travaux de modernisation de l'économie et de ses infrastructures** du côté qatari, et l'augmentation des seconds dépendra de la volonté et de la capacité de la France à **diversifier ses approvisionnements en gaz** vers le Qatar dans le cadre de la crise énergétique en Europe. Les opportunités de diversification de ces échanges commerciaux à long terme ne sont pas non plus à négliger : alors que du côté qatari se développe une **filière industrielle non-extractive** susceptible de représenter une part croissante des exportations, les acteurs français pourraient de leur côté voir dans l'approfondissement du marché intérieur qatari et la possible reprise de son processus d'intégration dans le GCC une source considérable de débouchés pour leurs services, biens de consommation, agro-alimentaires ou équipements industriels de pointe.

Exportation françaises vers le Qatar (EUR m)



3,6 Mds

Exportation qataries vers la France (EUR m)



0,5 Mds

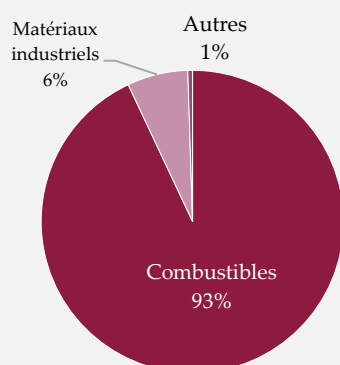
Structure du commerce bilatéral franco-qatari

Le Qatar exporte en France principalement des hydrocarbures

Plusieurs choses sont à noter au sujet des exportations qataries en France :

- **La prédominance des hydrocarbures** : sur les dernières années, le gaz représentait environ 55 points de pourcentage du total des exportations qataries en France, et le pétrole, 25. Parallèlement, **le Qatar est le deuxième producteur mondial d'hélium** (51 millions de m³ en 2019). Si l'économie qatarie est indéniablement en cours de diversification, l'expansion prévue du champ gazier North Field - le plus grand du monde - laisse présager que le processus de diversification de la structure de ses exportations sera probablement plus long.
- Ensuite, le développement du commerce de matériaux industriels répond à la croissance de l'industrie lourde au Qatar (notamment la sidérurgie), qui trouve des synergies importantes avec l'exploitation gazière qui lui sert d'intrant majeur. Dans les matériaux industriels, sont inclus aussi des produits plastiques - coproduits de l'exploitation pétrolière, et du soufre - utilisable par exemple comme engrais agricole.

Exportations qataries vers la France en 2021

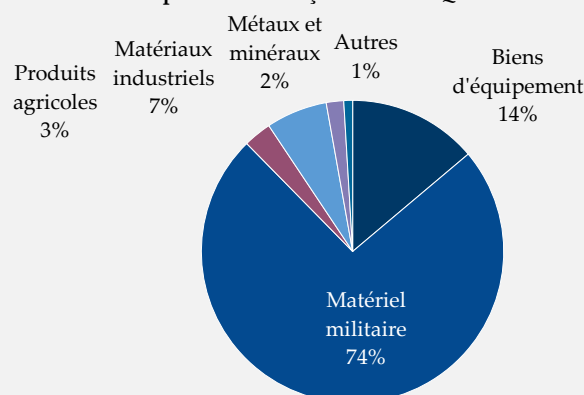


Les exportations françaises sont tirées par les grands contrats d'équipement

Concernant les exportations françaises :

- **Les exportations sont tirées par les commandes qataries de biens d'équipement, notamment grâce aux grands contrats dans l'aéronautique (Dassault, Airbus).**
- Viennent ensuite les matériaux industriels, catégorie qui comprend des produits chimiques et médicaments, ainsi que des produits synthétiques comme le caoutchouc.
- Les métaux et minéraux comprennent notamment des tubes en acier de Saint Gobain (infrastructures urbaines et oléoducs/gazoducs).
- Les exportations de produits alimentaires s'expliquent notamment par la présence au Qatar de chaînes de supermarchés comme Carrefour. La coopération sur ce plan est en hausse alors que le Qatar cherche à renforcer sa sécurité alimentaire.
- Les biens de consommation, s'ils ne représentent que 1% du total en chiffre d'affaires, comprennent de nombreux produits à très forte valeur ajoutée (parfums, produits de beauté et maroquinerie).

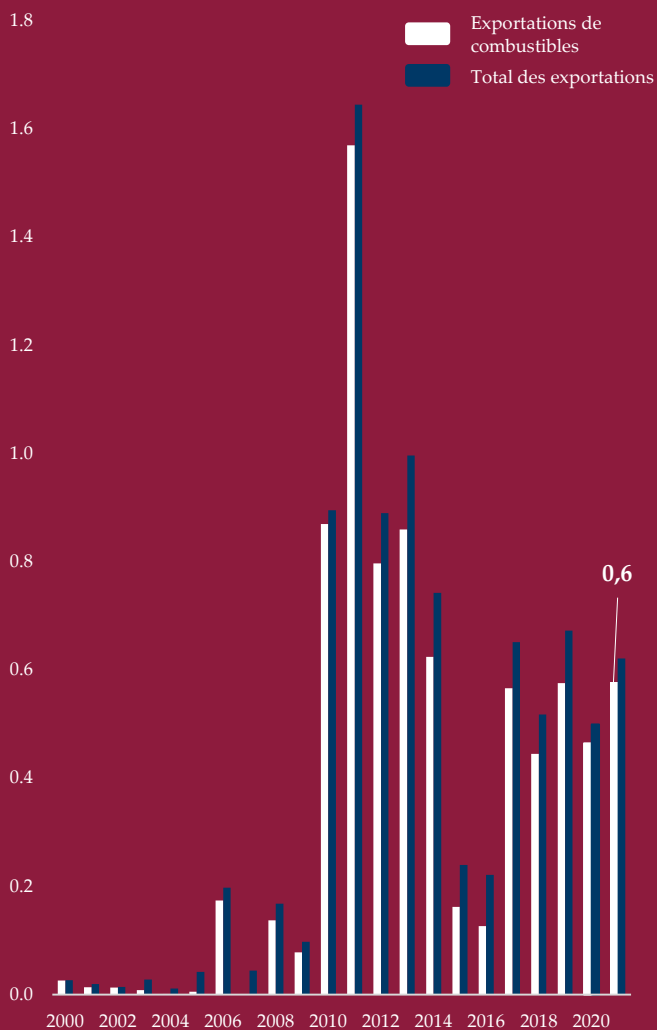
Exportations françaises vers le Qatar en 2021



La nomenclature des échanges commerciaux se base sur les catégories de la Banque mondiale.

Sources : Banque mondiale, Service Économique de l'Ambassade de France à Doha

Combustibles exportés par le Qatar en France
(EUR Mds)



La France est un petit compte pour les hydrocarbures qataris : 1,0% du total exporté seulement y fut livré en 2019. Néanmoins, 93% des importations françaises ont trait aux hydrocarbures. **Le gaz naturel représente 55% du total importé, à 342 millions d'euros en 2021 (+130% par rapport à 2020).** La trajectoire résolument haussière de l'énergie début 2022 à laquelle s'ajoute le contrat passé entre Qatar Petroleum et Elengy en 2020 jusqu'en 2035 pour l'importation au terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne de 3 mT/an de GNL laissent présager une accélération de cette augmentation.

Évolution récente et perspectives des exportations qataries en France

A cause de la faiblesse relative de ses prix énergétiques (notamment en comparaison avec le marché asiatique – 2/3 des exportations qataries) **l'Europe est la destination de 20 à 30% seulement de la production de gaz qatari (~20Mt)**. Une grande partie de ce gaz est échangée avec quelques partenaires commerciaux majeurs : le Royaume-Uni, partenaire commercial privilégié du Qatar dans la région (6,5 Mt en 2019), mais aussi l'Italie (4,6), la Belgique (3,3) ou l'Espagne (3,2).

Cependant, les exportations du Qatar vers l'Europe (et a fortiori, la France) dans les années à venir bénéficient de solides dynamiques sous-jacentes :

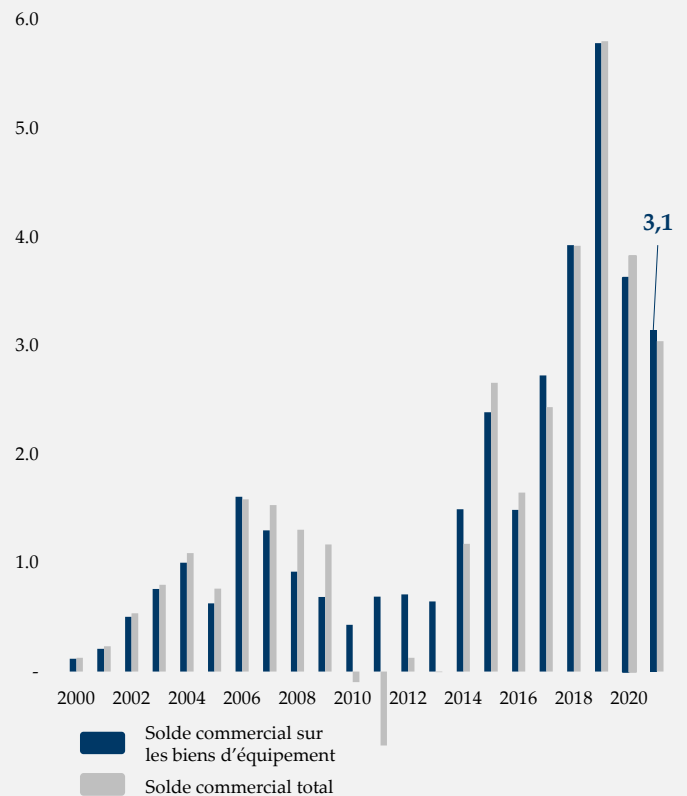
- **Côté demande, le contexte géopolitique en Europe pousse les pays européens à diversifier leurs approvisionnements en gaz.** Fin mars 2022, l'Allemagne a ainsi conclu un accord avec le Qatar pour réduire sa dépendance au gaz russe. Il reste à déterminer si le reste de l'Europe se tournera vers le Qatar, ou vers d'autres grands producteurs : l'Australie ou les États-Unis. A moyen-terme, la transition énergétique de la France vers des énergies plus intermittentes pourra aussi se traduire par une demande accrue en gaz.
- L'augmentation des capacités d'extraction et de liquéfaction du gaz au Qatar poussera le pays à chercher de nouveaux débouchés : le Qatar investira 73 milliards d'euros dans les hydrocarbures. **Ces investissements permettront notamment d'augmenter de 40% les capacités de liquéfaction et la construction d'entre 80 et 100 méthaniers** (contre 67 actuellement) pour faciliter l'exportation de gaz, pétrole et produits dérivés.
- Les exportations non-hydrocarbures bénéficieront du développement significatif des infrastructures portuaires du pays en même temps que se poursuit le développement de son parc industriel non pétrolier et d'aval pétro-gazier dans les complexes industriels de Dukhan, Ras Laffan et Mesaieed.

Évolution récente et perspectives des exportations françaises au Qatar

L'étude des comptes commerciaux passés révèle une très forte **corrélation sur les vingt dernières années dans le commerce bilatéral franco-qatari entre le solde commercial global et le solde commercial sur la catégorie de produits « biens d'équipement¹ »**. Les biens d'équipement désignent bien sûr les véhicules et divers grands contrats aéronautiques, mais aussi les équipements petro-gaziers vendus par des entreprises comme TotalEnergies ou Technip à des filiales ou acteurs qataris. Ces grands contrats s'expliquent en réalité par plusieurs dynamiques :

- L'importance sur les dernières années des commandes d'Airbus réalisées par la compagnie nationale Qatar Airways, aujourd'hui à l'arrêt.
- La signature en 2015 d'un contrat de 6,3 milliards d'euros pour la livraison de 24 avions de combat de type Rafale entre Dassault Aviation et l'armée qatarie. Une clause portant sur la livraison de 12 rafales supplémentaire estimée à 1,1 milliards d'euros a été activée en 2018 pour équiper le Qatar.
- Les investissements en vue de la Coupe du Monde de la FIFA fin 2022 qui ont été l'occasion de moderniser et mettre à l'échelle l'ensemble des infrastructures civiles du pays (transport, traitement des déchets, stades, énergie...). Ces travaux se traduisent par des importations de matériaux et équipements qui ne peuvent encore être produits sur place. Le Qatar, comme nombre de pays organisateurs avant lui, entend faire de cet événement un outil de promotion économique et de rayonnement diplomatique.
- L'ambition qatarie d'augmentation des capacités de production et de liquéfaction du gaz, renforcée par l'exemption de tarifs douaniers sur les importations de matériel industriel.

Solde commercial français vis-à-vis du Qatar (EUR Mds)



La progression des exportations françaises dépendra à l'avenir de l'évolution de ces trois paramètres et de la capacité des acteurs français à s'imposer sur le marché qatari via d'autres types d'exportations. Pensons par exemple au secteur agro-alimentaire ou des biens de consommation, dans lesquels la France représente respectivement 3,7% et 3,0% des importations du Qatar. **En 2021, le luxe est l'un des principaux bénéficiaires de la reprise post-crise sanitaire, avec 128m euros (+17% en un an).**

31,0% des biens d'équipement (hors défense) importés par le Qatar en 2019 sont d'origine française. La crise liée au Covid-19 a provoqué un arrêt quasi-total du secteur aéronautique, principale source d'exportations pour les entreprises françaises, et a grippé les chaînes logistiques mondiales, ce qui a diminué mécaniquement des exportations françaises et diminué l'excédent commercial français.

(1) Les chiffres présentés ici prennent en compte les exportations de défense de la France qui sont présentées dans les rapports au parlement et ne sont pas prises en compte dans les chiffres de la Banque mondiale. Nous avons enregistré les exportations de Rafales à la livraison, étalée de 2019 à 2021, en prenant en compte l'avenant au contrat signé en 2018 pour la livraison de 12 Rafales supplémentaires au total initialement prévu.

Sources : Banque mondiale, Direction générale du Trésor, Service Économique de Doha, Rapport au Parlement sur les exportations militaires françaises de 2000 à 2021, communiqué de presse de Dassault Aviation, Rapport annuel de Dassault Aviation.

Perspective internationale du partenariat commercial

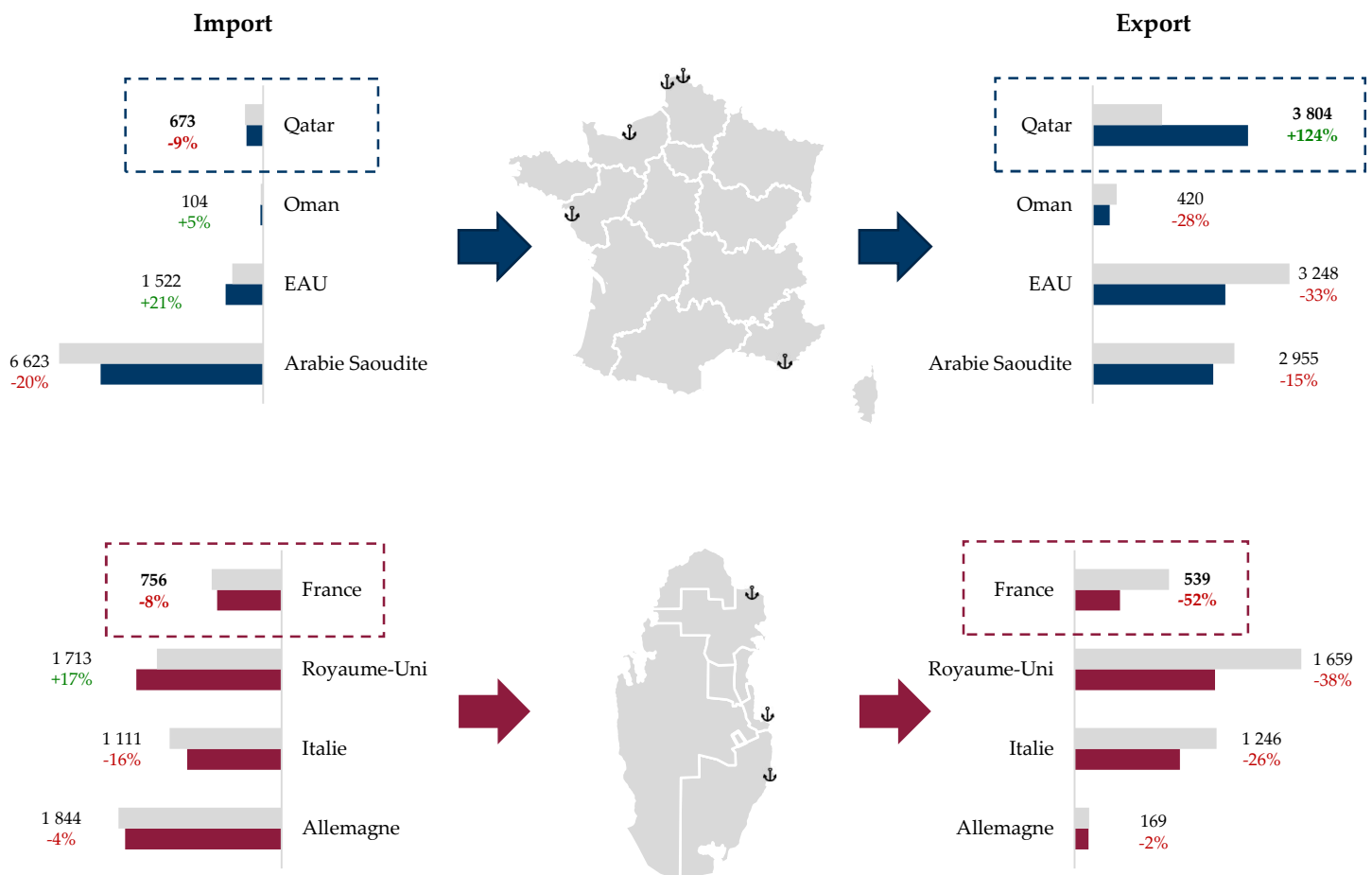
Compte tenu de la différence de taille entre les deux pays, il convient pour mieux apprécier l'intensité des relations commerciales franco-qataris de comparer les relations commerciales que chaque pays entretient avec des nations similaires – dans chaque cas, les pays voisins membres des mêmes accords régionaux.

La France est un partenaire de second rang du Qatar à l'export car elle importe plutôt ses hydrocarbures du côté de l'Arabie Saoudite (son premier fournisseur de pétrole brut en 2019 en volume) et en raison de la faible attractivité du marché gazier européen qui explique que les principaux marchés qataris à l'export sont asiatiques. **Si l'on ajuste par la population du pays, le Qatar connaît des relations commerciales 2 à 3 fois**

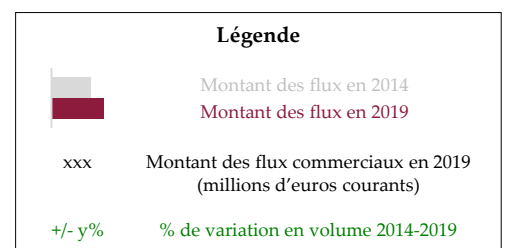
plus intenses avec la France que ses voisins.

La France connaît de son côté des débouchés considérables au Qatar. **La comptabilité nationale française considère le Qatar comme le 4^e excédent commercial du pays en 2019.** Derrière l'Allemagne, c'est bien la France qui réalise le second plus important excédent commercial européen avec le Qatar. La France reste en 2021 le 9^e fournisseur du Qatar.

Il est important de souligner que la hausse des exportations françaises est imputable en grande partie aux contrats signés par Airbus et Dassault Aviation tandis que les exportations qataris sont très sensibles aux variations des prix du gaz.



N.B. Les asymétries de comptabilisation nationale des échanges commerciaux sont un phénomène bien documenté. L'écart entre importations et exportations qataris et françaises tient aux différences de normes d'enregistrement comptables (enregistrement à la commande ou à la livraison, prise en compte des délais, mais aussi enregistrement différent de l'origine des exportations aéronautiques d'Airbus). La réconciliation de ces chiffres est nécessairement approximative et sujette à erreur : par prudence, les chiffres sont ici donnés tels qu'ils ont été remontés aux services statistiques de la Banque mondiale par la France et le Qatar. Ils ne comprennent donc pas les exportations de matériel de défense.



Étude de cas – Technip

Un long passé de grands contrats pour le développement du potentiel gazier qatari



Technip¹, entreprise française leader mondial de la gestion de projets et de la construction d'infrastructures pour le secteur de l'énergie, est une entreprise qui concentre près de 40 000 employés directs. **Présente à travers le monde, l'entreprise a une empreinte importante au Qatar, où elle a conclu par le passé d'importants contrats pour la construction et l'entretien d'équipements pétro-gaziers de pointe.** Citons-en ici quelques uns :

- 2005 : Réalisation de deux trains de liquéfaction pour Qatargas 3 et 4 (3,3 milliards d'euros)
- 2013 : Création de deux plates-formes offshore – 100 à 250 millions d'euros
- 2021 : North Field East (NFE) – 11,5 milliards d'euros

Ce dernier contrat, qui intervient peu après le spin-off de Technip Energies, porte sur la construction de quatre unités géantes de liquéfaction de gaz naturel, d'une capacité chacune de 8 millions de tonnes de GNL² par an, et des infrastructures associées. Ces installations,

réalisées via une *joint venture* avec le Japonais Chidoya (CTJV), seront reliées au champ offshore North Field. Elles permettront au Qatar d'augmenter de plus de 40% sa production de GNL, qui passera alors de 77 à 110 millions de tonnes annuelles. **Ce projet viendra s'ajouter aux 6 mega-trains déjà construits par Technip au Qatar depuis 2004.** Est aussi prévu un dispositif moderne de capture et de réinjection du CO₂ dans les puits, de nature à réduire de 25% les émissions de GES par rapport à des installations similaires. Ce projet est particulièrement intéressant pour le Qatar, dont les coûts de production de GNL sont parmi les plus faibles au monde. En termes de débouchés, l'Agence Internationale de l'Énergie a confirmé ses prévisions d'une augmentation de la demande de gaz naturel de l'ordre de 1,5% par an entre 2019 et 2025 malgré le choc du Covid. Du côté de Technip, ce contrat gonflera le carnet de commandes de 42%, en même temps qu'il permet de maintenir Technip à la pointe de l'innovation mondiale dans le cadre du **plus grand projet GNL de l'histoire**. Cet investissement aura un impact important sur les exportations françaises de métaux et matériaux industriels au Qatar.

(1) L'entreprise nommée ici « Technip » fait référence à TechnipFMC entre le 17/01/2017 et le 16/02/2021, et à Technip Energies ensuite (entreprise qui a très largement repris les activités historiques de Technip).

(2) Pour plus d'informations sur la chaîne de valeur du GNL, veuillez vous référer à l'annexe.

La Coupe du Monde FIFA Qatar 2022

Les dynamiques de partenariats entre entreprises se sont accélérées...

La Coupe du Monde 2022 au Qatar est à l'origine de **nouvelles dynamiques pour les relations entre la France et le Qatar**. Nombre d'entreprises françaises ont pu concrétiser des **contrats bilatéraux** avec des acteurs qataris, le collectif French Team for Sport participe pleinement à promouvoir les **partenariats entre le Qatar et la France, en mettant à contribution le savoir-faire de tout le tissu économique français**, des PME aux grands groupes, dans de nombreux secteurs (BTP, sécurité, infrastructures, numérique...).

L'exemple du consortium RATP Dev SNCF – Keolis est particulièrement parlant : le groupement a décroché le contrat d'exploitation et de maintenance du **métro et du tramway à Doha** pour une concession qui devrait générer près de **3 milliards d'euros sur 20 ans**. C'est une alliance composée, entre-autres, par Thalès, Alstom et Vinci, qui est en charge de la conception de cette ligne. De même, des groupes comme **Serge Ferrari, spécialiste français des matériaux de construction composite** ont participé à la réalisation d'infrastructures destinés au mondial 2022, notamment plus de 30 000 m² de toiles composites pour habiller le stade Al-Rayyan.



Khalifa Stadium Aspire Doha

...en s'appuyant sur une volonté politique de la part du législateur français



Palais Bourbon - Assemblée Nationale

Parallèlement, ces dynamiques sont soutenues par une **volonté politique ferme**. Fort d'une relation étroite bâtie sur **plusieurs décennies de coopération avec le Qatar**, les partenariats bilatéraux franco-qataris se sont traduits par des débats législatifs et des projets de loi au Sénat : le conseil des ministres du 5 janvier 2022 était consacré essentiellement à la question franco-qatarie, et a permis de mettre sur le devant de la table un accord datant de 2021 « *établissant un partenariat relatif à la sécurité du mondial 2022* » pour citer l'article préambule. Ce projet a été adopté par le Sénat.

IL S'AGIT LÀ DU PREMIER INSTRUMENT JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT CONCLU ENTRE LES DEUX ÉTATS DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Ce texte de loi fait suite à la visite du **Président Emmanuel Macron à Doha en décembre 2021** où, accompagné par une forte délégation de dirigeants d'entreprise français, il a souligné les **bénéfices mutuels et les formidables perspectives commerciales des relations franco-qataris**.

L'événement stimule le progrès économique et social de l'État du Qatar en général...

L'organisation de la Coupe du Monde de la FIFA aura un impact conséquent en **termes économiques et sociaux** sur le Qatar en tant que pays hôte. A titre comparatif, la Coupe du Monde 2018 a généré plus de 14 milliards d'euros de recettes pour la Russie. Les observateurs s'attendent à **un impact plus fort encore cette fois-ci** puisque cette édition comptera 48 équipes participantes, contre 32 en 2018.

De même, **l'afflux de touristes sera une véritable aubaine**, et certains secteurs, comme les transports sont placés au cœur des préoccupations. De même, **plus de 180 milliards de dollars ont été investis depuis 2017 pour financer des projets pharaoniques**, contre 13 milliards en Russie en 2018.

Au-delà de l'organisation du Mondial, c'est un **véritable projet de modernisation et de mise à l'échelle des infrastructures du pays qui est à l'œuvre**. De nombreux emplois ont été créés dans de différents domaines (BTP, ingénierie, hôtels...), qui a entraîné un afflux massif de travailleurs, essentiellement d'Asie du Sud. Cette vague migratoire a permis une prise de conscience du Qatar de certaines défaillances en droit du travail. La réaction a été immédiate et ces polémiques ont agi comme un catalyseur de réformes : a été institué par exemple un salaire minimum de 230€ par mois et un comité de surveillance des conditions de travail. Les récentes avancées permettent d'être optimiste sur l'avenir des droits du travail dans le pays qui se démarque de plus en plus sur ce plan de ses voisins du Golfe.

...et repose sur une modernisation sans précédent des infrastructures

Plus précisément, l'accueil de cet événement a accéléré le processus de **modernisation des infrastructures**. En particulier, le projet de *Smart Cities* qui s'inscrit dans le cadre du plan *Qatar National Vision 2030* se concrétise, et couvre un large spectre de domaines. Le plan *TASMU Smart Qatar* qui vise à la **modernisation numérique de l'économie doit rapporter plus de 11 milliards de dollars chaque année**, soit 5% du PIB. L'ambition pour décembre 2022 est de présenter ces *smart cities* comme la **vitrine de l'économie** qatarie, qui se veut à la pointe de la technologie. Ces avancées technologiques se traduisent par la généralisation de l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la mobilité intelligente, des systèmes intelligents d'air conditionné et de lumières.

Dans cette volonté de diversifier son économie en la modernisant, le Qatar entend profiter de son avance dans les TIC : le pays est classé **27^e du Forum économique mondial en maturité numérique**, et ce secteur dégage un revenu de 4 milliards de dollars (2.3% du PIB).

La conscience écologique se traduit par une nouvelle conception de **l'hôtellerie modulaire** pour optimiser les capacités d'accueil et éviter des constructions superflues : seront construits pour la coupe du monde 16 hôtels flottants de 101 chambres chacun, alimentés à l'énergie solaire, qui pourront par la suite être déplacés et réutilisés où des besoins ponctuels de capacité d'accueil se feront ressentir.

Investissements en infrastructures



180 Mds€

Retombées annuelles du TASMU Smart Qatar



5% du PIB

Classement mondial en adoption des NTIC¹



9^e

Visiteurs en décembre 2022



1.5 m

(1) Classement mondial établi par le forum de Davos (le Forum Économique Mondial) – Global Competitiveness Report 2020. NTIC : Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Le rôle d'Accor dans l'organisation du tournoi



Lusail est une ville nouvelle située au nord de Doha et qui doit abriter 200,000 habitants sur 35km² et accueillir les **matchs d'ouverture et de finale de la Coupe du Monde 2022**. Au sein de la ville de Lusail sera inauguré cette année le building très emblématique de Lusail Towers (photo), détenu et développé par Katara Hospitality, et géré par les marques Raffles et Fairmont, emblèmes du groupe Accor. Le président de Katara Hospitality, Ali al Kuwari, est également le ministre des finances du Qatar.

En 2021 est également signé l'accord entre les autorités qataries et le groupe Accor. Ce partenariat stipule que l'hôtelier français sera en charge de **l'exploitation du parc immobilier mobilisé par le pays hôte**, avec un potentiel prolongement à la fin du mondial. Cet accord concerne aussi bien un certain nombre d'infrastructures déjà construites, que de bâtiments spécialement conçus pour le mondial. Accor **embauchera 10,000 personnes pour gérer et exploiter plus d'un million de nuits dans 60,000 appartements** et villas pendant la compétition. Même si le montant total reste inconnu, ces accords s'inscrivent dans la lignée d'une relation de confiance de longue date entre Accor et le Qatar, notamment au travers du Paris Saint-Germain qui est sponsorisé depuis 2019 par le groupe hôtelier, pour un montant d'environ 60 millions d'euros par saison.

D'une façon plus générale, le fonds souverain Qatar Investment Authority est le second actionnaire d'Accor avec près de 11% de participation au capital. Ce partenariat représente une aubaine pour le groupe français, puisque **1,5 millions de touristes sont attendus sur le mois**, avec un parc hôtelier qui ne cesse de grandir au Qatar : des projets de maisons privées, bateaux de croisière et 16 hôtels flottants. **Cela représente autant d'opportunités pour Accor de mettre à contribution son excellence et son savoir-faire dans ce domaine.** D'autant plus que le secteur de la construction contribue de façon non négligeable à la croissance du PIB qatari depuis que l'état a été désigné pour accueillir le mondial : de 8% du PIB avant la désignation de l'organisateur, le secteur est passé à près de 15% ces dernières années, ce qui représente une opportunité considérable pour le groupe de Sébastien Bazin.



Sébastien Bazin,
PDG du Groupe Accor

“ Toute l'équipe Accor est ravie d'avoir été sélectionnée pour exploiter le magnifique parc immobilier du Qatar et proposer ses services. Nous partageons l'engouement du Moyen-Orient pour la Coupe du monde qui se tiendra l'an prochain, et sommes impatients de recevoir les visiteurs et de leur garantir des séjours aussi confortables qu'inoubliables dans ce pays. ”



SE Hassan al Thawadi,
Secrétaire G^{al} du Comité
d'Organisation

“ En utilisant au mieux les appartements et villas résidentiels déjà bâtis, nous serons en mesure d'offrir aux visiteurs un large choix d'hébergements, tout en pérennisant le marché hôtelier et en évitant au Qatar d'être confronté à un excédent de chambres d'hôtel après 2022. ”

II.2. Les investissements

Les étroites relations diplomatiques et économiques qu'entretiennent France et Qatar depuis plus de cinquante ans ont pour cause et conséquence d'importants investissements productifs mutuels.

C'est avec le Qatar, devant ses voisins du Golfe, que la France entretient les relations les plus fortes en termes d'investissements directs à l'étranger. Le Qatar est le pays du Moyen-Orient qui détient en France les stocks d'IDE les plus importants.

L'analyse exhaustive des investissements qataris en France qui est ici conduite **révèle une forte diversité des investissements qataris**, qui au-delà des investissements « pavillon » comme le PSG s'étendent de manière équilibrée à travers tous les secteurs de l'économie, en accord avec le mandat de rendement et de diversification économique qui est celui de la **Qatar Investment Authority (QIA)**, le fonds souverain qatari. Parmi les investissements qataris, il est pertinent de faire une distinction entre investissements de portefeuille (participations passives et minoritaires dans des sociétés françaises) et structures directement exploitées par des acteurs qataris, par exemple la Qatar National Bank ou le Printemps. Ces dernières permettent une **montée en compétences et une réelle prise d'intérêts stratégique sur certains secteurs de l'économie.**

Les entreprises françaises jouissent d'une **présence historique au Qatar**, grâce à l'implantation précoce des géants des hydrocarbures comme Total et Elf Aquitaine (aujourd'hui TotalEnergies) dès le milieu du XX^{ème} siècle. Le développement de l'économie qatarie a ouvert de nouvelles perspectives depuis les années 2000 et nombre de groupes français ont mis le pied au Qatar et y ont **multiplié leurs investissements via des joint ventures.**

Il s'agira dans cette partie d'en quantifier l'étendue, d'en expliquer les ambitions stratégiques sous-jacentes et d'en présenter les perspectives d'évolution.

Investissements qataris en France – détail

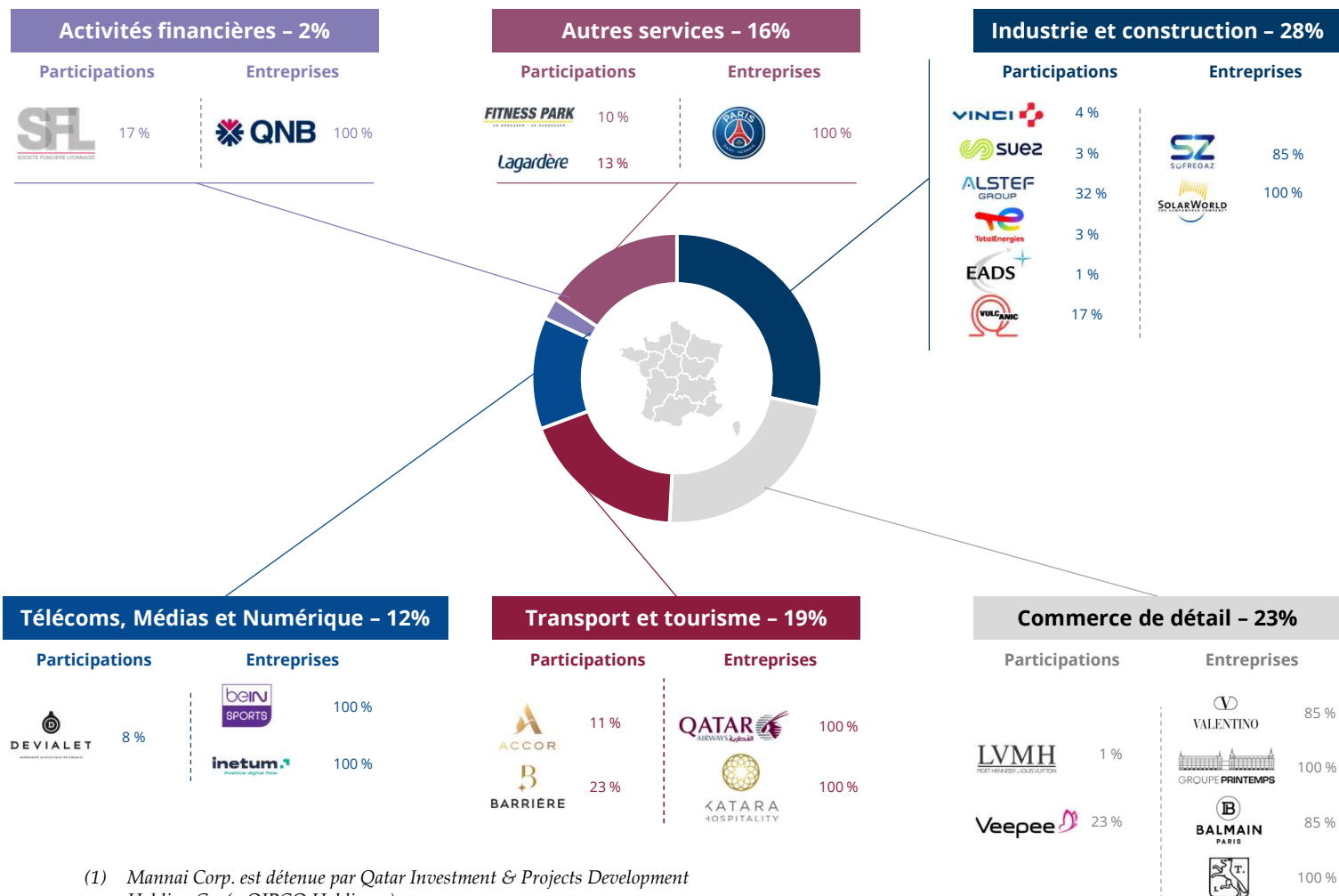
La France est le 2^e destinataire des investissements qataris en Europe, derrière le Royaume-Uni et à égalité avec l'Allemagne.

On peut identifier deux types d'investissement qui répondent chacun à une logique bien distincte : investissements en portefeuille, et rachat de tout ou partie d'entreprises. Le premier est un placement financier passif, le second est une acquisition stratégique d'une structure sociale dont la gestion est assurée activement par l'acteur qatari. Ces structures d'exploitation économique sont celles où l'impact sur le tissu économique français de la participation qatarie peut être évalué le plus nettement.

S'y ajoutent des éléments relevant d'un troisième type d'investissement : le Qatar détient en France d'importants investissements immobiliers non hôteliers, qui ne sont pas ici représentés.

Les acteurs à l'origine sont de trois types : l'essentiel en est assuré par la QIA, le fonds souverain qatari, dont les actifs sont évalués à 400 milliards d'euros. Deuxièmement, des filiales de multinationales qataries (dont l'État est souvent au capital de manière indirecte via la QIA : QNB 50% et Qatar Airways 100%, Katara Hospitality 100%, beIN SPORTS 100%), mais aussi industriels comme le Conglomérat Mannai¹, et French Future Champions, fonds créé en 2013, qui détient des PME françaises comme Devialet, Vulcanic ou Fitness Park.

Les acteurs qataris ont une gestion active de leur portefeuille: au cours des années, la composition de leurs investissements en France n'a cessé d'évoluer. A titre d'exemple, en 2015, la QIA détenait 3% de Vivendi et 1% d'Orange; des participations que le groupe a depuis revendues, en même temps qu'il a pris une participation de 11% au capital du groupe hôtelier Accor.



(1) Mannai Corp. est détenue par Qatar Investment & Projects Development Holding Co. (« QIPCO Holding »).

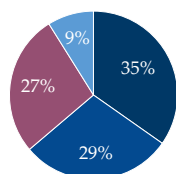
Sources : Données financières des entreprises (liasses fiscales, diane, Orbis, Capital IQ, Presse), Banque mondiale, Direction générale du Trésor
Valorisation par la méthode des multiples avec un benchmark réalisé par PricewaterhouseCoopers

La diversité des investissements fait du Qatar un puissant pourvoyeur de capitaux

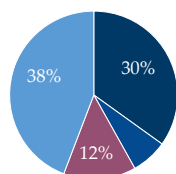
Depuis 2005, le Qatar poursuit une stratégie de **diversification de son portefeuille d'actifs** dans les pays étrangers et particulièrement en France, **deuxième destination** des flux de capitaux en Europe derrière le Royaume-Uni.

Alors que le pays cherche à diversifier son économie en **réduisant sa dépendance aux hydrocarbures**, ses investissements en France suivent plusieurs logiques complémentaires : **acquisition de nouvelles compétences**, par exemple pour renforcer la différenciation sur le secteur du tourisme au Qatar ; **diversification des activités qataries à l'étranger** pour stimuler la croissance des entreprises nationales ; **placement de capitaux** avec des **objectifs de rentabilité à moyen et long terme** comme dans le secteur de l'immobilier.

Actionnariat des sociétés cotées, Qatar, 2017



Actionnariat des sociétés cotées, France, 2017



■ Sociétés et institutions financières locales
■ Gouvernement

■ Ménages nationaux
■ Reste du monde

La politique d'investissements du Qatar correspond à une forte ambition de développement

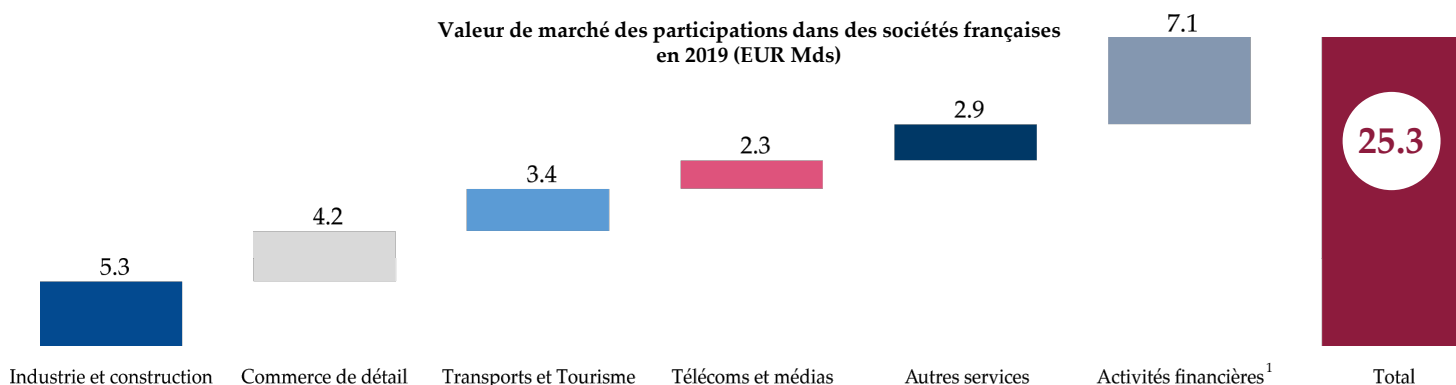
Alors que la presse s'arrête sur le Paris Saint Germain et les hôtels de luxe acquis par des entreprises et fonds qataris, il est important de remarquer que les capitaux apportés par Doha sont **répartis presque uniformément sur l'appareil productif français**.

Si **l'immobilier** (hors hôtellerie et hors investissements de particuliers) est prépondérant avec un actif net estimé à 7.1 milliards d'euros en 2021, un secteur très prisé est celui de **l'industrie et de la construction** avec des participations importantes dans des fleurons nationaux comme Vinci, Total, Suez ou encore Airbus. Le secteur des **télécom** est bien représenté avec la chaîne de sport beIN Sports, filiale d'Al Jazeera est devenue un acteur incontournable du paysage audiovisuel français depuis son arrivée sur le marché avec le rachat des droits de diffusion de la Ligue des Champions et Inetum, l'ancien GFI Informatique, racheté en 2015 par le conglomérat Mannai qui s'en est séparé en janvier 2022 pour un nouvel épisode de LBO par Bain Capital pour 2 milliards d'euros.

Pourtant de loin le plus médiatisé, le secteur du **tourisme et des transports** ne pointe qu'à la 4^e position des secteurs les plus attractifs pour les fonds qataris en France, avec une participation de 11% dans Accor, la propriété d'hôtels à Paris et sur la Côte d'Azur ainsi que 23% du capital de Veepee.

Enfin, dans le secteur des **services**, on compte le club de football de la capitale et des investissements du **fonds French Futures Champions en commun entre Bpifrance et la Qatar Investment Authority**.

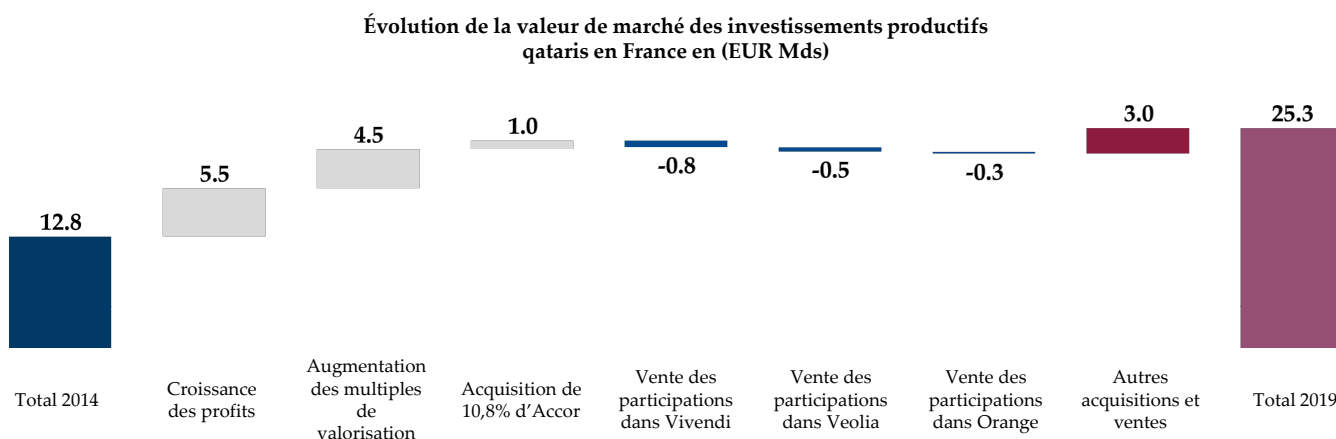
Valeur de marché des participations dans des sociétés françaises en 2019 (EUR Mds)



(1) Les activités financières comprennent ici les activités immobilières et la valeur totale de l'actif net immobilier détenu par des sociétés qataries ou affiliées. Les investissements immobiliers résultant de personnes physiques ne sont pas comptés.

Perspective historique de l'investissement en France

La valeur des investissements qataris en France connaît une augmentation tendancielle



Ce graphique offre une perspective historique de la valeur des investissements qataris en France de 2014 et 2019. Notons qu'après une année 2020 difficile, les multiples boursiers sont remontés à des niveaux historiques voire au-delà. A cela s'ajoute le fait que la structure des investissements productifs¹ qataris en France n'a pas changé depuis 2019 (hors vente Inetum) : **la valorisation des titres des entreprises et participations qataries en France fin 2021 est semblable à celle de 2019.**

L'augmentation de la valeur des actifs productifs qataris en France sur la période 2014-2019 est la résultante de quatre effets :

En premier lieu, la croissance des profits des participations et entreprises qataries en France est l'effet qui contribue le plus fortement à l'augmentation de la valeur des actifs productifs qataris en France sur la période 2014-2019. Cet effet est lié d'abord au bon ciblage des investissements réalisés, et ensuite à la bonne gestion des structures gérées par des acteurs qataris qui a permis d'augmenter la rentabilité sur la période considérée.

Ensuite, soulignons l'effet de l'évolution des multiples de valorisation, liée à l'évolution des conditions de marché. Un multiple de valorisation est un rapport entre la valeur du fonds de commerce d'une entreprise et le prix que sont prêts à payer en moyenne les investisseurs pour en acheter les titres (modulo la dette nette). Sur la période 2014-19, le marché boursier

français a connu une forte progression qui a dépassé celle justifiée par la croissance des profits de ses entreprises : les entreprises notamment qataries se revendent plus cher à un niveau de profit donné.

Le troisième effet explicatif est **l'évolution de la structure des participations** (ou les acquisitions nettes d'entreprises). Trois changements majeurs sont à souligner : le premier est la vente des 3% du capital de Vivendi que détenait le Qatar (estimée sur la base de la capitalisation boursière de Vivendi en 2014 pour refléter la contribution de cette opération à l'évolution du total sur la période). Viennent ensuite la vente de la participation de 1% chez Orange, et l'augmentation de la participation dans le groupe Accor pour la porter à 11%. D'autres acquisitions et ventes minoritaires de valeur moindre sont à signaler, notamment en venture capital, relatives au fonds French Future Champions, lancé en 2014 en collaboration avec la BPI.

Le quatrième effet qu'il convient de souligner est **l'évolution de l'endettement des entreprises** sur la période. En effet, lorsqu'un acteur procède à l'achat d'une entreprise, le prix qu'il paye (et donc la valeur de sa participation une fois l'achat effectué) dépend de deux éléments : la valeur de l'entreprise (c'est-à-dire de son fonds de commerce, gagée sur les profits futurs); et la valeur de l'endettement financier net des entreprises (qui détermine la part des profits futurs qui reviendra à l'actionnaire). Cet effet est relativement faible sur la période en raison de la stabilité de l'endettement des entreprises qataries en France.

(1) Hors investissements immobiliers

L'impact des structures qataries en France

Les différents types de structures qataries en France...

Pour comprendre l'impact des entreprises qataries en France il est important de distinguer deux types de structures : les entreprises qataries qui se sont implantées en France d'une part et d'autre part les entreprises françaises rachetées par des entités qataries qui s'occupent activement de la gestion de ces entreprises.

La première catégorie regroupe Qatar Airways, Katara Hospitality, Qatar National Bank et belN Sports. La deuxième catégorie, beaucoup plus large, comprend tous les hôtels achetés par des fonds et entreprises qataries, le Paris Saint Germain, le Printemps et ses filiales, Inetum (jusqu'en janvier 2022) et ses filiales, les maisons de luxe Pierre Balmain, Valentino Couture, Le Tanneur et leurs filiales... À l'exception d'Inetum, racheté en 2015 par Mannai Corporation¹ et revendu pour 2 milliards d'euros à Bain Capital en janvier 2022, toutes ces entreprises sont sur la période 2014-2022 administrées par des entités qataries. Les acteurs qataris n'ont pas réalisé d'acquisition majeure de nouvelles entreprises ces dernières années.



Le Printemps Paris Boulevard Haussmann

... ont des performances économiques plus élevées que la moyenne

Une approche pertinente pour étudier l'effet positif de l'actionnariat qatari sur les entreprises concernées et sur l'économie est d'évaluer le surplus de croissance que cet actionnariat a permis de réaliser, en comparant la croissance de ces entreprises à celle des autres entreprises implantées sur le même segment.

En moyenne les entreprises qataries du secteur de l'hôtellerie de luxe **connaissent une croissance annuelle de 1,5 points supérieure à leurs paires**. Cela peut être attribué à la politique d'investissement en rénovation massive mise en place par les actionnaires de ces dits hôtels puisque d'après nos estimations, ce sont près de **1,3 milliards d'euros qui ont été investis en travaux au cours des dix dernières années**. De même, les **entreprises de commerce de détail qataries ont connu une croissance de leur chiffre d'affaires de 4 points supérieure à celle des entreprises du même secteur sur l'ensemble de l'économie française**. Le Printemps, principal acteur qatari de ce segment a ainsi connu une croissance de 6 à 8% par an entre 2012 et 2018, tirée par son enseigne phare, Haussmann, qui réalise dès 2018 plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires contre 450 millions dix ans plus tôt. **Les entreprises qataries du secteur Télécoms, Médias et Numérique croissent de 12% par an sur la période 2014-2019, soit 8 points de plus que la moyenne sectorielle**. belN Sports a connu une croissance extrêmement importante en raison de l'augmentation forte de son nombre d'abonnés couplée à une hausse des tarifs tandis qu'Inetum, a essentiellement grandi par acquisition d'entreprises. Enfin, le PSG a connu une croissance de ses revenus de près de 7% par an depuis 2014, ce qui représente un différentiel de 5 points avec la moyenne nationale. Cela s'explique par l'augmentation des revenus publicitaires, et de l'image internationale qui est source de revenus complémentaires importants et dont ne peuvent se targuer presque aucun club français.

(1) Mannai Corp. est détenue par Qatar Investment & Projects Development Holding Co. (« QIPCO Holding »).

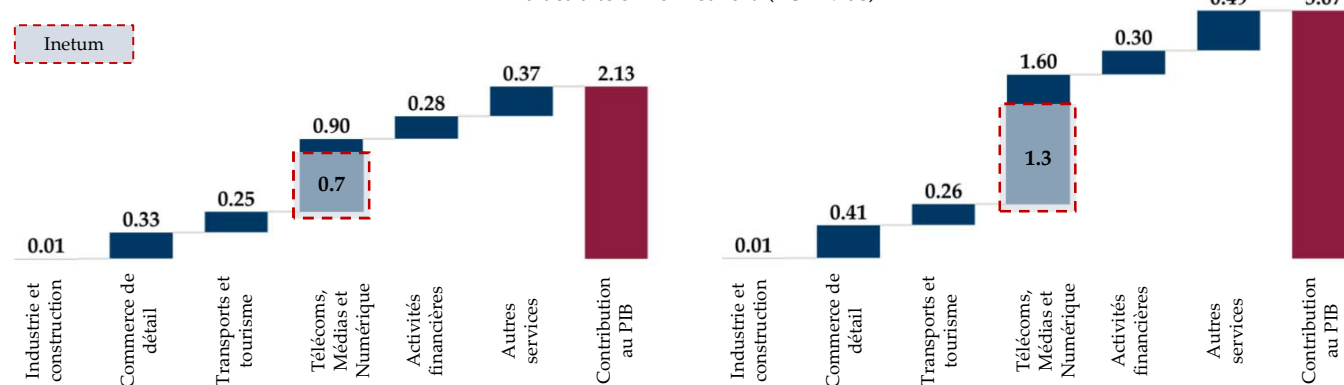
Croissances comparées des entreprises qataries en France et contribution au PIB

La contribution au PIB des structures d'exploitation qataries en France est passée de 2.13 milliards d'euros en 2014 à 3,07 milliards en 2019 soit un taux de croissance annuel moyen de 7.5% contre un taux de croissance annuel moyen du PIB de 1.5% sur la même période.

Il est intéressant de constater que la croissance de la valeur ajoutée des structures qataries n'est que marginalement due à des acquisitions d'entreprises (Inetum a acquis Metaware en 2016, Business

Document et Ordirope Groupe en 2015). En comparant les taux de croissance du chiffre d'affaires des structures d'exploitation qataries en France et de la moyenne nationale par secteur, on observe un écart moyen pondéré de 5.8 points de pourcentage. Ce qui correspond à la différence de croissance de la valeur ajoutée. L'écart se réduit de 2 point en retirant la contribution d'Inetum qui connaît une croissance externe importante entre 2015 et 2020 et qui a été revendue en janvier 2022 à Bain Capital.

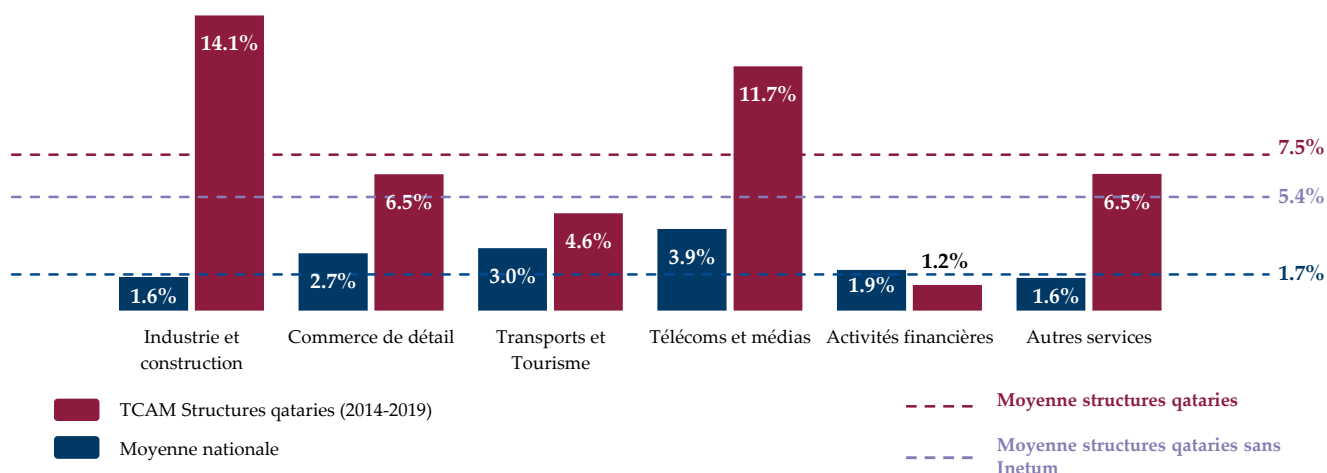
Contribution au PIB (valeur ajoutée) des structures d'exploitation qataries par secteur d'activité en 2014 et 2019 (EUR Mds)



L'ajustement de la croissance moyenne des chiffres d'affaires pondéré par la taille du secteur laisse apparaître un différentiel de 3.7 points de pourcentage¹. Les structures qataries sont plus performantes que la moyenne dans tous les secteurs exceptés le secteur

financier, dans lequel la croissance annuelle de leur activité (mesurée à partir du chiffre d'affaires) est de 1.2% en moyenne entre 2014 et 2019 contre 1.9% au niveau national.

Taux de croissances comparés des structures d'exploitation qataries et des moyennes par secteur dans l'économie française (CAGR 2014-2019)

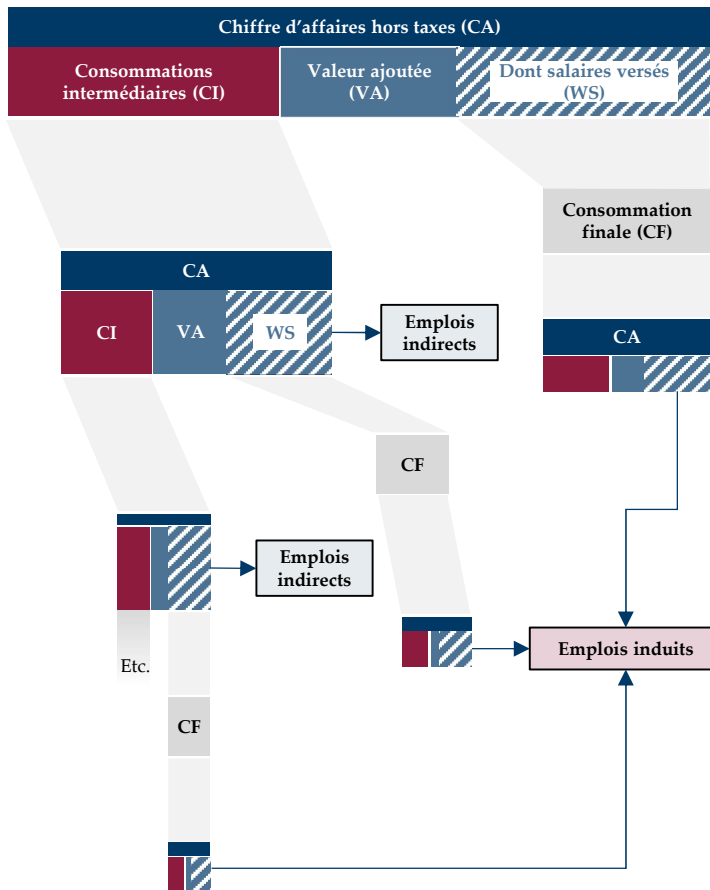


(1) Sans Inetum car l'entreprise a connu une forte croissance externe sur la période considérée et l'augmentation de son chiffre d'affaires ne reflète donc pas l'augmentation organique du volume d'affaires.

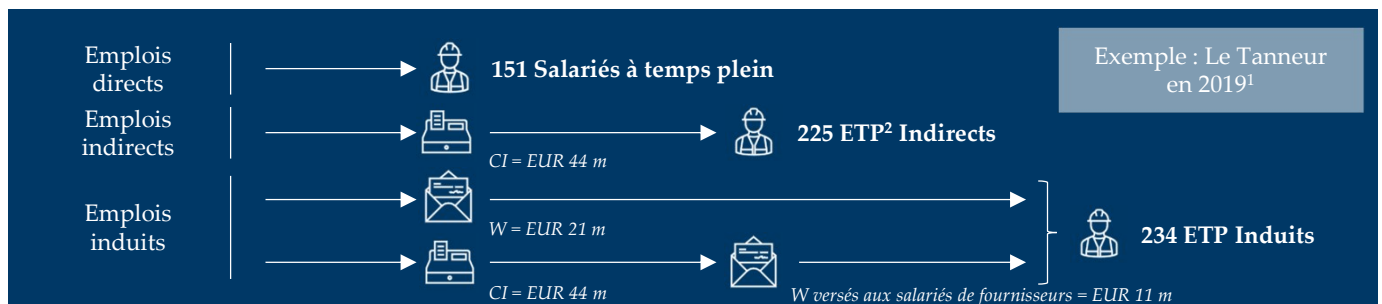
L'impact indirect par les consommations intermédiaires

Schéma présentant le ruissellement de l'activité d'une entreprise donnée sur l'économie qui l'entourne

Pour une compréhension plus facile des mécanismes à l'œuvre, ce schéma fait abstraction des taxes et considère qu'une entreprise comme un ménage ne réalise ses achats qu'auprès d'un fournisseur unique.



Pour mesurer l'impact d'une entreprise sur toute la chaîne de valeur, il convient de détailler la notion de consommations intermédiaires. Elles définissent toutes les dépenses réalisées par une entreprise pour obtenir des marchandises et des services nécessaires à son processus de production. Dès lors, c'est la part du chiffre d'affaires d'une entreprise qui est déjà enregistrée comme la production d'une autre entreprise en amont de la chaîne de production. Le fonctionnement d'un hôtel est particulièrement parlant. Pour assurer son service, il fait appel à de nombreux fournisseurs : des entreprises agroalimentaires pour fournir la matière première des restaurants, des boulangeries pour les viennoiseries, des architectes pour la conception, des entreprises de travaux publics pour la rénovation, des gestionnaires de réseaux pour l'eau, l'électricité, l'internet, etc. Chaque euro dépensé par cet hôtel va générer de l'activité, donc du chiffre d'affaires, dans tous les secteurs précédemment cités proportionnellement à leur poids dans les dépenses globales et de leur intensité en main-d'œuvre. Or dans ces secteurs, les entreprises vont également distribuer des CI à d'autres acteurs, et ainsi de suite. Chaque euro de chiffre d'affaires crée donc indirectement des emplois selon une proportion qui est propre à chaque secteur. L'INSEE réalise chaque année un recensement de ces mouvements de capitaux intersectoriels; ce sont les tableaux entrées-sorties de l'économie, basés sur une classification de l'économie en 37 secteurs productifs. Ils permettent d'estimer précisément, la quantité d'activité générée par euro de chiffre d'affaires réalisé dans un secteur donné.



N.B. Ces valeurs sont des estimations internes à vocation illustrative et n'ont pas été vérifiées par Le Tanneur.

- (1) Le Tanneur est coté sur Euronext Growth
- (2) Équivalent temps plein: poste salarié équivalent en rémunération à un salarié à temps plein dans les conditions définies par l'INSEE

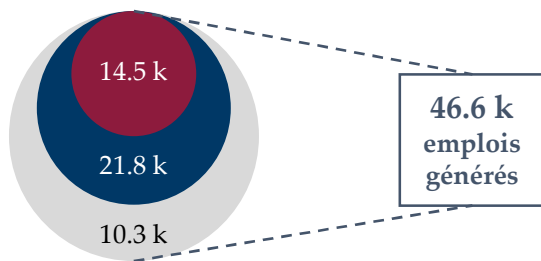
L'impact indirect des entreprises qatariennes en France se traduit par des créations d'emplois à différents niveaux

L'emploi est un des premiers indicateurs de **l'impact territorial de l'activité économique**. Il se mesure en **nombre d'emplois créés ou confortés**, directement par l'entreprise mais aussi par son activité. L'INSEE distingue trois catégories d'emplois :

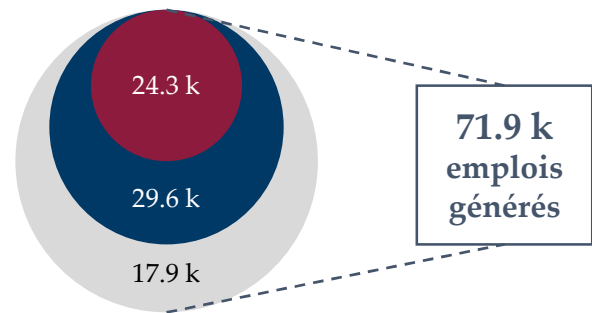
- les **emplois directs** qui sont au sein des institutions cibles ;
- les **emplois indirects** qui comprennent le personnel dans les entreprises sous-traitantes et prestataires ;
- les **emplois induits** qui sont ceux qui découlent de la dépense finale des salariés des entreprises cibles et de ses sous-traitants et prestataires.

On considère le total comme la somme des **emplois générés**.

Aperçu des emplois générés par degré de proximité en 2014

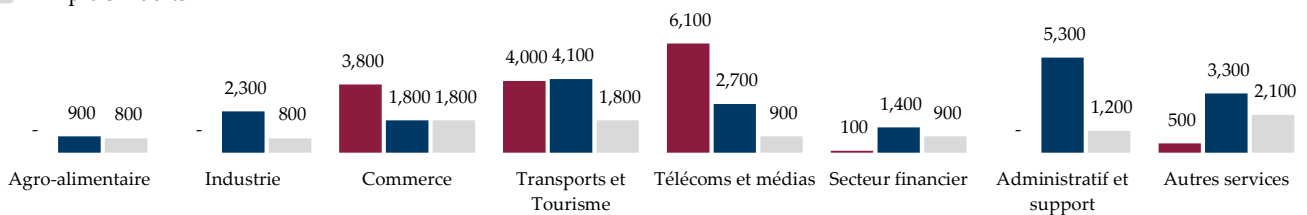


Aperçu des emplois générés par degré de proximité en 2019

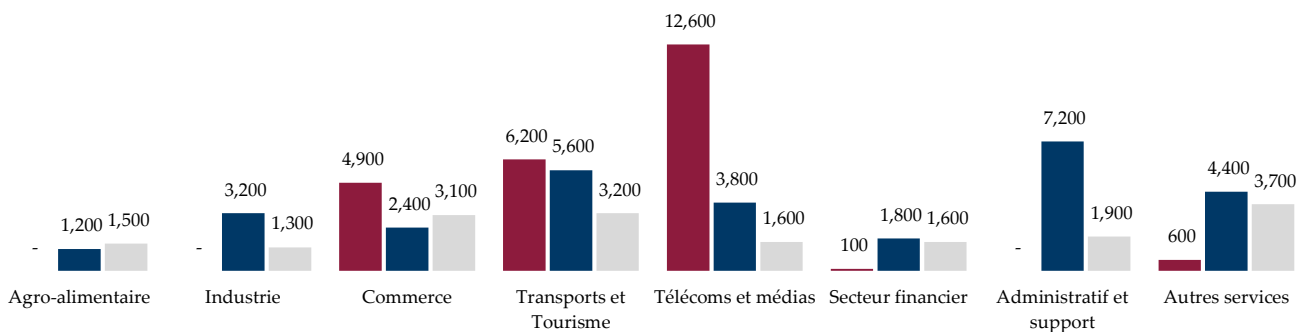


- Emplois directs
- Emplois indirects
- Emplois induits

Nombre d'emplois générés par type et par secteur en 2014



Nombre d'emplois générés par type et par secteur en 2019

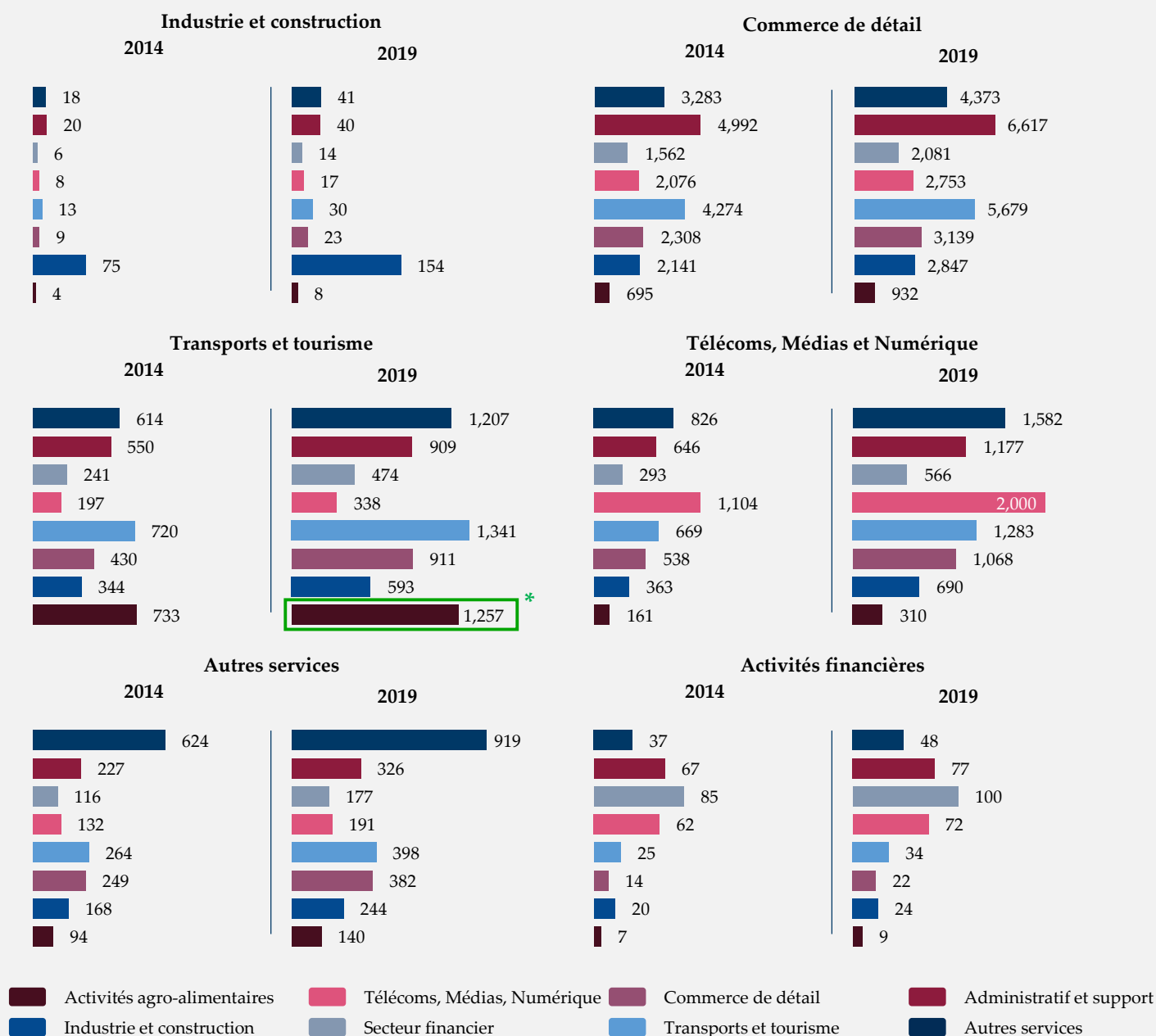


N.B. : Le secteur Télécom et médias est particulièrement prolifique en termes d'emplois en raison de l'acquisition d'Inetum par Mannai Corporation¹. Inetum a été revendu en janvier 2022 à Bain Capital pour 2 milliards d'euros.

(1) Mannai Corp. est détenue par Qatar Investment & Projects Development Holding Co. (« QIPCO Holding »).

Sources : Données financières des entreprises (liasses fiscales, diane, Orbis, Capital IQ, Presse), Banque mondiale, Direction générale du Trésor
Les estimations ont été réalisées à l'aide d'une méthodologie découlant de l'analyse des Tableaux Entrées-Sorties Symétriques de l'INSEE – cf annexe méthodologique

Détails de la répartition des emplois générés par secteur d'activité des structures qataries¹



* Clef de Lecture

Les entreprises qataries dans le secteur du transport et du tourisme créent, à travers leurs consommations intermédiaires et les salaires versés à leurs employés, 1257 emplois dans le secteur de l'agroalimentaire.

(1) Les emplois générés représentés ici ne couvrent pas les emplois directs
 (2) Le secteur Télécom et médias est particulièrement prolifique en termes d'emplois en raison de l'acquisition d'Inetum par Mannai Corporation. Inetum a été revendu en janvier 2022 à Bain Capital pour 2 milliards d'euros.

Le tourisme – secteur de prédilection pour le Qatar

Une stratégie de développement d'une expertise dans l'hôtellerie de luxe...

Dans une stratégie de diversification de son économie, le Qatar a entrepris de développer une expertise dans le domaine de l'hôtellerie de luxe. Ainsi, nombre d'investissements qatariens sont recensés depuis 2010 dans ce secteur. Katara Hospitality, le bras hôtelier de la Qatar Investment Authority, a une activité importante en France avec la propriété des prestigieux hôtels Peninsula, Carlton Cannes, Royal Monceau et l'ouverture prochaine de Maison Delano en partenariat avec Accor. Le groupe Constellation, affilié à la famille royale, détient pour sa part le prestigieux Hôtel Intercontinental de Paris, l'Hôtel du Louvre, le Palais de la Méditerranée à Nice, l'Hôtel Constellation Étoile, le Martinez de Cannes, qui sont confiés à des sociétés de gestion comme Hyatt. Ces acquisitions sont complétées par la filiale Immobilière de la Qatar National Bank qui détient les murs du nouvel Hôtel Fauchon place de la Madeleine.



Carlton Cannes – Katara Hospitality

Avec ces acquisitions le Qatar a investi dans les talents et savoir-faire français dans le tourisme de luxe qui est un relais de croissance intéressant en prévision de l'après-hydrocarbures. Le pays profite en outre de l'organisation du Mondial pour approfondir son partenariat avec Accor en lui confiant la gestion d'une partie du parc hôtelier du pays à travers les marques Raffles et Fairmont.

...qui se traduit par des retombées économiques importantes

Outre l'apport de capitaux aux sociétés hôtelières, l'investissement qatari dans les hôtels a des effets importants sur l'emploi à plusieurs niveaux.

AU TOTAL, CE SONT PRÈS DE 13 000 EMPLOIS QUI SONT GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS HÔTELIÈRES qatariennes EN FRANCE

Particulièrement prolifiques en emplois indirects, les investissements hôteliers qatariens créent près de 7 000 emplois, tous secteurs confondus, à travers les consommations intermédiaires récurrentes² des hôtels (en période normale³). En ajoutant les emplois directs, **les hôtels qatariens en France génèrent près de 13 000 emplois.**

À ces emplois s'ajoutent ceux qui sont créés directement et indirectement par les travaux de rénovation entrepris dans la plupart de ces monuments historiques qui abritent les palaces. À titre d'exemple, l'hôtel Peninsula (Katara Hospitality) a exigé un investissement conséquent en travaux (à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros) pour être reconverti de centre de conférence en palace, certification qu'il a reçu en 2016. Selon nos estimations, près de 15 000 emplois à temps plein⁴ ont été générés sur 10 ans par les investissements réalisés dans les hôtels dans toute la France.

Les hôtels sollicitent structurellement un vaste réseau de prestataires et d'employés. Ainsi, chaque euro de revenu généré par un hôtel (et en particulier, un hôtel haut de gamme) génère une grande quantité d'activité économique à travers son réseau de prestataires et par la consommation finale. Cet effet de redistribution fait du Qatar un important fournisseur de capital et d'emplois dans tous les secteurs économiques, grâce aux effets de ruissellement décrits précédemment.

- (1) L'hôtellerie de luxe mentionnée ici représente la catégorie « Cinq Étoiles Supérieures » de l'étude sur l'industrie hôtelière réalisée par KPMG en 2020. Elle permet la distinction entre les hôtels de luxe et les hôtels haut de gamme qui se retrouvent dans la catégorie « Cinq Étoiles Standard ».
- (2) Les dépenses récurrentes excluent les investissements réalisés pour entretenir et rénover les hôtels.
- (3) La période étudiée exclut de facto les années 2020 et 2021 en raison de la sensibilité de l'industrie hôtelière à la crise du Coronavirus.
- (4) Avec la méthodologie des tableaux entrées-sorties de l'INSEE. Un emploi considéré ici est égal à un équivalent temps plein pendant un an

Étude de cas – beIN SPORTS

Une implantation réussie qui profite aux consommateurs et à toute la filière économique

beIN SPORTS est la chaîne sportive phare de beIN MEDIA GROUP (" beIN "), l'un des principaux groupes indépendants de médias, de sport et de divertissement opérant dans 43 pays à travers le monde. Les origines de beIN remontent au lancement d'Al Jazeera Sport en novembre 2003, cependant la marque et l'activité indépendantes de beIN n'ont été lancées que récemment, en 2012, avec la création de beIN SPORTS France en juin 2012. Les principales acquisitions du groupe au cours de cette période comprennent celles du célèbre studio hollywoodien MIRAMAX en mars 2016; et du premier réseau Turc de télévision payante, Digiturk, en août 2016.

beIN SPORTS France s'est annoncé sur la scène dans le paysage audiovisuel français en 2012 avec l'acquisition du tournoi de football UEFA EURO – l'un des événements footballistiques les plus prestigieux au monde. Rapidement, la chaîne a étendu ses activités avec des investissements importants en France, à la fois en termes de droits TV et d'infrastructures, mais aussi avec l'acquisition d'un bâtiment à Boulogne-Billancourt pour accueillir ses bureaux. Le groupe a progressivement racheté de nombreux droits TV à travers le monde, ce qui lui confère une position concurrentielle forte sur la diffusion de nombreux événements sportifs : le championnat de football espagnol (plusieurs dizaines de millions d'euros par an - récemment renouvelé jusqu'en 2024), les matchs de la Ligue des Champions de l'UEFA (récemment acquis dans le cadre d'un accord pluriannuel), le football national italien et allemand, la NBA, la NFL et d'autres sports américains, ainsi que la Coupe du monde de la FIFA 2022. beIN a d'autres projets ambitieux pour le paysage audiovisuel français après la Coupe du Monde 2022, fondés sur son partenariat stratégique de 10 ans (une durée de 5 ans renouvelable) avec Canal+ en tant que distributeur exclusif de la chaîne. Sur le plan commercial, beIN suit une stratégie d'acquisition "premium mais proportionnée", qui permet de maîtriser les coûts tout en conservant l'intérêt des abonnés.

Depuis son lancement en France il y a 10 ans, beIN emploie 300 salariés à Paris pour satisfaire les besoins en main d'œuvre d'une entreprise ambitieuse et agile dans un secteur en pleine mutation. Alors que des pertes importantes ont été enregistrées au début de l'existence de la chaîne en France - une tendance bien établie parmi tous les groupes de médias à leurs débuts le temps de s'arroger une part de marché - beIN SPORTS France est dorénavant profitable. Ceci est d'autant plus remarquable que le marché audiovisuel français a été perturbé ces dernières années avec

l'arrivée puis l'effondrement de Mediapro, et l'émergence d'acteurs américains comme Amazon Prime Video. Dans ce désarroi, beIN SPORTS France reste dans une position saine grâce à son large éventail de droits sportifs exclusifs et non exclusifs, ainsi qu'à son partenariat stratégique à long terme pour la distribution avec Canal+. Pendant le COVID, contrairement à d'autres sociétés de médias, beIN a conservé la quasi-totalité de son personnel.

Si la concurrence est féroce entre les différents acteurs de la diffusion sportive, il est un domaine où la cohésion prend tout son sens : la lutte contre le piratage des droits TV. Avec la démocratisation de la télévision payante, de nombreuses plateformes alternatives ont vu le jour. En France, près de 4 millions de personnes regardent ces contenus de manière illégale¹. Ce phénomène constitue un gouffre financier pour les éditeurs et les diffuseurs. Parallèlement, les effets indirects ont un impact à plus petite échelle : une partie des droits TV est versée aux associations de sport amateur. Le montant versé à ces associations a chuté de manière drastique à cause des sites illégaux, passant de 70 millions d'euros en 2020 à 35 millions en 2021. Les clubs eux-mêmes souffrent également de cette retombée, puisqu'ils sont privés d'une partie de leurs spectateurs, qui préfèrent regarder les matchs via ces plateformes illégales. Cette tendance a un effet sur l'ensemble de l'écosystème sportif.

beIN se distingue par sa proactivité sur le terrain, et par le rôle de pionnier que le groupe a dans la lutte contre le piratage. beIN SPORTS France a créé une association qui regroupe les principaux éditeurs impliqués dans cette lutte (notamment Canal+). Cela a permis d'obtenir des résultats concrets, notamment dans la lutte contre les émetteurs IPTV, qui sont devenus les vecteurs les plus prolifiques du piratage. Les initiatives d'ordre de blocage, grâce à beIN, ont été traduites dans la loi en mars 2021, donnant aux acteurs du secteur des moyens juridiques renforcés pour lutter contre ce fléau. Les fournisseurs d'accès à Internet bloquent désormais automatiquement les plateformes détectées, sans autre recours aux tribunaux s'ils ont déjà statué sur celles-ci. En janvier 2022, beIN a remporté une victoire majeure contre les plateformes de piratage, en obtenant le blocage de ces sites grâce à l'article L. 333-10 du code du sport, qui incite les fournisseurs d'accès à bloquer ces sites.

Aujourd'hui, beIN est largement reconnu dans le monde comme l'un des pionniers de la lutte contre le piratage.

(1) Cette valeur est conservatrice – la valeur réelle est difficile à approcher

Perspective internationale de l'investissement qatari

La Qatar Investment Authority (QIA) est, avec ses différentes filiales, le principal véhicule d'investissement qatari à l'étranger. Avec des actifs évalués en 2022 à 400 milliards d'euros, elle est le 9^e fonds souverain le plus important au monde, et le 3^e du Moyen Orient, derrière les EAU et le Koweït. Ses actifs sous gestion ont augmenté en 5 ans de 65% pour atteindre en 2022 leur record historique.

Elle détient en son nom propre (ou via sa filiale Qatar Holding) des participations financières minoritaires dans différentes entreprises, et exploite bon nombre d'entreprises dont elle détient des parts conséquentes, en général via des filiales spécialisées – Qatar Sports Investments, Qatar Luxury Group, Qatar Holding. Elle a enfin des participations majoritaires dans la plupart des fleurons nationaux qataris : Qatar National Bank, Qatar Airways, Katara Hospitality, Al-Jazeera, Ooredoo, Qatari Diar.

Les investissements de la QIA sont très diversifiés sectoriellement. En voici quelques exemples¹ :

- Dans les **activités agro-alimentaires**, le Qatar en quête d'indépendance alimentaire a procédé à d'importants achats de Terres notamment en Australie, au Brésil et au Kenya, via Hassad Food.
- **Industrie et construction** : Volkswagen, Ooredoo, Glencore, Vinci, Royal Dutch Shell, Rosneft, TotalEnergies, Iberdrola, HK Electric Investments.
- **Commerce de détail** : Sainsbury's, Harrods, Printemps, Dufry.
- **Transports et tourisme** : Hapag-Lloyd, Accor, Heathrow Airport Holdings, Katara Hospitality, ICAG, Qatar Airways.
- **Télécoms, Médias et Numérique** : Al-Jazeera, Ooredoo, Gigamon Inc, Miramax.
- **Activités financières et d'assurance** : Credit Suisse, London Stock Exchange, Banco Santander Brasil, Barclays, Qatar National Bank, Agricultural Bank of China.
- **Autres** : PSG, autres participations minoritaires.

(1) Liste des principaux investissements de la QIA valorisés à plus de 500 millions d'euros en 06/2017. A ces participations viennent s'ajouter des obligations d'entreprise, bons du trésor et divers produits dérivés financiers dont la composition exacte du portefeuille n'est pas divulguée.

(2) En excluant les investissements en immobilier non-hôtelières

(3) Valeur des titres de ces entreprises en 2019 valorisés selon la méthodologie propre à ce rapport – détail en annexe.



جهاز قطر للاستثمار
QATAR INVESTMENT AUTHORITY

La QIA a des investissements répartis à travers le monde, et va chercher dans chaque pays le domaine d'expertise spécifique. La répartition géographique et sectorielle des investissements de la QIA est un bon indicateur des avantages comparatifs de chaque pays. Très schématiquement, le fonds investit en Allemagne dans l'automobile, au Royaume-Uni dans la finance et l'immobilier, en France dans le tourisme et les, aux États-Unis dans les infrastructures, en Russie dans l'énergie, en Chine dans l'énergie et la finance...

Récemment, le profil des investissements de la QIA a connu une double diversification : géographique et sectorielle, conformément au mandat du fonds et à la Vision 2030. Début 2021, la Qatar Investment Authority, via son président Cheikh Mohammed ben Abdulrahman al Thani, a ainsi annoncé que le fonds allait cibler de nouveaux investissements en Asie pour se détourner de l'Europe qui concentre aujourd'hui l'essentiel de ses investissements. Sont ciblés en particulier la Chine, l'Inde, la Malaisie et Singapour. Une ambition a aussi été annoncée de porter à 10% la part de ses investissements en Amérique du Nord. La QIA, dont le portefeuille est riche en investissements symboliques ou dans l'immobilier, l'industrie, la finance, cherche aussi à introduire plus de diversité sectorielle dans ses investissements en misant sur des secteurs d'avenir (Venture Capital, Biotech, IA, Telecoms). Un exemple illustre ces deux tendances : en janvier 2022, le fonds a réalisé 3 investissements dans des scale-ups à travers le monde (Checkout.com – États-Unis, Swiggy - Inde, Bodhi Tree - Malaisie), confirmant une tendance déjà bien amorcée sur l'année 2021.

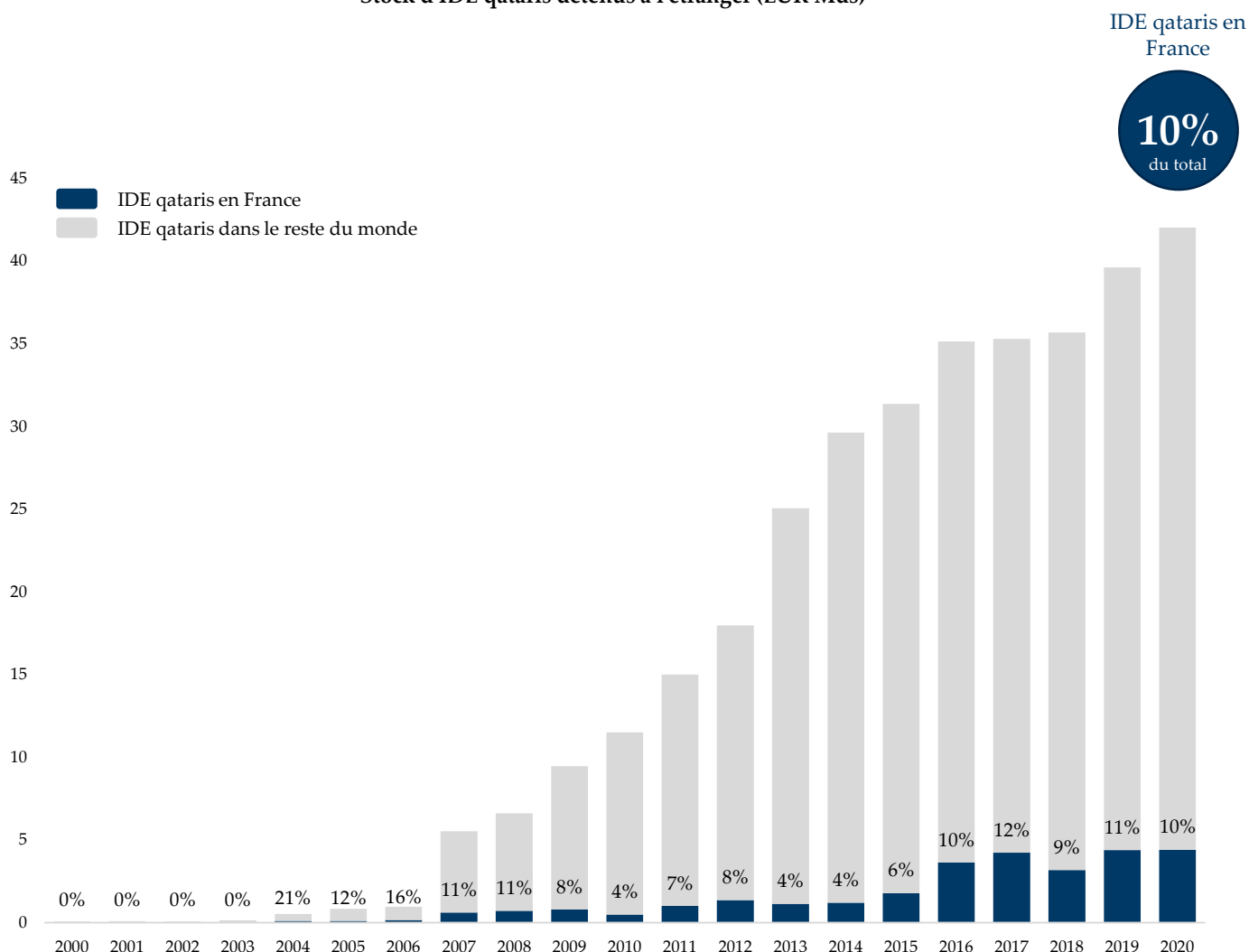
La QIA n'est bien entendu pas le seul véhicule d'investissement qatari à l'étranger : des sociétés privées, en particulier détenues par les familles dirigeantes, mènent des investissements à travers le monde. Par exemple en France, Mayhoola for Investments est propriétaire depuis 2016 du couturier français Balmain. La QIA et ses différentes filiales représentent 86% des investissements productifs² qataris en France³.

Perspective historique de l'investissement qatari

Les investissements qataris à l'étrangers connaissent une augmentation sensible à partir de 2006, date à laquelle est amorcée la réflexion autour du plan Qatar National Vision 2030 (qui sera publié en 2008). L'investissement à l'étranger, et en particulier en France, est un vecteur privilégié de diversification de l'économie d'un pays qui commence alors à s'imposer à l'international. **Le Qatar est le pays du Moyen-Orient qui détient en France le plus important stock d'IDE.**

La France a toujours été un destinataire privilégié de ces investissements, en particulier depuis la fin des années 2000 et le mandat Sarkozy. Depuis lors, la France a su maintenir son rang en restant attractive auprès des acteurs qataris en raison de l'attractivité intrinsèque de son économie et des incitations et partenariats conclus depuis avec le Qatar. **Les IDE qataris en France augmentent proportionnellement au total mondial depuis 2016.**

Stock d'IDE qataris détenus à l'étranger (EUR Mds)



Les IDE sont un estimateur imparfait du réel montant des investissements qataris en France à cause d'une triple omission :

- Ils ne comprennent pas les investissements immobiliers
- Ils ne comprennent pas les investissements réalisés depuis des structures non qataries (i.e. Luxembourgeoises)
- Ils ne comprennent pas les prises de participations minoritaires dans des groupes cotés ou les placements financiers (actions ou autres produits financiers)

Potentiel de l'économie française et investissement

Un marché intérieur dynamique et attractif

Avec le 7^e marché intérieur mondial et une économie fortement centralisée, la France offre des débouchés considérables et une main d'œuvre nombreuse aux entreprises qui s'y implantent. A cette forte demande intérieure s'ajoutent les quelque 90 millions de touristes qui s'y rendent annuellement.

Des infrastructures performantes

La France bénéficie du premier maillage routier européen, de deux ports de classe mondiale et du 2^e aéroport européen en volume de passagers. Le pays dispose enfin du meilleur réseau ferroviaire Européen et est le seul pays à offrir un accès terrestre au Royaume-Uni avec le tunnel sous la manche. Les infrastructures numériques sont tout aussi développées : plus de 90% du territoire en 2021 est couvert par le réseau 4G et le réseau 5G y est déployé depuis fin 2021. Les Français sont leaders européens du cloud, avec des fleurons comme OVH ou 3DS Outscale.

Une économie à la frontière technologique

La France a une économie dynamique et innovante. Le pays a la 6^e main-d'œuvre la plus qualifiée des pays de l'OCDE en attente de nombreux étudiants étrangers dans ses différentes universités et écoles de classe mondiale. Cela se traduit par une importante dynamique d'innovation : le pays dispose par exemple du plus grand incubateur de startups au monde et du 2^e plus grand nombre de licornes en Europe. Ce dynamisme est fortement encouragé et soutenu par l'État¹.

Une expertise prononcée sur des secteurs d'intérêt stratégique pour les acteurs qataris.

La France est le pays d'Europe avec la plus grande production agricole et bénéficie d'un complexe agro-alimentaire très développé qui lui permet une solide autonomie alimentaire. De plus France est leader mondial sur les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie. Par ailleurs, la France a une expertise prononcée dans le l'industrie du luxe. Enfin, l'expertise française s'exprime aussi dans la fabrication de matériel civil et militaire de pointe (Arianespace, NavalGroup, Dassault).

1^{ère}

Zone Économique Exclusive (ZEE) au monde

1^{er}

Destinataire européen d'investissements industriels étrangers, 2020²

1^{ère}

Destination touristique mondiale

7^e

Réseau d'infrastructures mondial, et 3^e européen d'après le Forum Économique Mondial

1^{er}

Réseau ferroviaire le plus rapide d'Europe

1^{er}

Rang Européen pour les investissements étrangers en R&D, 2019²

1 m

D'entreprises créées en France en 2021

1^{ère}

Surface agricole de l'UE

3^e

Exportateur de matériel militaire au monde³

(1) A titre d'exemple, le CIR : Crédit d'Impôt Recherche, une réduction d'impôt calculée sur la base des dépenses R&D engagées par les entreprises.

(2) Baromètre de l'attractivité de la France EY (2020, 2021)

(3) Classement mondial sur la période 2017-2021 par le SIPRI

Implantations françaises au Qatar – détail

Les implantations françaises au Qatar sont majoritairement des entreprises de construction et d'énergie mais elles sont globalement présentes dans tous les secteurs d'activité. Il y en a 120 au dernier recensement de 2020¹ par la Direction générale du Trésor. La présence de ces entreprises sur le sol qatari est relativement récente si l'on fait abstraction des implantations historiques de Elf Aquitaine et Total qui ne font désormais plus qu'un. C'est la dynamique de

développement des infrastructures du Qatar qui a motivé la venue de nombre d'entreprises du secteur de l'industrie et de la construction. Et plus le pays se développe, plus la diversité² des acteurs français présents à Doha est importante. Dernier exemple majeur en date, la Société Générale a annoncé en 2020 faire son entrée sur le sol qatari en 2021, pour devenir, derrière la BNP Paribas, la deuxième banque française présente.



- (1) Dont 31 qui sont des filiales de Total, Vinci et Engie et qui sont rassemblées ici sous l'égide de leur maison mère ce qui donne 89 entreprises
- (2) Les entreprises du secteur du commerce et du tourisme sont majoritairement organisées sous forme de franchises, c'est pour cette raison que leur poids est faible ici
- (3) En l'absence de comptabilité propre pour la plupart de ces acteurs et en raison de la diversité des structures juridiques et actionnariales, les pourcentages sont ici donnés en nombre d'implantations au Qatar

Franchises françaises au Qatar – détail

La franchise est un modèle de développement qui s'appuie sur un contrat entre un franchiseur et un franchisé, le franchiseur est une entreprise qui a développé une activité spécifique associée à un concept particulier et le franchisé est une personne morale indépendante qui exploite le modèle du franchiseur. Les franchises françaises sont présentes dans deux secteurs, le commerce de détail et la restauration-hôtellerie. Ces deux secteurs sont particulièrement pertinents pour le modèle de franchise, notamment lorsque l'économie de destination repose sur des fondements aussi différents que celle d'origine. En effet,

s'appuyer sur ce modèle de franchise permet de saisir rapidement des opportunités de croissance grâce au savoir-faire établi des acteurs locaux qui développent leur commerce sous la marque égyptienne. C'est ce qui se traduit par une prééminence de ces acteurs sur le sol qatari.

En raison des particularismes du modèle économique de franchise, les implantations de ce type n'existent que dans les secteurs du transport et tourisme, et du commerce de détail ; qui sont les secteurs qui s'y prêtent davantage.

Transport et tourisme – 15%²

Commerce de détail – 85%



(1) La liste ici représentée n'est pas exhaustive
 (2) En l'absence de comptabilité propre pour la plupart de ces acteurs et en raison de la diversité des structures juridiques et actionnariales, les pourcentages sont ici donnés en nombre d'implantations au Qatar

Perspective historique et état des lieux

Une présence précoce marquée par la prédominance du secteur pétro-gazier...

Dès 1936¹, Total met le pied au Qatar dans le cadre de recherches de gisements avec l'Iraq Petroleum, dont il est actionnaire, qui établit une filiale locale, la Qatar Petroleum Company. Trois ans plus tard, le gisement de Dukhan est découvert mais il ne rentrera en production qu'en 1949 à cause de la guerre. **Depuis, ce qui est devenu TotalEnergies est présent sur tous les niveaux de la chaîne de valeur de l'exploitation des hydrocarbures : recherche, extraction, liquéfaction, polymères, export...**

Total détient aussi 20% de Qapco, une *joint venture* avec Industries Qatar pour la production de polymères et plastiques dérivés du pétrole et du gaz naturel depuis 1974, et 48,6% de Qatofin, une raffinerie qui produit des polymères dérivés du pétrole comme le polyéthylène à hauteur de 600 000 tonnes par an.

Elf Aquitaine², désormais propriété de TotalEnergies a aussi fait ses armes au Qatar dès la création de Qapco dont elle était actionnaire pour 10%. En 1987, les explorateurs d'Elf découvrent le gisement offshore d'Al-Khalij au large de Doha et Elf pose réellement le pied au Qatar. Quelques années plus tard, en 1997, elle gagne l'exploitation d'une partie de North Field pour 25 ans.

Au total, l'entreprise française qui a racheté Elf en 1999 détient une participation de 20% dans Qatargas 1, 10% de participation dans l'usine de liquéfaction de Qatargas 1, 16,7% dans le train 5 de Qatargas 2, 40% dans le champ pétrolier d'Al-Khalij, 30% dans la North Oil Company qui exploite le champ Al-Shaheen, 24,5% dans Dolphin Energy, 10% dans les raffineries Ras Laffan, 20% de Qapco et 48,6% de Qatofin. **TotalEnergies est l'un des plus importants acteurs du secteur des hydrocarbures présents dans le Golfe.**

Si le pétrole attire les investissements français, le gaz est également un domaine d'expertise pour des entreprises françaises. En 1972, le champ North Field est découvert et en 1986, Total et BP forment avec la Qatar Petroleum, nationalisée douze ans plus tôt, Qatargas, une *joint venture* dédiée à la production, la liquéfaction et l'export de gaz de North Field.

Technip a elle aussi une forte implantation industrielle au Qatar : **la joint venture CTJV formée en partenariat avec le japonais Chidoya a remporté au Qatar plus de 25 milliards de dollars de contrats depuis 2004.** Cette entreprise, capitalisée au Qatar, a une solide activité industrielle locale en même temps qu'elle génère des flux commerciaux depuis notamment la France.

En 2006, c'est Air Liquide qui crée avec Qatar Petroleum et Qatar Industrial Manufacturing Company une *joint venture*, Gasal, pour la production de gaz, d'azote, d'hydrogène... Air Liquide a aussi été sélectionné en 2010 par RasGas pour la livraison d'une unité d'extraction, purification et liquéfaction d'hélium à Ras Laffan pour 38 millions de m³ d'hélium par an. Cette unité de service a porté la capacité de production d'Hélium au Qatar à environ 38 millions de mètres cubes d'hélium par an, faisant du Qatar deuxième producteur au monde avec 25% de la production mondiale.



Vue aérienne d'une plateforme pétrolière

(1) Dès 1935, l'Iraq Petroleum, dont Total est actionnaire, s'intéresse à la région et crée des filiales dans les pays voisins.

(2) Entreprise publique issue du rapprochement entre la Régie Autonome des Pétroles, la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine et le Bureau de Recherche de Pétrole en 1966. Elle est privatisée en 1994 et rachetée par Total en 2000 pour former TotalFinaElf.

...qui est désormais complétée par des *joint ventures*...

Vinci est implanté au Qatar depuis 2007 à travers une *joint venture* QDVC, fruit d'un partenariat avec Qatari Diar (à hauteur de 49%-51%), une filiale du fonds souverain qatari. QDVC est impliquée sur plusieurs grands projets de transports, ayant notamment remporté le contrat de conception et construction du tramway de Lusail en 2012 à hauteur de 1,5 milliards d'euros, qui a mobilisé non moins de 3 000 personnes. L'extension et la modernisation du réseau routier et ferroviaire a également amené sur sol qatari Saint-Gobain en 2014, avec la signature d'un contrat pour un montant de 200 millions d'euros. Ce contrat s'inscrit dans le cadre du projet « Security Mega Réservoirs » dirigé par Qatar General Electricity and Water Corporation, avec pour objectif de doter le pays d'une réserve d'eau potable de sept jours.

Pour le métro de Doha, projet dans lequel est investi Alstom mais aussi Keolis et RATP, à travers leur *joint venture* RKH, un contrat de concession d'une valeur de plus de 3 milliards d'euros a été signé en 2017.

Détenue à 51 % par la compagnie publique Qatari Diar et la société d'investissement Barwa, à 49 % par GDF Suez Energy Services et Suez Environnement, une société commune est créée en 2008 pour fournir des services aux collectivités de la région, en matière de distribution et de traitement de l'eau, retraitement des eaux usées, traitement des déchets et énergie.

...et des implantations d'entreprises dans tous les secteurs

Engie est le premier producteur indépendant d'électricité et d'eau du Qatar, tout comme Schneider Electric qui est l'un des principaux fournisseurs de Qatar Rail et de Kahramaa. En 2008, Areva Transmission & Distribution signait un contrat d'un total de 470 millions avec la société de distribution d'eau et d'électricité qatarie Kahrama.

Dans le secteur bancaire, BNP Paribas emploie 515 personnes au Qatar – l'une des seules banques françaises avec la Société Générale qui est implantée sur le sol qatari. Dans le secteur de l'assurance, la présence d'AXA est notable: l'assureur a par exemple décroché en 2011 le contrat d'assurance maladie du personnel de Qatar Petroleum, comptant 12 000 employés et les quelques 23 000 membres de leurs familles. Axa compte dans cette région 500 employés, répartis entre 11 bureaux.

Le secteur du commerce de détail est représenté par Carrefour, avec plus de 1700 salariés, mais aussi Casino et Monoprix qui a ouvert le 1er juin 2021 à Doha en franchise avec Ali ben Ali, sur 6 000 m².

De très nombreuses franchises représentent aussi les grandes marques françaises, comme Jennifer, Camaïeu, Etam, Sephora dans la distribution et la mode ; Paul, Lenôtre, Pierre Hermé (une boutique), Ladurée, Angelina, Fauchon pour la restauration ; Louis Vuitton (une boutique à Doha) et Chanel sur le luxe ; ou encore la FNAC (5 points de ventes) et JouéClub.



Gauche (Vue de Lusail Flyover) ; Droite (Immeubles à Dafna dans le district de Doha)

En arrière-plan, l'impulsion du plan Qatar 2030

Le plan Qatar National Vision 2030 fixe des objectifs en matière de développement...

Le plan « Qatar National Vision » ou « Qatar 2030 » est une stratégie de développement nationale, organisée à partir de 2006 et dévoilée en 2008 par l'Émir Al-Thani. Les objectifs de QNV 2030 peuvent être comparés à d'autres plans de développement au Moyen-Orient, par exemple Vision 2035 au Koweït ou Vision 2030 en Arabie Saoudite. **Ce plan stratégique vise à faire du Qatar une société avancée capable de maintenir son développement et de fournir un niveau de vie élevé à son peuple à l'horizon 2030.** Il définit notamment les ambitions à long terme du pays et fournit un cadre dans lequel doivent s'inscrire les différentes stratégies nationales. A ce titre, la stratégie de développement nationale mise en place entre 2011 et 2016 a eu pour objectif de s'assurer que les 16 ministères concernés par le plan QNV seraient en mesure de réaliser les objectifs annoncés.

Le plan Qatar 2030 repose sur quatre piliers centraux : le développement économique, social, humain et environnemental. Plus concrètement, le Qatar cherche ainsi à relever plusieurs grands défis auxquels il est déjà exposé : la modernisation et la préservation de ses traditions, la réponse aux besoins des générations actuelles et futures (eau, alimentation, éducation), la gestion de la croissance économique et démographique, le contrôle des flux de main d'œuvre étrangère (avec pour objectif une qatarisation de la main d'œuvre) ou encore la préservation de l'environnement dans un contexte d'épuisement des ressources fossiles.

Sur le plan de la qatarisation de la main-d'œuvre, alors que l'objectif affiché était de 50% de main d'œuvre locale d'ici 2030, les importants besoins pour mener à bien les projets en infrastructures que le Plan de modernisation prévoit se heurtent aux limitations structurelles de la démographie qatarie, ce qui se traduit par un afflux conséquent de main-d'œuvre étrangère : le territoire qatari accueille ainsi près de deux millions d'étrangers. Face à des objectifs aussi ambitieux, le Qatar se voit contraint de hiérarchiser ses aspirations.

...et prépare le terrain pour favoriser l'implantation d'entreprises étrangères

A l'inverse, certains indicateurs, notamment en termes de développement économique ou humain, témoignent des efforts réalisés par le gouvernement qatari. L'alphabétisation croissante des femmes (96%) ou encore la baisse de la part des hydrocarbures dans le PIB (de 58 à 36% entre 2000 et 2019) font partie des réalisations concrètes du plan Qatar 2030.

Le pays nourrit de profondes ambitions et les perspectives en matière de développement sont nombreuses : les politiques publiques ne cessent d'évoluer pour favoriser l'implantation de structures d'exploitation étrangères.

Le gouvernement a introduit en 2015 des réformes modifiant la réglementation du pays en matière d'investissements étrangers en **autorisant des étrangers à détenir à 100% des entreprises dans un plus grand nombre de secteurs économiques**, et met également en place un régime de régulation afin de combattre la corruption et les pratiques anti-concurrentielles. Ces politiques créent un environnement favorable aux entreprises, avec l'un des plus faibles taux d'imposition des sociétés (seulement 10%). Il n'y a pas d'impôt foncier ou de droits de mutation non plus : le pays se place au troisième rang mondial du rapport 2020 Doing Business de la Banque mondiale pour son régime d'imposition, ce qui se traduit par une forte attractivité auprès des entreprises étrangères. Le pays ne prélève pas non plus de retenue à la source sur les dividendes, et les intérêts et les redevances sont assujettis à une retenue à la source de 5%. **Nul doute, ces politiques publiques et économiques sont bien une invitation, la fiscalité et les réglementations étant plus qu'avantageuses pour les groupes souhaitant se développer au Qatar.** Une seule contrainte : les entreprises étrangères ont l'obligation de solliciter des agents sur place pour les problématiques relatives aux parrainages et aux logements des employés, ce qui contribue à cet effet de ruissellement bénéfique pour l'économie qatarie.

L'impact des entreprises françaises au Qatar

Les structures françaises sont un élément clef dans le développement de grands projets

Vinci Construction est à la tête des gigantesques chantiers d'infrastructures concernant le tramway de Lusail. Ce chantier a engendré à lui seul la création d'un camp de base réunissant 1200 ouvriers, indiquait en 2019 Hans Mielants, le directeur des ressources humaines de Vinci Construction, pour la plupart recrutés en Asie du Sud-Est.

La ligne de métro de Doha est un projet de construction majeur qui sollicite au Qatar la présence de nombreuses filiales d'entreprises françaises. Au premier plan, c'est le groupe Saint-Gobain qui est directement concerné, pour la fourniture de matières premières et matériaux de construction : Saint-Gobain a installé plus de 115 000 m² de laine minérale, 26 000 m² de plaques de plâtre, 14 000 tonnes de mortiers, 6,5 millions de litres d'adjuvants pour protéger les structures en béton, 40 000 m² de verre extra-clair, 4 000 m² de verre anti reflet, 500 m² de vitrage de sécurité résistant au feu et 250 tonnes de canalisations pour acheminer les eaux potables et usées. Cet accomplissement architectural contribue aussi, d'un point de vue plus indirect, à l'enrichissement de la ville, rendue bien plus attractive avec cette « Ligne Rouge » longue de 98 kilomètres qui relie la ville de Lusail au centre de Doha et à l'aéroport international, et desservira les stades qui accueilleront les matchs de la prochaine Coupe du Monde de football.

Le secteur de l'industrie et de la construction ne cesse ainsi de se développer au Qatar : dans les années 2000, l'emploi dans le secteur de l'industrie représentait 36% de l'emploi total au Qatar. En 2019, ce secteur représente désormais 54% de l'emploi total, chiffre qui reste stable depuis 2011. Ces projets d'infrastructures s'inscrivent en toute logique dans l'important programme d'investissements de 200 milliards d'euros sur 15 ans dans les infrastructures, pour accélérer le rattrapage du pays et s'adapter à la croissance de sa population qui a triplé en 10 ans.

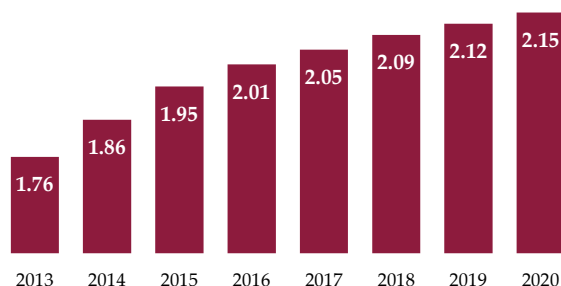
Elles favorisent la formation de la main d'œuvre qatarie

En 2017, la RATP a notamment annoncé le besoin de recruter et de former en moins d'un an 1500 salariés dans le cadre du contrat de concession du métro de Doha et de ses échéances, objectif qui a été atteint.

Dans la même lignée, QDVC a déployé une base vie à Al-Khor, dans le nord-est du Qatar, pour loger jusque 6 000 ouvriers dans le cadre du chantier de Lusail. **Elle emploie près de 10 000 personnes dans le pays.**

Plus en amont dans le processus de formation, Thales, dans le cadre de sa sécurisation du Port de Doha, a créé un partenariat avec l'Université du Qatar (*Qatar University*) en 2013 pour donner naissance à une Chaire d'enseignement située dans le département Science et Ingénierie informatiques de la Faculté d'Ingénierie, dans les domaines de la cybersécurité et de la sécurité informatique. Les étudiants qataris en Génie électrique et Science et Ingénierie informatiques qui sont directement concernés par la création de cette chaire, qui leur offre l'opportunité de se former aux nouvelles technologies dans le domaine de la cybersécurité, enjeu qui atteint son climax dans le contexte de Coupe du Monde. C'est une réelle marque de coopération entre le monde universitaire et l'industrie, promue par une entreprise française, dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information et des données.

Population active employée au Qatar (millions)



Étude de cas – Gaussin

Une coopération technologique qui produit les premiers véhicules électriques Made in Qatar



Parmi les projets de diversification et de montée en compétences du Qatar sur des secteurs à forte valeur ajoutée, un exemple emblématique est le cas de Gaussin. Les transferts de technologie ont aussi leur place dans l'industrie automobile sont aussi le fait d'ETI, et la fin d'année 2021 l'a prouvé avec la présentation des premiers véhicules électriques « Made in Qatar », fabriqués par le Français Gaussin dans son usine de la Qatar Free Zone – Ras Bufontas.

Ce spécialiste des solutions de mobilité électriques a été choisi par l'Autorité des zones franches du Qatar en 2020 pour la construction d'une première usine d'assemblage. Début décembre, Gaussin a ainsi livré 22 tracteurs électriques ATM38T à QTerminals, l'opérateur du port de Hamad.

A été créée à cette occasion GAME, *joint venture* associant Gaussin et Al Attiya Motors, le principal importateur automobile qatari, avec laquelle a été signée une licence exclusive de 20 ans portant sur la

livraison de ces véhicules électriques, avec une redevance initiale forfaitaire de 20 millions d'euros. Une manière de lier financièrement et stratégiquement les deux acteurs dont le partenariat a vocation à s'étendre aux aéroports, solutions logistiques et de smart cities, au Qatar et dans le Golfe tout entier.

Cette initiative est dans la droite lignée de l'initiative Qatar 2030 : sur le pilier économique, elle permet la montée en compétences et la diversification de l'économie qatarie dans des activités à plus forte valeur ajoutée non liées aux hydrocarbures; sur le volet écologique, ces nouveaux véhicules réduiront de l'empreinte carbone du port et contribueront à promouvoir l'utilisation des véhicules électriques.

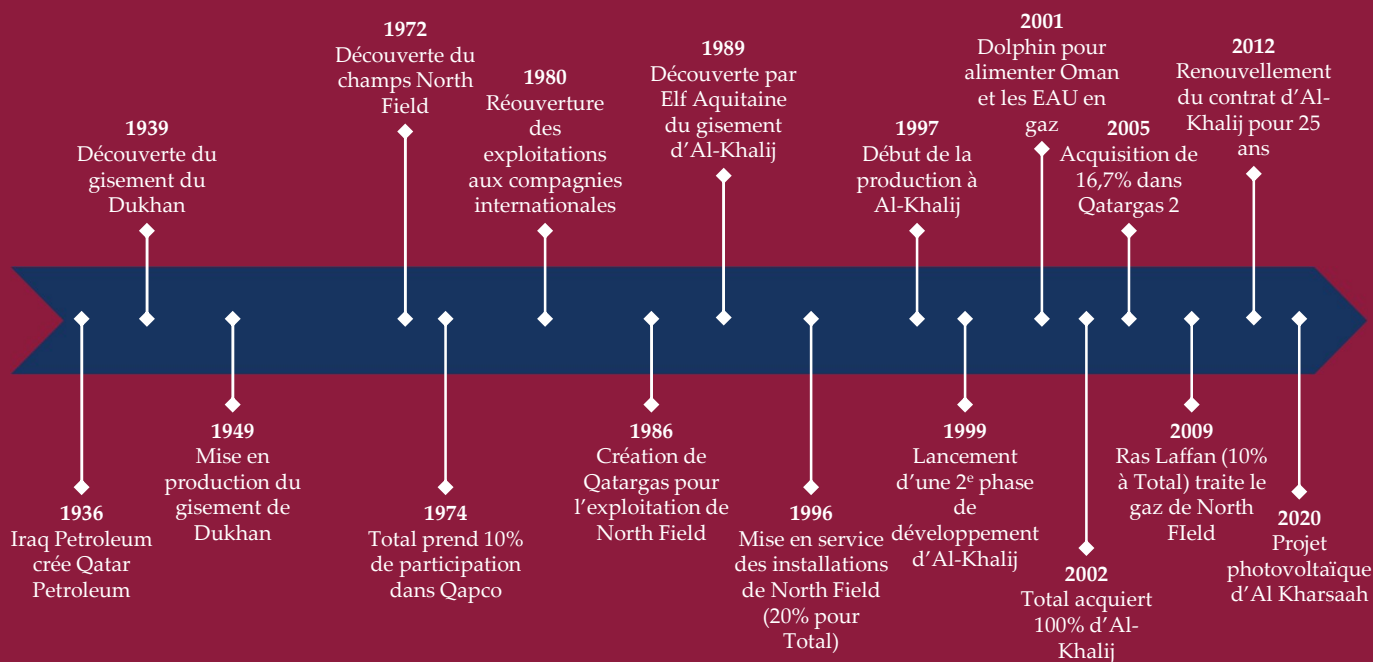
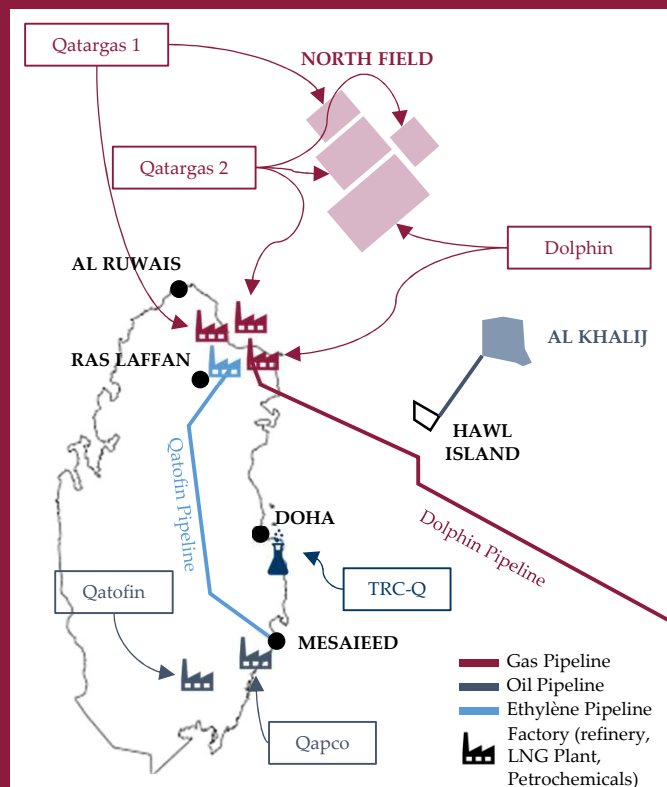
Du côté de l'entreprise française, cette livraison est « la concrétisation de [leur] expansion régionale et un signe encourageant de la coopération croissante entre Gaussin et ses partenaires qataris » selon son PDG M. Christophe Gaussin.

Étude de cas – TotalEnergies au Qatar

Une présence ancienne qui n'a eu de cesse de se renforcer

Le Qatar est un pays stratégique pour TotalEnergies depuis le début du XXème siècle. Dans un premier temps en raison de l'exploitation de ses gisements de pétrole, à Dukhan, puis grâce aux partenariats pétrochimiques avec la création de Qapco en 1974 et de l'exploitation, dès 1986, du GNL avec Qatargas.

En effet, TotalEnergies est présente sur toute la chaîne de valeur des hydrocarbures, en propre ou à travers des partenariats et prises de participations comme la raffinerie de Ras Laffan. Les partenariats avec la Qatar Petroleum ont même été jusqu'à faire de l'entreprise nationale un actionnaire à 15% des activités de Total E&P Congo depuis 2013. En 2017, TotalEnergies a repris avec la Qatar Petroleum le gisement d'Al Shaheen¹ qui représente 30 plateformes et 300 puits qui sont complétés par le forage de 56 nouveaux puits par l'entreprise française et son partenaire qatari².



(1) Le gisement d'Al-Shaheen est exploité par TotalEnergies (30%) et Qatar Petroleum (70%) à travers leur société commune North Oil Company. Il était auparavant exploité par le danois AP Moller-Maersk.
 (2) L'objectif de Total est de produire une moyenne de 300 000 barils par jour pendant « de nombreuses années » précise Patrick Pouyanné.

TotalEnergies au Qatar en quelques indicateurs

86

Années de présence au Qatar

365

Km de Gazoduc exploités

91

Employés de TotalEnergies sur le sol qatari

9

Prises de participation ou joint ventures



Centrale photovoltaïque

Une présence qui se diversifie vers de projets d'énergies renouvelables

En janvier 2020, Total a annoncé avoir signé un contrat pour le développement du projet photovoltaïque d'Al Kharsaah. Cette nouvelle centrale de 800 mégawatts-crête¹ est située à 80 km à l'ouest de Doha et a été attribuée au consortium composé de Total pour 49% et Marubeni pour 51%. Le projet est opéré par le Special Purpose Vehicle Siraj 1, qui est détenu par le consortium Total-Marubani pour 40% et Siraj Energy (Qatar Petroleum et Qatar Electricity and Water Company) pour 60%. Kahramaa, l'entreprise publique qui a le monopole de la distribution de l'eau et l'électricité au Qatar, a signé un contrat de 25 ans pour la fourniture de l'électricité.

Cette centrale produit en énergie renouvelable 10% de la demande d'électricité du pays en période de pic et permet **une réduction des émissions de gaz carbonique de 26 millions de tonnes**. L'installation recouvre 10 km² et compte 2 millions de modules solaires à double face installés sur des trackers² pour profiter au maximum du potentiel d'ensoleillement de la région qui est particulièrement exceptionnel. Elle sera opérationnelle au deuxième semestre 2022 et couvrira la consommation énergétique de 55 000 ménages qataris.

Al Kharsaah représente le plus grand projet solaire de TotalEnergies, qui a pour ambition de déployer un portefeuille de 100 gigawatts d'énergies renouvelables avant 2030 en devenant l'un des cinq principaux producteurs dans ce domaine.



Patrick Pouyanné
PDG de TotalEnergies

« Grâce à ce projet, nous renforçons notre partenariat de long terme avec le Qatar, dans le pétrole, le gaz naturel, le raffinage et la pétrochimie, et nous l'étendons aux énergies renouvelables. C'est un symbole fort de la stratégie de Total de devenir un producteur et un fournisseur de toutes les formes d'énergies. »

- (1) Le watt-crête est l'unité mesurant la puissance des panneaux photovoltaïques, correspondant à la production de 1 watt d'électricité dans des conditions normales pour 1000 watts d'intensité lumineuse par mètre carré à une température ambiante de 25°C.
- (2) Combiner des panneaux solaires double face avec un système de suivi (tracking) du Soleil, permet d'augmenter la production d'énergie moyenne de 35%, tout en réduisant le coût de l'électricité.

Sources : Communiqué de presse de TotalEnergies, site corporate de TotalEnergies, Presse, Interview de Patrick Pouyanné

Perspective historique et géographique

Les présents graphiques résument les principaux stocks d'investissements directs à l'étranger (IDE) mutuellement détenus par la France et les principaux pays du Conseil de Coopération du Golfe (GCC). Sont écartés de cette analyse le Bahreïn, Oman et le Koweït, pays qui entretiennent avec la France des flux d'IDE plus marginaux. Le Koweït détient en France près de 300 millions d'euros d'IDE, alors que ces quantités sont marginales pour le Bahreïn et Oman.

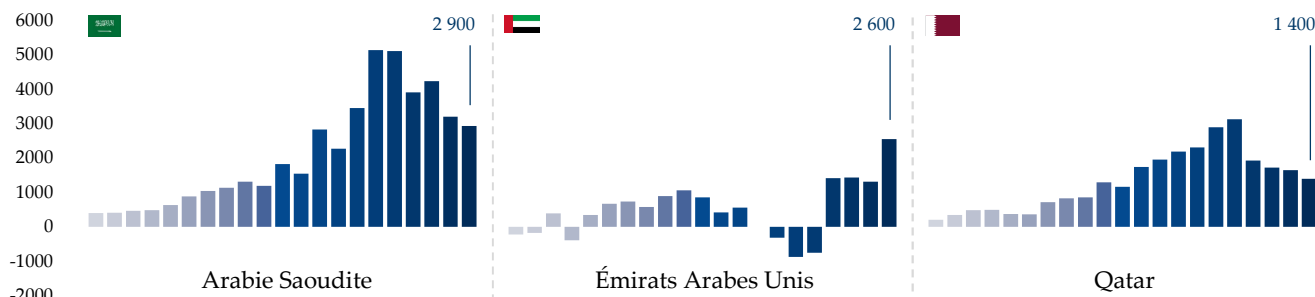
C'est avec le Qatar, devant ses voisins du Golfe, que la France entretient les relations les plus fortes en termes d'IDE. Le Qatar est le pays du Moyen-Orient qui détient en France le plus important stock d'IDE. La diminution récente des stocks d'IDE détenus par des acteurs français en Arabie Saoudite et au Qatar s'expliquent principalement par le retrait de d'une partie des capitaux sociaux français investis. Le Qatar en France mène depuis 2013 des opérations d'augmentation des capitaux sociaux investis (+2,5 milliards d'euros entre 2015 et 2020) et de rapatriement

des bénéfices issus des entreprises détenues à l'étranger (-200 millions sur la même période).

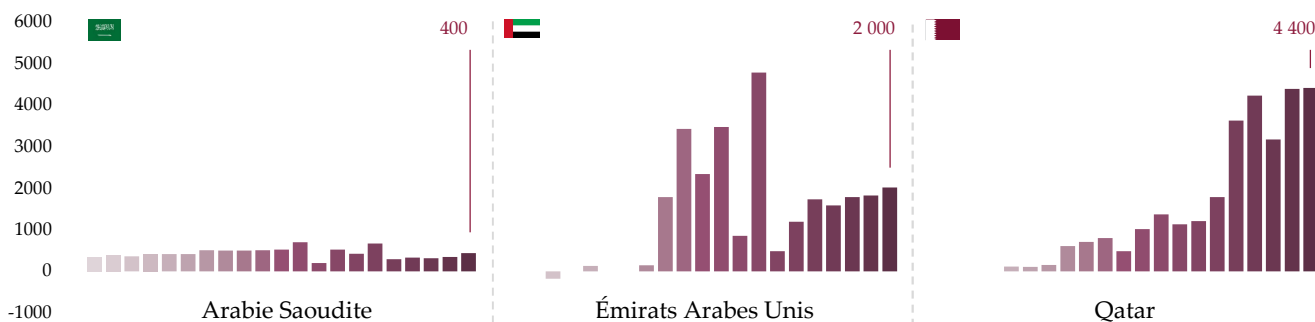
Notons enfin que les IDE de chacun de ces pays passent par des canaux et appliquent une logique analogue à ceux du Qatar : schématiquement, il s'agit d'investissements de diversification économique qui s'opèrent via des fonds souverains qui tiennent l'essentiel de leurs actifs de la rente pétro-gazière. Citons-en ici les principaux par ordre d'importance:

- Koweït : Kuwait Investment Authority
- EAU : Abu Dhabi Investment Authority, Investment Corporation of Dubai, Mubadala Investment Company
- Arabie Saoudite : Public Investment Fund
- Bahreïn : Mumtalakat Holding Company
- Oman : Oman Investment Fund

Stock d'IDE français à l'étranger 2000-2020 (EUR m)



Stock d'IDE étrangers en France 2000-2020 (EUR m)



Potentiel de l'économie qatarie et investissement

Un poste avancé de projection économique dans le reste du monde

Le Qatar bénéficie d'un emplacement géographique central et tout à fait stratégique pour le commerce de biens et services. Cette localisation avantageuse est pleinement valorisée : Hamad International Airport, reconnu meilleur du monde en 2021¹, revendique une capacité de 58 millions de passagers annuels, le hangar de maintenance le plus grand du monde, et la possibilité de rejoindre 80% de la population mondiale en 6 heures de vol et plus de 160 destinations. Le port de Hamad, qui s'étend sur 28,5 km², peut traiter 7,5 mt de conteneurs EVP annuellement.

Des investissements publics conséquents en vue d'une transformation économique ambitieuse

Le Qatar entend déployer 200 milliards d'euros de fonds publics afin de moderniser les infrastructures du pays. Parallèlement, le pays encourage financièrement la création de districts industriels spécialisés (QFZ, QEERI, QSTP, ...) afin de transformer le pays en économie de la connaissance, conformément à la Qatar National Vision 2030.

Des avantages comparatifs indéniables

Le Qatar bénéficie d'abondantes réserves de gaz naturel – les deuxièmes au monde – et d'infrastructures de liquéfaction et de transport de gaz de classe mondiale. Cet avantage comparatif majeur s'étend, au-delà des hydrocarbures, à toutes les industries connexes comme la pétrochimie ou l'industrie lourde.

Des conditions fiscales attractives

Au Qatar, l'impôt sur le revenu n'est pas prélevé. Les entreprises y bénéficient en outre de dispositions fiscales tout à fait avantageuses : taux d'impôts sur les sociétés très bas (10%), règles d'immigration très souples, tarifs subventionnés pour le pétrole, le gaz et l'électricité, exemption de tarifs douaniers pour les importations de matériel industriel et absence de restrictions sur les rapatriements de profits. A ces dispositifs s'ajoutent différents districts qui bénéficient de dispositions particulières².

- (1) Classement Skytrax World Airport Awards 2021
- (2) Cf partie III du rapport sur les dispositifs de facilitation des relations
- (3) Classement de la Banque mondiale qui synthétise la rapidité, la simplicité et le coût associé à un certain nombre d'actes commerciaux récurrents.
- (4) Selon la CNUCED, les ACR décrivent le rapport entre la part des exportations d'un pays dans un certain type de produits et la part moyenne des exportations de ce produit à travers le monde
- (5) Classement HSBC Expat Explorer 2020
- (6) Corruption Perceptions Index 2020 – Transparency International

35m

Passagers transitant annuellement par Hamad International Airport

12%

Taux de croissance annuelle des exportations qataries (2000-2019)

43%

Part des investissements (FBCF) dans le PIB en 2018

27^e

Maturité Numérique au classement du Forum Économique Mondial

53,3

Avantages comparatifs révélés sur le gaz⁴

2^e

Producteur et exportateur de GNL au monde

6^e

Au classement des conditions de vie pour les expatriés⁴.

2^e

Pays le plus transparent du GCC⁵.

1^{er}

Au classement *Ease of Doing Business* pour l'enregistrement d'un bien immobilier³

Principaux enseignements – Partie II

Les flux commerciaux et de capitaux entre la France et le Qatar jouissent de bonnes perspectives d'amélioration, en s'appuyant sur des fondamentaux solides et une forte diversification sectorielle.

Les relations économiques entre la France et le Qatar se mesurent à l'aune de la densité des échanges de capitaux et de biens et services. Elles se manifestent d'abord par les échanges commerciaux :

- Le Qatar, fort de ses ressources souterraines de gaz et de pétrole, utilise ces atouts comme levier de développement en dégagant des forts excédents qui lui permettent d'investir massivement dans tous les secteurs économiques. S'il ne connaît pas d'excédent avec la France, **il exporte essentiellement du GNL vers l'hexagone, et en importe des biens d'équipements**, avions civils et de défense principalement. Ce sont les grands contrats commerciaux comme entre Qatar Airways et Airbus, ou entre l'Armée qatarie et Dassault Aviation qui constituent une grande partie des échanges commerciaux entre la France et le Qatar. D'autres grandes entreprises françaises sont également concernées : TotalEnergies, Thalès, Technip...
- A court terme, l'évolution des échanges commerciaux entre la France et le Qatar dépendra, côté Qatar, du souhait de la France de profiter de l'augmentation prévue des capacités de liquéfaction de gaz naturel côté qatari pour **diversifier sa fourniture en GNL**. Côté français, l'évolution des exportations dépendra de la capacité des acteurs français (en premier lieu, Dassault et Airbus mais aussi Saint Gobain ou Technip) à se démarquer et maintenir rempli un carnet de commandes de biens d'équipement.
- A moyen terme, les relations commerciales franco-qatarie verront se poser l'enjeu majeur de la diversification de la structure des échanges commerciaux : d'une part en réponse au **processus de diversification progressive de l'économie qatarie** et à la satisfaction progressive de ses besoins en biens ou infrastructures d'équipement; d'autre part à la nécessité de sortir de la consommation de gaz pour se tourner vers des **énergies alternatives** comme l'hydrogène vert par exemple.

En termes d'investissements, la France est un destinataire privilégié des investissements qataris à travers tous les secteurs tandis que le Qatar est un terrain dynamique d'implantation d'entreprises industrielles françaises :

- **En France, le Qatar investit dans tous les secteurs de l'économie** : activités financières, Industrie et construction, Télécoms, Transports et Tourisme, Commerce de détail, ainsi que d'autres investissements plus médiatisés comme le PSG. A ces investissements productifs viennent s'ajouter des placements immobiliers.
 - Les investissements qataris procèdent de trois logiques parfois concomitantes : dans l'ordre, recherche d'un retour financier sur investissement, développement d'une expertise sur certains secteurs stratégiques pour la diversification économique du pays, recherche de reconnaissance internationale en se construisant des champions nationaux à fort potentiel. Les investissements qataris proviennent en effet majoritairement de la QIA, le fonds souverain qatari.
- Au Qatar, les investissements français prennent la forme de filiales ou *joint ventures* de multinationales françaises. Là aussi, on constate une forte diversité sectorielle: dans les activités financières, Industrie, Télécoms, Transports, Tourisme, Commerce de détail. A ces filiales s'ajoutent un grand nombre de franchises de groupes français implantées au Qatar.
 - Les entreprises françaises viennent investir au Qatar en réponse au fort dynamisme de l'économie qatarie et en particulier aux **importants investissements qui y sont réalisés par les acteurs étatiques dans les infrastructures de transport et dans l'exploitation et la transformation de matériaux pétro-gaziers**. Notons aussi le fort développement du secteur hôtelier.

III. La politique partagée de promotion et facilitation des échanges bilatéraux

Cause et résultat du dynamisme des
liens économiques qui unissent les deux
pays



- III.1 L'ambitieuse politique de facilitation des échanges économiques**
- III.2 Les relations extra-économiques entre la France et le Qatar**
- III.3 Tour d'horizon des principaux organismes de promotion des échanges**

III. Politique partagée de promotion des échanges

Les échanges commerciaux et les dynamiques d'investissements croisées sont fortement encouragés par les institutions de promotion des échanges de part et d'autre. Elles agissent par le biais de politiques de facilitation des échanges économiques et des échanges extra-économiques.

Les promotions des échanges sont courantes au niveau gouvernemental depuis l'initiation des relations entre la France et le Qatar dès la formation du pays après la fin du Protectorat de la Couronne Britannique et de sa fédération en 1971. En effet, de nombreuses mesures fiscales et accords de libre-échange ont pris place entre les deux pays comme la convention fiscale de 1990. Ces événements juridiques et politiques entérinent les relations et sont le symbole de la nécessité de développer une relation bilatérale privilégiée. Ses conséquences sont la présence au premier plan de **grands acteurs français au Qatar et la prééminence des investissements qataris en France par rapport à d'autres pays comparables comme les voisins du Golfe**. Les accords économiques se renforcent désormais par le biais des négociations commerciales entre le Qatar et l'Union Européenne

La promotion des échanges commerciaux passe aussi par des initiatives extra-économiques : **les investissements du Qatar dans le sport ou les implications d'entreprises françaises dans le système éducatif et l'écosystème de l'innovation dans le pays du Golfe**. Tous ces échanges sont réalisés pour et par une volonté politique de proximité des deux pays qui est à la fois le creuset de la multiplicité des interactions économiques et culturelles et la condition de la croissance de ces échanges. La volonté politique est complétée par nombre d'institutions publiques ou privées qui cherchent à mettre en place toutes les conditions nécessaires au renforcement des liens entre la France et le Qatar.

III.1. Une ambitieuse politique de facilitation des échanges économiques

Des relations économiques anciennes, renforcées par des accords nationaux et régionaux

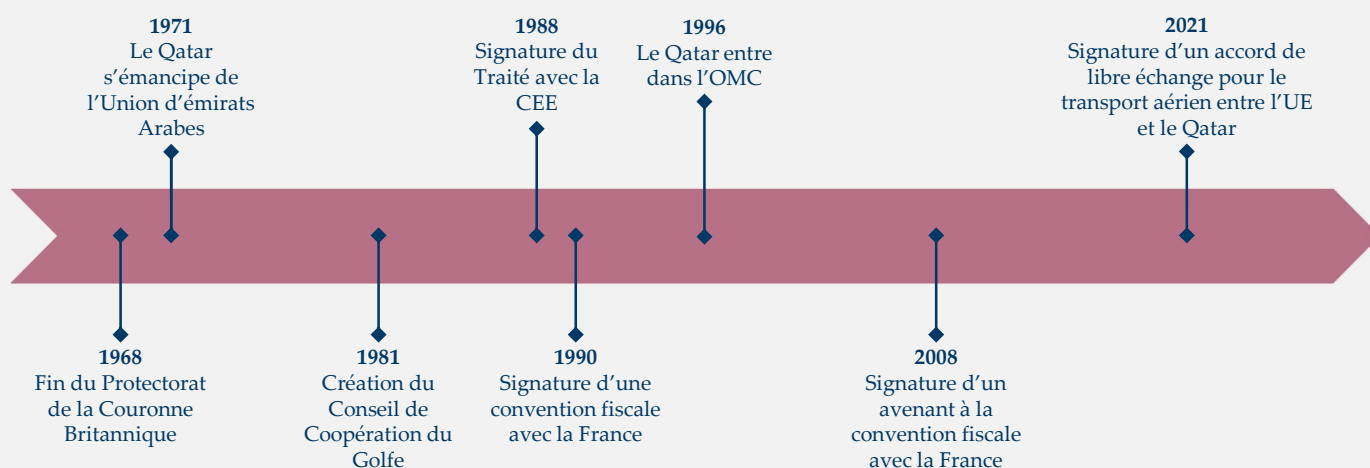
La France et le Qatar entretiennent une relation privilégiée de longue date. En effet, dès son indépendance en 1971 vis-à-vis de la fédération voulue par le Royaume-Uni entre le Qatar, les sept émirats arabes unis actuels et Bahreïn, l'État du Qatar a affirmé son attachement à la France.

L'accord entre le **Conseil de coopération du Golfe (GCC) dont fait partie le Qatar et la Communauté Économique Européenne**, ancêtre de l'Union européenne, signé en 1988 a ensuite jeté les bases d'une coopération entre les deux organisations afin de renforcer la stabilité de la région du Golfe, de faciliter les relations économiques et politiques et d'entamer des négociations en vue d'un accord commercial. Les discussions sur ce dernier point n'ont **pour le moment pas abouti à un accord mais des contacts entre les deux parties ont toujours lieu**, comme en mai 2017 lors d'un dialogue sur le commerce et l'investissement.

L'Union européenne est, derrière la Chine, le **deuxième partenaire commercial du GCC, représentant 12,3% du commerce total du Conseil en 2020**. Le GCC est le 6^e marché de l'Union européenne pour les exportations

pour un montant de 68 millions d'euros en 2020, les postes les plus importants étant les équipements lourds, médicaments et équipements médicaux. Pour les importations de l'UE qui s'élevaient à 30 millions d'euros en 2020, il s'agit principalement de produits pétroliers.

Les deux blocs partagent ainsi **beaucoup d'intérêts stratégiques**. Un accord de libre-échange semble donc capital afin de consolider la coopération bilatérale. En attendant une telle décision, le **régime de la nation la plus favorisée s'applique entre les parties contractantes de l'accord de 1988**, c'est-à-dire que les pays des deux entités s'engagent à accorder aux uns et aux autres le même avantage commercial qu'ils accordent aux pays de l'OMC (dont le Qatar est membre depuis le 13 janvier 1996) pour l'importation d'un produit similaire. Une union douanière entre les pays du GCC est née le 1er janvier 2003, appliquant une taxe unique de 5% pour toutes les importations venant de l'extérieur, et donc de la France. Toutefois, des exonérations existent, notamment sur les produits alimentaires de base (fruits et légumes frais, blé, farine, bétail, etc.). Du côté de la France, c'est le tarif douanier commun de l'Union européenne qui s'applique, les droits duquel diffèrent selon la classe de marchandises définie par un outil de classification appelé nomenclature combinée. Par exemple, le tarif douanier appliqué au café torréfié non décaféiné est de 7,5%, tandis que celui du café vert (non torréfié) non décaféiné est de 0% depuis le 1er janvier 2022.



La **convention fiscale établie le 4 décembre 1990 a cristallisé l'amitié franco-qatarie autour d'une coopération en termes de fiscalité**. Cet accord visait à éviter les doubles impositions et a créé des **conditions favorables à l'investissement qatari**. Par exemple, une entreprise qatarie qui investirait dans l'immobilier en France ne paie dorénavant plus d'impôt sur les plus-values en France. Les résidents du Qatar, déjà exonérés d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) sur leurs placements financiers en vertu du droit français, ne sont plus soumis en France à l'ISF grâce à cette convention si la valeur de leurs biens immobiliers dans l'Hexagone est inférieure à celle de leur fortune mobilière (une catégorie qui comprend les actions émises par une société française et les crédits sur l'État). Grâce à cette convention, les citoyens du Qatar résidant en France (depuis au moins trois ans) sont, quant à eux, exonérés d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) sur leurs avoirs, c'est-à-dire les biens immobiliers, les liquidités, les placements financiers, les biens professionnels, les meubles, les véhicules et les bijoux et métaux précieux, situés hors de France durant les cinq premières années après qu'ils soient devenus résidents. **Sous Nicolas Sarkozy, les liens unissant les deux pays se sont davantage resserrés avec la signature d'un avenant à Doha le 14 janvier 2008, une revue de la précédente convention assurant aux entreprises qataries un avantage concurrentiel non négligeable**. Celle-ci assouplit en effet certaines mesures telles que l'exonération d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) pour les citoyens qataris résidant en France. S'ils perdent la qualité de résident de France, leurs biens situés hors de France n'entreront toujours pas dans l'assiette de l'ISF pendant cinq ans à partir du moment où ils le redeviennent. Les plus-values immobilières, les gains réalisés en capital ainsi que les dividendes pour les personnes résidant au Qatar ne sont alors pas imposés en France mais au Qatar où l'imposition est particulièrement faible, pour ne pas dire nulle. Promesse de campagne d'Emmanuel Macron, la suppression en 2017 de l'ISF, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), avait pour vocation de relancer l'investissement dans les entreprises françaises. Désormais, les placements financiers (assurance-vie, créances...) et les liquidités (espèces, comptes courants et de dépôt, livrets d'épargne...) ne sont plus imposables. L'assiette de l'IFI se limite au seul patrimoine immobilier destiné à un usage non

professionnel (terrains, biens bâtis et en construction, dépendances mais aussi parts de sociétés d'investissement immobilières).

Au total, les avantages fiscaux accordés au Qatar par la France ont été estimés par le sénateur Jean-Yves Leconte en 2016 à 150 millions d'euros par an : un investissement faible au regard des importantes ressources financières qataries et du fort potentiel de création de valeur qu'il permet d'attirer. En 2016, les investissements qataris en France ont ainsi été estimés à 25 milliards d'euros. Le 6 juillet 2018, le président français a affirmé après avoir rencontré à Paris l'Émir Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani : « *Son Altesse l'Émir du Qatar m'a fait part du souhait de son pays de procéder à des investissements nouveaux en France dans des secteurs créateurs de valeur et ses objectifs sont cohérents avec la volonté qui est la nôtre de valoriser l'innovation, le savoir-faire français dans tous les domaines* ». En effet, grâce à ces politiques incitatives, le Qatar soutient des entreprises françaises à fort potentiel économique dans divers secteurs, ce qui vient montrer la force des relations entre les deux pays. Dans l'hôtellerie, il est propriétaire du Carlton et du Martinez à Cannes, de l'Hôtel du Louvre, du Concorde Lafayette ou encore du Palais de la Méditerranée à Nice. Premier actionnaire du groupe AccorHotels et propriétaire des magasins du Printemps, le Qatar a fortement contribué au secteur du luxe à la française. Il possède également des participations minoritaires au sein de grandes entreprises françaises telles que Total, Suez, Lagardère ou encore LVMH. Dans le cadre d'une tournée dans les pays du Golfe, Macron s'est rendu au Qatar le 4 décembre 2021.

LE QATAR EST UN PARTENAIRE STRATÉGIQUE DE LA FRANCE ET LA COOPÉRATION ENTRE LES DEUX PAYS EST ANCIENNE

À cette occasion, le président français a rappelé : « *Le Qatar est un partenaire stratégique. Notre coopération est ancienne. C'est ce que je suis venu réaffirmer aujourd'hui*. ». Ainsi a-t-il rappelé avec l'Émir du Qatar la nécessité de renforcer la coopération économique entre les deux pays pour le développement et la prospérité mutuelle.

Par ailleurs, le **18 octobre 2021, la signature d'un accord de libre-échange dans le secteur aérien entre l'Union européenne et le Qatar a élargi les opportunités commerciales entre les deux parties.**

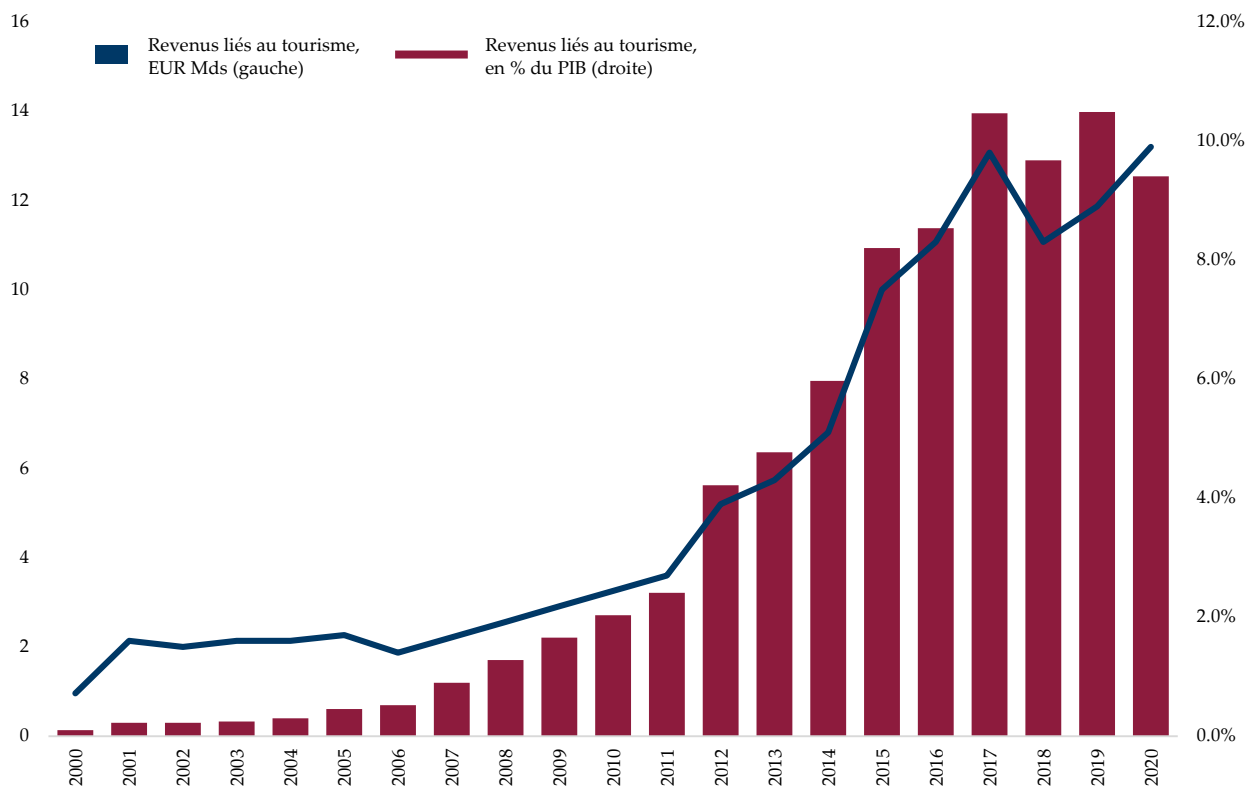
Avec plus de 6 millions de passagers transitant entre l'UE et le Qatar chaque année, le Qatar est une destination de choix pour les Européens et le premier pays du Golfe à conclure un accord de ce type avec l'UE. Cet accord historique offre une **« ouverture progressive et illimitée des droits de trafic entre les signataires »** selon une question écrite du sénateur du Finistère Michel Canévet publié dans le journal officiel du Sénat le 18 novembre 2021 : après une période transitoire de 5 ans, Qatar Airways pourra desservir sans limite les villes européennes et toutes les compagnies aériennes européennes pourront desservir directement le Qatar.

À partir de l'hiver 2021/2022, 24 vols commerciaux entre la Belgique et le Qatar, 69 entre la France et le Qatar, 56 entre l'Allemagne et le Qatar, 84 entre l'Italie et le Qatar et 28 entre les Pays-Bas et le Qatar sont opérés chaque

semaine. En ce qui concerne le fret aérien, 105 vols hebdomadaires sont autorisés sur les mêmes trajets et les compagnies européennes et qataries pourront exploiter le droit de cinquième liberté, c'est-à-dire le droit de débarquer et d'embarquer du fret au sein de l'UE en provenance ou à destination d'un État tiers. **Cet accord confortera certainement le statut de Doha et ses différents aéroports comme hub aérien majeur,** et augmentera sensiblement la capacité de projection des compagnies aériennes européennes dans la région du Moyen-Orient, tout comme celle de Qatar Airways en Europe et dans les pays environnants.

À l'occasion des grands événements internationaux qui se profilent, les deux pays auront l'opportunité de mettre à profit ce pont touristique élargi. En 2023, un an avant que la France n'accueille les Jeux Olympiques d'été, Doha organise l'Exposition Internationale d'Horticulture (Expo 2023) qui devrait attirer plus de 3 millions de visiteurs.

Évolution des revenus liés au tourisme au Qatar, 2000-2020



Sources : Sénat, Presse, Qatar Airways, Air France KLM, Parlement Européen, Direction générale du Trésor, Centre des Finances Publiques, Ministère de l'Économie et des Finances, UNWTO

La dynamique entrepreneuriale commune est révélatrice de la profondeur des relations économiques

Plus de 120 implantations françaises¹ et 13 *joint ventures* franco-qataries sont dénombrées au Qatar. Le rapprochement est donc indéniable.

Cette collaboration a été facilitée par différentes initiatives. Le fonds d'investissement franco-qatari Future French Champions fondé en 2014 par Qatar Investment Authority (QIA) et Bpifrance est un symbole fort de cette entente. Doté au départ de 300 millions d'euros, ce fonds a pour but de soutenir les firmes françaises innovantes et les exporter au Qatar.

En novembre 2018, un premier forum d'affaires et d'investissement France - Qatar a eu lieu à Doha, réunissant plus de cinquante entreprises tricolores et des hommes d'affaires qataris. De précieux partenariats y ont été noués, tels que le rapprochement entre Station F et le Qatar Financial Centre (QFC). Ce forum a ainsi été l'occasion pour le Qatar de développer son attractivité auprès des autres pays, après avoir approuvé en janvier de la même année un projet de loi permettant aux investisseurs non qataris de détenir la totalité du capital des entreprises qataries dans presque tous les secteurs de l'économie, contre 49% auparavant.

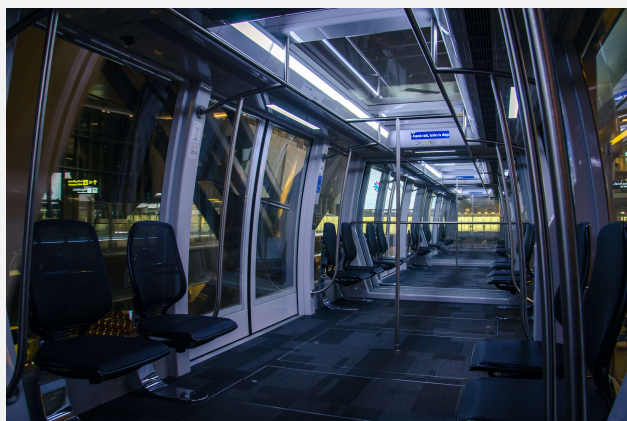
Une démarche qui s'inscrit dans l'optique de son plan Qatar National Vision 2030, un programme de transformation économique en profondeur et de modernisation du pays. D'autre part, le cercle économique franco-qatari Qadran créé en 2015 veut favoriser les synergies entre entreprises françaises et qataries en organisant des rencontres (une délégation s'est rendue deux fois à Doha) et en menant des missions, notamment avec la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur que le Qatar affectionne particulièrement. Le Qatar French Business Club (QFBC) est une autre initiative franco-qatarie initiée à la fin des années 1990 pour consolider les liens dans le domaine des affaires.

C'est dans ce contexte qu'est né en 2009 l'incubateur

Qatar Science and Technology Park avec le soutien de la Qatar Foundation, au cœur de la Cité de l'Éducation. De nombreuses entreprises étrangères s'y sont depuis implantées pour mener à bien des efforts de recherche appliquée, d'innovation technologique, d'incubation et d'entrepreneuriat. La société française Thalès, leader des systèmes de défense et de sécurité, s'y est implantée en 2012 conjointement à Qatar Airways. Cette démarche s'inscrit dans la continuité de l'**implantation de Thalès au Qatar depuis maintenant plus de 40 ans**.

Le groupe emploie actuellement 230 personnes et possède 3 bureaux dans le pays. En 2014, Thales avait signé un contrat avec les autorités nationales du Qatar pour fournir à ses forces armées un système de communications militaires par satellite. Au sein du centre, Thales accompagne principalement les activités IFEC (Multimédia de Cabine et Connectivité) de Qatar Airways, avec l'objectif d'équiper 146 avions en 2022. Cette collaboration a aussi un objectif de formation et de transfert de connaissances : depuis la fondation de ce laboratoire, nommé Thalès QSTP-LLC, **Thalès a formé plus de 800 ingénieurs aéronautiques de Qatar Airways** spécialisés sur les questions IFEC. Un centre de compétence numérique sera prochainement établi dans les zones franches de Doha.

Il s'agit donc d'une opportunité pour le Qatar de bénéficier de la maîtrise française des technologies, mais pas seulement ! C'est aussi un moyen pour Thales de confirmer sa présence sur le territoire et de bénéficier du fort dynamisme de l'économie qatarie, après avoir activement participé aux chantiers du métro de Doha, de l'aéroport international Hamad et du nouveau port de Doha.



Metro de Doha

(1) Hors franchises

Qui se manifeste par l'émergence d'initiatives de partenariats à impact international

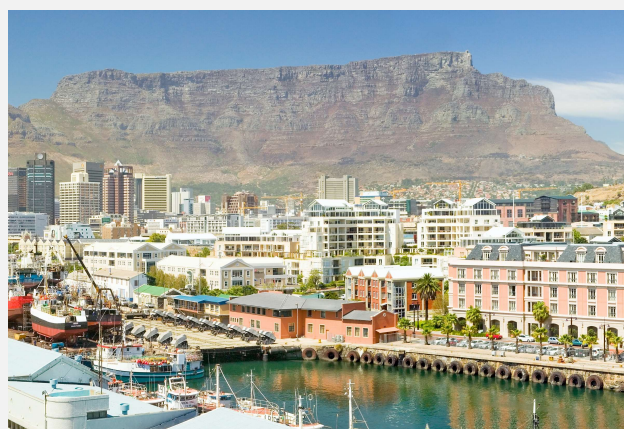
En 2018, Accor et la Qatar Investment Authority, par le biais de Katara Hospitality, mettent en place un fonds d'investissement doté de 500 millions d'euros qui est dédié au développement du marché hôtelier en Afrique Subsaharienne. Kasada est ce fonds commun qui a pour ambition de devenir le premier acteur de l'investissement hôtelier en Afrique Subsaharienne.

Son portefeuille comprend 11 hôtels et 2 136 chambres regroupés sous les enseignes Ibis, Novotel, Pullman et Safari Court qui emploient plus de 800 personnes en au Cameroun, Sénégal, Côte d'Ivoire, Namibie et Afrique du Sud. Cette plateforme a notamment réalisé une importante opération de fusion-acquisition transfrontalières en rachetant à AccorInvest un portefeuille de huit hôtels répartis au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal (1 602 chambres) en 2021. Cette opération a été financée en partie par la Proparco, la branche d'investissement de l'Agence Française de Développement. D'après ce prêteur, **le projet devrait générer 5 000 emplois en 5 ans** : 600 directement créés par les hôtels et 4 400 dans la chaîne de production grâce au ruissellement par le mécanisme des consommations intermédiaires¹, soit 2,5 emplois par chambre. L'autre dette levée par Kasada à cette occasion l'a été auprès de l'International Finance Corporation qui voit dans ce fonds l'opportunité unique de développer le secteur du tourisme en Afrique, qui est un élément essentiel de création d'emplois et de croissance sur ce continent, d'autant plus que les aléas de la crise du Coronavirus se font encore ressentir.

Kasada apporte l'expertise de ses sponsors Katara et Accor pour appliquer les normes ESG et les meilleurs standards en vigueur dans les hôtels de son portefeuille.

Au total c'est une quarantaine d'hôtels qui sont visés et les deux entreprises envisagent d'exploiter un portefeuille de plus de 9 000 chambres sous les marques Accor, par le biais d'acquisition de Kasada.

Dernière acquisition en date, le 24 mars 2022, le fonds a annoncé son entrée sur le sol sud-africain par l'acquisition du Cape Grace, un hôtel emblématique de 120 chambres. Le Directeur Général de Kasada Olivier Granet déclare à cette occasion que « Cette acquisition marque notre entrée sur le marché sud-africain de l'hôtellerie, le plus important d'Afrique. Le Cape Grace est un très bel ajout à notre portefeuille hôtelier et nous sommes impatients d'apporter notre savoir-faire et notre expertise à cet actif emblématique. Notre stratégie de création de valeur sera guidée par nos valeurs en termes de développement durable et les critères ESG les plus exigeants, pour le bénéfice de nos clients, de nos employés et des communautés locales ».



Hôtel Cape Grace au Cap



5 pays
d'implantation



23 000 emplois
potentiels



500 M€ de fonds
propres



9 000 chambres à
terme

(1) Pour plus de détails sur les mécanismes économiques à l'œuvre, veuillez vous référer à la page 54 du présent rapport.

III.2. Les relations extra-économiques entre la France et le Qatar

L'affirmation du Qatar dans le milieu sportif international

Le Qatar cherche à s'imposer comme un **hub incontournable du sport mondial**, et s'il existe un domaine privilégié grâce auquel le Qatar et la France ont pu tisser des liens, c'est indéniablement le sport.

En effet, cette volonté du Qatar de vouloir étendre son soft-power et son influence dans le domaine sportif passe par de nombreux investissements, notamment en France. Cela a commencé en 2011, lorsque que Qatar Sport Investments (QSI) rachète le club de football de la capitale, le Paris Saint-Germain (PSG). Le rachat du club par le fond qatari a considérablement changé la dynamique économique du PSG : en 2021, le club est valorisé à 2,5 milliards de dollars (2,26 milliards d'euros), en progression de 207% sur cinq ans, la plus forte hausse parmi les 50 principales franchises de sport du globe. Et les conséquences économiques pour la France ne sont pas négligeables : selon le Centre de droit et d'économie du sport (CDES) de Limoges, en l'espace d'une décennie, le **PSG a versé 1,9 milliards d'euros**



Nasser Al-Khelaifi, Président du Paris Saint-Germain

de contributions sociales et fiscales, et la saison 2018/2019 du club parisien a eu un impact économique de 182,2 millions d'euros sur la région Ile-de-France.

Fort de ce grand succès de cette opération, la collaboration franco-qatarie sur le plan du sport ne s'arrête pas en France et vient activement entretenir les liens extra-économiques entre les deux pays : **en 2019, la Paris Saint-Germain Academy s'installe à Doha** et se hisse en deux ans seulement à la première place des académies de football au Qatar.



Parc des Princes – stade du Paris Saint Germain

Ce sont donc les deux pays qui tirent avantage de ces investissements : le Qatar étend considérablement son soft-power et son expertise sur les questions sportives en s'implantant en France et donc en rivalisant avec ses pays voisins, notamment l'Arabie Saoudite, tandis que la France bénéficie de fortes retombées économiques et voit la notoriété internationale de celui qui est devenu son plus grand club décuplée et par là, celle de sa ligue qui devient comparable aux géants voisins (Premier League, Bundesliga, Primera Division).

Le Qatar a poursuivi cette stratégie d'investissements dans le sport français en achetant en 2012 la section handball du PSG.

Outre les investissements dans les médias, la coopération sportive franco-qatarie se traduit également sur le terrain. Bien que beIN SPORTS est techniquement indépendant de l'État, l'acquisition du PSG par Qatar Sports Investments – filiale du fonds souverain du Qatar la QIA – a offert une autre opportunité d'exposition et de coopération pour le Qatar en France. De plus, jusqu'à récemment, beIN SPORTS était l'un des diffuseurs officiels de la Ligue 1 au niveau national, tandis que **le groupe médiatique qatari est toujours le partenaire international de la Ligue 1 sur de nombreux marchés à travers le monde**, ce qui a permis d'accroître la visibilité et le profil international du sport français.

Si beIN SPORTS assurera la diffusion de la totalité des matchs de la compétition, la chaîne française TF1 a obtenu les droits pour la diffusion en France de 28 matchs de la Coupe du Monde de la FIFA, Qatar 2022, dont les matchs de l'équipe de France. Les relations extra-économiques entre France et Qatar sur le terrain du sport crée donc des opportunités conséquentes de retransmission médiatique et permet une nouvelle fois aux deux pays de bénéficier de fortes retombées économiques.

Cette coopération sportive entre la France et le Qatar passe évidemment aussi par l'organisation d'événements sportifs. En France, cela se traduit par le partenariat entre France Galop et le Qatar Racing and Equestrian Club, célèbre centre d'entraînement hippique situé au nord de Doha, le Qatar étant le sponsor du prestigieux Qatar Prix de l'Arc de Triomphe de l'hippodrome de Longchamp depuis 2008.



Qatar Prix de l'Arc de Triomphe

Grâce à ce partenariat, permettant entre autres l'allocation de dix millions d'euros pour chaque édition, le rayonnement international du Qatar Prix de l'Arc de Triomphe n'a cessé de s'accroître au fil des années et **l'évènement réunit un milliard de téléspectateurs (chaque édition est retransmise en direct dans plus 60 pays)** et cette course historique a conforté son leadership en se hissant désormais comme étant la plus prestigieuse course du monde et comme étant celle qui attire le plus de spectateurs à travers la planète. Un autre exemple parlant du prestige accru de l'évènement grâce à la participation du Qatar est le montant offert aux vainqueurs de la course. À sa création en 1920, la dotation s'élevait à 150 000 francs. 100 éditions plus tard, les gagnants se partagent la somme de 5 millions d'euros.



Qatar TotalEnergies Open Tournament

Symétriquement, TotalEnergies est le principal sponsor du Qatar Open et son pendant féminin, le Qatar TotalEnergies Open Ladies Tournament. Un troisième exemple enfin : la Coupe du Monde de la FIFA 2022, illustre la profondeur de ces relations et leur caractère mutuellement bénéficiaire : **la France et le Qatar ont signé en 2021 un accord établissant un partenariat relatif à la sécurité de l'évènement**. Le partenariat dans le domaine de la sécurité des grands événements sportifs est un axe fort de la coopération bilatérale, cela traduit donc un engagement coopératif majeur entre ces deux pays.

Les relations bilatérales génèrent des échanges culturels et universitaires

Outre le sport, le Qatar et la France tissent également des liens dans d'autres domaines culturels, que ce soit sur le plan linguistique, de l'éducation ou de l'art.

Sont présents au Qatar le lycée Bonaparte, établissement français accompagnant 1600 élèves de 48 nationalités, de l'école maternelle au baccalauréat, le lycée franco-qatari Voltaire, ainsi qu'une antenne d'HEC Paris au sein de la Cité de l'Éducation de Doha.

Les programmes exécutifs d'HEC Paris au Qatar représentaient en 2019 près de 7% des revenus du groupe HEC, soit près de 11 millions d'euros. Par ailleurs, avec plus de 200 000 francophones, **le Qatar a intégré en 2012 l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) en tant que membre associé.** Avec 7000 étudiants apprenant le français au Qatar au sein du lycée Bonaparte, du lycée Voltaire, du lycée tunisien, du lycée libanais et de l'Institut français du Qatar, le français est devenu partie intégrante des enseignements. Dans le secteur public, il a été réintroduit comme enseignement optionnel en 2012 dans six établissements secondaires. L'université du Qatar a aussi lancé en 2017 une mineure de français, programme qui organise en partenariat avec l'Institut Français du Qatar (IFQ) le Congrès des Enseignants de Français au Qatar (CEFAQ) chaque année.

Un accord cadre vient d'être signé avec l'université de Bretagne Sud. Dans le cadre d'un programme de recherche conjoint avec le Qatar, l'établissement breton apporte son expertise en matière de cyber-sécurité informatique. En échange, elle déploie son réseau dans la région. "C'est un lieu de stage potentiel pour nos étudiants, qui peuvent postuler entre autres chez beIN, Qatar Petroleum, Total, Airbus, Thales ou encore Engie qui sont présentes sur place", selon Jean Peeters, président de l'Université Bretagne Sud.

En termes de flux et échanges d'étudiants, le transfert est encore plutôt unilatéral : les étudiants qataris vont davantage étudier en France que leurs homologues français au Qatar. C'est également le sens des actions volontaristes menées par le Qatar en matière d'éducation : attirer plus d'étudiants étrangers et mieux former ses jeunes talents. Selon le rapport Campus France (Mars 2021), **le nombre d'étudiants qataris allant étudier à l'étranger a augmenté de 85% sur les cinq dernières années. Près d'un sur deux rejoint l'UE et en particulier la France (14%).**

« L'IDÉE EST DE DÉVELOPPER DES PROJETS DE RECHERCHE, D'AVOIR UN DIPLÔME COMMUN, D'ACCUEILLIR DES ÉTUDIANTS QATARIS. L'AMBITION EST DE TRAVAILLER AVEC DE GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES INSTALLÉES AU QATAR, DANS LE DOMAINE DE LA CYBERSÉCURITÉ ».

Jean Peeters, Président de l'Université Bretagne Sud

Enfin, concernant la dimension artistique, il existe de nombreuses collaborations entre ces deux pays. Depuis le 18 novembre 2021, la collection privée du Cheikh Al Thani, cousin de l'actuel Émir, est présentée à l'Hôtel de la Marine à Paris (pour une durée indéfinie).

Un accord de mécénat d'un montant de 20 millions d'euros et d'une durée de vingt ans a d'ailleurs été signé en 2018 avec le Centre des Monuments Nationaux. Cette collection est considérée comme l'une des plus prestigieuses au monde. En réalité, bien que cette initiative soit privée et menée par un particulier, elle contribue clairement à inscrire le Qatar, sa culture et ses arts dans le paysage culturel mondial. Au Qatar, en prévision notamment de l'année France Qatar 2020, a été inauguré en 2019 le Musée National du Qatar, construit par les ateliers Jean Nouvel. Il convient de citer l'exemple de l'Institut Français du Qatar, qui mène une coopération culturelle active, notamment dans le domaine audiovisuel avec l'exposition Christian Dior au M7, l'exposition Paris Moderne prévue pour 2023 au Musée National.

Les relations diplomatiques à l'épreuve des événements géopolitiques...

La proximité et les liens forts qui unissent le Qatar et la France se tissent également sur le plan des questions géopolitiques. Selon le ministère des Affaires étrangères français, les échanges entre les deux pays sont réguliers. En témoignent les visites des chefs d'état respectifs, la dernière en date étant celle de M. Macron en décembre 2021 à Doha. Concrètement, y ont été discutés les points suivants :

- La question du Liban, en crise depuis maintenant plusieurs années, a été un point clef tant les deux pays sont conscients de la situation d'urgence dans laquelle le pays se trouve. Les deux homologues se sont félicités de leurs efforts communs et ont réaffirmé la nécessité de préserver la stabilité et la sécurité dans le pays.
- S'agissant de l'Afghanistan, le Président français a réitéré ses remerciements pour l'aide cruciale fournie par le Qatar pour le rapatriement et l'aide humanitaire. Les deux parties ont insisté sur la nécessité de respecter les conditions énoncées par la résolution 2593 du Conseil de sécurité de l'ONU quant à la formation du nouveau gouvernement afghan.
- L'Émir a félicité le Président Macron pour le succès de la conférence internationale sur la Libye organisée à Paris le 12 novembre dernier pour promouvoir une solution à la crise libyenne, en répondant aux aspirations du peuple libyen et en fournissant un soutien international et multilatéral.

...ont mené à une coopération étroite en matière de défense

La coopération militaire franco-qatarie, initiée puis formalisée lors de la signature de deux accords de défense en 1994 et 1998, s'est renforcée lors de l'intervention conjointe de 2011 edans le cadre de la coalition internationale. En parallèle, **les deux pays ont créé en 2019 un séminaire annuel stratégique franco-qatari** ayant pour but de renforcer et pérenniser les échanges entre le ministère des Armées et le ministère de la Défense qatari sur des questions stratégiques, régionales. La première séance de ce dialogue stratégique a été tenue le 28 mars 2022 après deux sessions préliminaires en mars et octobre 2019.

Au-delà de cette coopération bilatérale, la France s'est engagée à jouer le rôle de protecteur et de médiateur en cas de crise dans la région. La coopération en matière de défense se traduit aujourd'hui par la présence de **quatre officiers français dans les états-majors qataris**. Elle prend aussi la forme d'activités de formation au profit des forces qataris (formation sur Rafale d'environ 230 personnels qataris à Mont-de-Marsan et d'environ 40 officiers dans les écoles militaires françaises). La coopération se concrétise enfin par des exercices conjoints, comme Gulf Falcon. La version 2021 de cet exercice consiste en une formation et un entraînement de la structure de commandement militaire dévolue à la sécurisation de la Coupe du Monde de football de 2022. Les deux parties ont souligné leur engagement en faveur de la lutte contre le terrorisme islamiste. La France et le Qatar ont également abordé la collaboration en matière de cyber sécurité.



Jean-Yves Le Drian,
Ministre des Affaires
Etrangères

« Cela témoigne aussi de la force de notre relation, de la force de la relation entre nos deux pays parce que le Qatar est un pays ami, un partenaire solide avec lequel nous entretenons un dialogue politique étroit et la tenue du dialogue stratégique en est l'illustration. Nous avons pour unique préoccupation la sécurité et la stabilité régionale et internationales. »



SE Cheikh
Mohammed bin
Abdulrahman
Al-Thani, Vice
Premier Ministre,
Ministre des
Affaires
Etrangères

« Le premier volet du dialogue stratégique entre l'Etat du Qatar et la République française incarne la volonté politique des dirigeants des deux pays d'améliorer et de développer ces relations à un niveau qui sert les intérêts de ces deux peuples amis. [Cette relation] est une relation stratégique et spécifique dans tous les domaines. »

Doha, le 28 mars 2022

La Qatar Foundation : un acteur incontournable

La *Qatar Foundation for Education, Science and Community Development* est une organisation privée à but non lucratif qui promeut le développement humain, technologique et communautaire du Qatar. Fondée en 1995 par le Cheikh Hamad Al Thani et son épouse Mozah Al Missned, la *Qatar Foundation* est financée par fonds privés avec le soutien du gouvernement. **Elle joue un rôle central dans l'implantation d'acteurs étrangers et notamment français au Qatar.**



Siège de la Qatar Foundation à Doha

La Qatar Foundation favorise les flux technologiques entre la France et le Qatar à travers la promotion de l'innovation...

La *Qatar Foundation* est notamment à l'origine du *Qatar Science and Technology Park*, zone franche visant à stimuler l'innovation et l'investissement étranger au Qatar.

Cette infrastructure a permis la fondation du *Total Research Center - Qatar (TRC-Q)*, dont le partenariat avec le *QSTP* vient d'être renouvelé pour 10 ans, est le principal hub de recherche de *Total* au Moyen-Orient, fort de partenariats avec *Qatar Petroleum* et le *Qatar Environment and Energy Research Institute* (filiale de l'université *Hamad ben Khalifa*, créée par la *QF*), mais aussi des acteurs étrangers comme la *Texas A&M University of Qatar*. *TotalEnergies* y mène des travaux de recherche avec des équipements dernier cri pour le compte notamment du secteur pétro-gazier local. La *Qatar Foundation* joue ici pour les entreprises françaises un rôle essentiel d'intermédiation et de soutien.

La France et le Qatar entretiennent un objectif commun d'innovation constante. En témoigne la *Qatar France Academia-Industry Initiative 2016*, initiative conjointe de la *QF* et de *Total* dont l'objectif était pour les grands industriels qataris et français (*Engie*, *Veolia*, *Alstom*) d'identifier ensemble des domaines d'intérêt commun dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

... et des investissements dans des technologies et savoir-faire de pointe.

Si au Qatar, la *QF* investit dans divers secteurs comme l'énergie solaire (*Qatar Solar Technologies?*) et les télécommunications (*Vodafone*), concernant la France, c'est l'industrie du luxe qui a suscité l'intérêt de la *QF*. Via sa filiale dédiée le *Qatar Luxury Group (QLG)*, la *QF* a entrepris d'approfondir l'expertise qatarie dans les savoir-faire liés au luxe: entrée au capital du *Tanneur* en 2011 avec 86% des droits de vote, le *QLG* détient encore aujourd'hui 38% du maroquinier. La *QF*, via des filiales comme le *QLG*, poursuit bien son objectif de développement des savoir-faire et des potentialités du Qatar. Dans cette même logique, l'organisation a acquis en 2013 une boutique avenue *Montaigne* à Paris, afin d'y vendre les produits de sa marque *Qela*, première entreprise de prêt-à-porter de luxe fondée au Qatar.

Un moteur de l'étroite coopération franco-qatarie sur le plan culturel et éducatif

L'art est le premier vecteur de promotion des liens culturels franco-qataris orchestré par la *Qatar Foundation*. A ce titre, lorsque la France et le Qatar ont organisé *l'Année de la Culture France-Qatar* en 2020, elle a joué son rôle en proposant divers événements : aussi l'Orchestre Philharmonique du Qatar, financé par la *Qatar Foundation*, a-t-il joué des morceaux de Ravel et Debussy au Musée d'Art Islamique à Paris. Le cinéma qatari fut mis à l'honneur avec des projections d'œuvres de l'Institut du Film de Doha au Festival International du Film de Cannes et au Festival du Court Métrage de Clermont-Ferrand

La promotion des liens socio-culturels passe aussi par le sport. Le site de *l'Education City* a accueilli une antenne du *Paris Saint-Germain* : la *PSG Academy* en 2019, devenue l'académie de football numéro 1 au Qatar, pour former les jeunes talents masculins et féminins. *l'Education City* dispose également d'un stade qu'elle mettra à disposition lors de la Coupe du Monde de la FIFA, *Qatar 2022™*. En facilitant l'accueil des supporters et équipes françaises tout au long du tournoi, la *Qatar Foundation* rentrera tout à fait dans son mandat.

La *Qatar Foundation*, c'est enfin *l'Education City*, un gigantesque campus de 12km² qui accueille 20 écoles et universités parmi les plus prestigieuses au monde: *Georgetown University, University College London, HEC Paris, Carnegie Mellon University ... Au total en 2020, 803 étudiants furent diplômés d'universités de l'Education City, dont 63% de femmes.*

HEC Paris – Campus de Doha : le soutien crucial de la Qatar Foundation

Depuis son implantation en 2010 avec le soutien de la *QF*, la grande école française y forme des étudiants en formation continue. En 10 ans, ils ont été plus de 1000 diplômés de *l'Executive MBA* ou du Master spécialisé en management des unités stratégiques.

La *Qatar Foundation* soutient depuis l'effort de recherche mené à HEC : en 2016, sa filiale la *QSTP* a signé avec HEC un accord de collaboration sur le plan de la recherche et de la formation.

En tant qu'université partenaire de la *QF*, HEC rend accessibles à ses étudiants les solutions de financement des frais de scolarité sponsorisés par la *QF*. A titre d'exemple, la *Fondation* propose des prêts à taux zéro qui peuvent être remboursés en travaillant dans l'une des centaines d'organisations agréées au Qatar (parmi lesquelles, la *Qatar Foundation* elle-même).

Pour célébrer les 10 ans d'HEC à Doha – et parce que l'école française fut la première université européenne à s'y implanter – un nouveau campus d'une valeur de 50 millions de dollars a été donné à l'école dans le nouveau quartier de *Msheireb Downtown Doha*, développé par une *Msheireb Properties* filiale de la *QF* spécialisée en promotion immobilière et en planning urbain modernes et écoresponsables. La *Qatar Foundation* a également contribué financièrement à l'installation dans les salles de classe de projecteurs holographiques de pointe.



Pr. Pablo de Holan,
Doyen d'HEC Paris au Qatar

“ Notre nouveau campus à Msheireb incarne l'engagement de la *Qatar Foundation* auprès d'HEC Paris et de sa mission d'impact et d'excellence au Qatar et dans la région du Golfe. HEC Paris et ses partenaires contribuent à construire une économie de la connaissance, diversifiée et soutenable, centrale à la *Qatar National Vision 2030*. ”



III.3. Les institutions de facilitation des échanges

Les institutions de facilitation des flux économiques (1/3)

Outre le cadre normatif qui vient offrir aux entreprises françaises comme qataries un contexte favorable à l'investissement et aux échanges commerciaux, il convient de souligner le rôle essentiel des différents acteurs, publics, semi-publics ou privés, qui œuvrent au dynamisme des relations économiques franco-qataries du côté français comme qatari.

Ces acteurs, dont la plupart ont moins de vingt ans, sont à la fois causes et conséquences de la profondeur des

relations économiques entre la France et le Qatar. Ils sont, chacun dans leur domaine propre, des acteurs centraux de promotion, de mise en relation et d'implémentation des initiatives commerciales d'acteurs français au Qatar comme qataris en France.

Les institutions de promotion des échanges culturels, humains et académiques ont, elles, un rôle moteur dans le rapprochement entre les deux peuples, créant ainsi un terreau favorable aux échanges économiques.



Créé en 2015, **Qadran** est le cercle économique franco-qatari. L'association rassemble les acteurs du monde des affaires français et qatari dans le but de renforcer le dialogue et les échanges économiques entre les deux pays. Qadran organise des rencontres de haut niveau en France et à Doha avec les principales parties prenantes des relations économiques franco-qataries. Pour plus d'informations sur Qadran, veuillez consulter l'avant-propos du présent rapport ou le site www.qadran.fr.



La chambre de commerce et de l'industrie du Qatar est la plus ancienne de la péninsule arabique et sa mission principale est d'attirer des investisseurs au Qatar. Elle contribue à atteindre les objectifs définis dans le Plan Qatar National Vision 2030. En septembre 2021, SE Cheikh Khalifa ben Jassim le président de la CCI du Qatar a reçu des membres du Medef International et de Qadran pour une réflexion sur les opportunités d'investissements dans les deux pays et sur les leviers de renforcement des échanges commerciaux.



La Chambre de Commerce et d'Industrie France Qatar a été créée en 2008 au Qatar Financial Center. Elle a pour missions de promouvoir les échanges commerciaux et financiers entre les deux pays, de constituer un réseau de professionnels, de promouvoir l'image de la France au Qatar. Elle est l'interlocuteur privilégié des entreprises françaises au Qatar

Les institutions de facilitation des flux économiques (2/3)



Créée en 2018, la **Qatar Free Zones Authority** est une autorité indépendante chargée de superviser et réguler les zones franches au Qatar. La QFZA permet de renforcer l'implantation des entreprises françaises dans le pays. Par exemple, le 9 mars 2022, Ahmad ben Mohamed Al-Sayed, ministre d'État et président de QFZA, a inauguré avec le PDG de Thalès un centre de compétence numérique du groupe français dans les zones franches du Qatar.



La **Qatar Businessman Association** est une organisation indépendante regroupant les hommes d'affaires qataris œuvrant à la vitalité économique du pays. QBA encourage depuis 2002 les initiatives privées renforçant les relations économiques entre la France et le Qatar. L'association a organisé en octobre 2019 une table ronde pour présenter les atouts français en termes d'accueil d'IDE avec les représentants d'Ardian, d'Iris Capital et de LBO France, trois grandes sociétés françaises de capital-investissement.



Business France est une agence nationale qui aide au développement international des entreprises françaises tout en accompagnant les investisseurs étrangers en France. Elle possède à ce titre une antenne Business France Qatar. Cette antenne compte deux collaborateurs à temps plein et emploie plus d'une vingtaine d'experts sectoriels. L'Agence de Promotion des Investissement au Qatar a signé avec Business France deux contrats de coopération en 2020 et 2022.



Le **Qatar Science & Technology Park** est une zone franche regroupant des grandes ou petites entreprises spécialisées dans les technologies. QSTP accueille à ce titre de nombreuses entreprises françaises. Par exemple, TotalEnergies y possède un centre de recherche depuis 2009 spécialisé entre autres dans la géochimie organique.

Les institutions de facilitation des flux économiques (3/3)



Créé en 2005, **Le Qatar Financial Center** est un centre d'affaires situé à Doha qui fournit des services juridiques et réglementaires aux entreprises locales et internationales. Il a signé en 2019 deux accords avec Paris Europlace et Finance Innovation afin de soutenir la croissance de l'industrie numérique au Qatar. Ils prévoient de favoriser les échanges en matière d'expertise de marché et la promotion des startups en France et au Qatar.



La **Direction générale du Trésor** propose et conduit, sous l'autorité du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, la politique économique au plan national, européen et international. Elle suit la conjoncture économique internationale, soutient l'export et l'internationalisation des entreprises françaises et développe des liens économiques avec l'ensemble des pays partenaires, en liaison avec les opérateurs de l'État et les régions. Elle est représentée à Doha par le service économique de l'ambassade de France au Qatar.



Le **Doha French Speaking Professional Network** est un réseau d'entraide professionnel francophone au Qatar. Le DFPN aide notamment à la recherche d'emploi pour les conjoints d'expatriés français. D'impulsion initiale féminine mais aujourd'hui mixte, les membres du club demeurent à 90% des femmes.

Institutions de promotion des flux démographiques et culturels



L'**Institut Français** a pour mission de participer au rayonnement et à la diffusion de la langue et de la culture françaises. Pour cela, l'Institut organise des cours de

langue, des conférences et des séminaires thématiques sur la culture française. L'IFQ héberge notamment le bureau Campus France qui vise à informer sur les possibilités d'études supérieures en France pour les étudiants étrangers.



Agence de développement touristique de la France

Atout France est l'agence de développement touristique de la France. Atout France possède un siège Proche et Moyen-Orient qui organise régulièrement des rencontres avec les professionnels du tourisme encourageant le tourisme en France. Les flux humains entre les deux pays ne cessent de progresser : ce sont en 2019 près de 4 000 touristes français qui ont séjourné au Qatar.

Institutions de promotion des échanges académiques et scientifiques



L'**École des hautes études commerciales de Paris (HEC)** est la plus prestigieuse école de commerce française. Membre de la Qatar Foundation depuis 2010,

HEC Paris est un partenaire de premier plan du Qatar en termes d'enseignement. En 2021, HEC a fêté les 10 ans d'existence de son campus de Doha en la présence de Cheikha Moza bint Nasser, présidente de la Qatar Foundation.



Qatar University est le principal établissement public d'enseignement supérieur au Qatar. De par les liens que l'université a tissés avec la France elle participe aux flux humains et intellectuels entre les deux pays. Par exemple, Qatar University a

établi un partenariat avec l'ENS Paris grâce auquel chaque année 6 étudiants qataris peuvent suivre des cours d'été à l'ENS.

Le rôle des Ambassades pour le renforcement des liens économiques

Les ambassades respectives de la France et du Qatar jouent un rôle central de coordination des initiatives bilatérales pour faciliter et donner plus de retentissement aux activités des institutions décrites ci-dessus.



L'**Ambassade de France au Qatar** est un élément central de la politique de rapprochement menée par les deux pays. Elle œuvre au renforcement systématique des investissements bilatéraux.

Le nouvel Ambassadeur de France au Qatar, Jean-Baptiste Faivre, a remis ses lettres de créance au Cheikh Tanim ben Hamad Al-Thani le 15 septembre 2021.



L'**Ambassade du Qatar en France** a un rôle diplomatique et politique de premier plan compte-tenu des relations toujours plus fortes entre les deux pays mais il a également une fonction d'intermédiaire

économique. Le Cheikh Ali ben Jassim Al Thani a par exemple pu rencontrer en mars 2022 le PDG de Dassault Aviations pour échanger sur la livraison des chasseurs Rafale au Qatar.





Conclusion

Quelles perspectives pour les relations économiques franco-qataries ?

Les relations économiques entre la France et le Qatar, le présent rapport l'a démontré, se démarquent par leur vitalité. Le Qatar est un partenaire économique stratégique pour la France au sein du Moyen-Orient, tout comme la France a des atouts uniques en Europe pour attirer les acteurs qataris. Les faits que ce rapport a permis de mettre en relief et en perspective attestent du dynamisme de ces relations et laissent entrevoir un avenir prospère. En guise de clefs de lecture, voici les principaux paramètres à suivre pour envisager l'évolution de ces relations à court-moyen terme.

- Les relations commerciales entre les deux pays dépendront, côté Qatar, du maintien et du renouvellement des **commandes de biens d'équipement** (en particulier d'avions) ; et côté France, de l'augmentation ou non de la consommation de **gaz naturel** et de la volonté politique de diversifier ses fournisseurs en réponse à l'augmentation prévue des capacités de production et de liquéfaction au Qatar et à l'implication de Technip dans ces projets.
- Les entreprises françaises au Qatar verront leur avenir déterminé par deux éléments : d'abord, la poursuite des grands travaux **d'investissements publics** en infrastructures de transport et pétro-gazières et la capacité des acteurs français (RATP, Keolis, Technip, TotalEnergies) à s'imposer comme partenaires de choix dans ce contexte. Pour attirer un ensemble plus divers d'acteurs et assurer l'implantation à long terme d'activités à forte valeur ajoutée, le Qatar devra s'atteler à approfondir son marché intérieur, qui ne pourra passer à long terme que par une **intégration économique plus profonde avec ses voisins du Golfe Arabo-Persique**. Plus largement, parmi les axes de développement dessinés par la vision Qatar 2030, il convient de souligner **la quête d'indépendance alimentaire** du Qatar: on peut voir dans cet objectif un levier majeur de coopération avec les acteurs et pouvoirs publics de France, première puissance agricole européenne.
- En France, les investissements productifs, immobiliers et les prises de participation qataries seront largement tributaires de la stratégie d'investissement de la QIA et des priorités sectorielles et géographiques qui y seront décidées. Trois opportunités sont à souligner : la France devra se démarquer plus encore pour juguler l'effet du **déplacement du centre de gravité des investissements de la QIA vers l'Est**, par exemple en tirant profit de la volonté qatarie de se tourner vers des investissements dans les **énergies d'avenir** (hydrogène, solaire), les **télécoms** et le **venture capital**.
- Plus généralement, l'évolution des conditions réglementaires d'investissement et de rapatriement des bénéficiaires aura un effet important sur l'attractivité mutuelle des deux pays. Au Qatar, il convient de surveiller de près le maintien voire l'extension des régimes de **zones franches**, la poursuite de l'allègement des **contraintes réglementaires propres aux acteurs étrangers** et de l'amélioration de la **transparence** des réglementations. En France, il faudra suivre l'allègement éventuel de la **fiscalité du capital** notamment productif et la poursuite du processus de **simplification des processus administratifs**, ainsi que le maintien des dispositifs incitatifs actuels.
- Les partenariats économiques et extra-économiques dans l'éducation et la recherche reposent essentiellement sur des multinationales françaises et doivent encore se développer sur le plan de l'innovation et de **l'entrepreneuriat** : les deux pays veulent se faire les centres de leurs univers entrepreneuriaux régionaux respectifs.
- A très court terme, le principal enjeu pour les relations économiques franco-qataries demeure sans nul doute la **Coupe du Monde de la FIFA** fin 2022. Plus important événement jamais organisé au Qatar, elle est de nature à donner une impulsion à ces relations pour les années à venir et entérinera le statut du Qatar comme un hub mondial du sport et du tourisme, avec tout ce que cela implique de publicité et de partenariats pour ses partenaires français, notamment en prévision des Jeux Olympiques de 2024 à Paris.

In fine, il appartient aux entreprises françaises et qataries de se saisir de cet éventail unique d'opportunités économiques...

Remerciements

La réalisation de cette étude a été possible grâce au concours de :

- L'ambassade de l'État du Qatar en France
- L'ambassade de France au Qatar
- La Direction générale du Trésor
- HEC Junior Conseil, la Junior Entreprise d'HEC Paris

Un grand merci également à :

- Son Excellence Cheikh Ali ben Jassim Al Thani, Ambassadeur de l'État du Qatar en France
- Omer Acar, Président de Qadran & Managing Director, Europe & Americas de Katara Hospitality
- Bruno Courtine, Vice-Président du Qadran & Avocat Associé chez Vaughan Avocats
- Alexandre Zibaut, membre de Qadran & Directeur Général France de la Qatar National Bank
- Laurent de Camas, membre de Qadran et Managing Director chez beIN Sports France
- Smail Boudjennah, membre de Qadran et Regional Manager Western Europe chez Qatar Airways
- Céline Boulot, Directrice consolidation fiscalité et financement chez le Printemps
- Aristide Gasangwa, Deputy-Head for Middle East Countries à la Direction générale du Trésor
- Julien Camoin, Attaché commercial de l'Ambassade de France au Qatar
- Eftihia Frager, Chef du Service Économique de Doha à la Direction générale du Trésor
- Pablo Martin de Holan, Dean d'HEC Paris au Qatar et l'équipe académique d'HEC Paris au Qatar
- Philippine van Tichelen et Chloé Moulins, Havas

- Philippe Mihailovitch, étudiant à HEC Paris et chef de projet pour HEC Junior Conseil
- Charles de Vathaire, étudiant à HEC Paris et chef de projet pour HEC Junior Conseil

Annexe méthodologique

Toutes les données comprises dans le présent rapport ont fait l'objet d'une validation académique par les professeurs d'HEC Paris.

Entreprise qatarie en France, française au Qatar ou structure d'exploitation économique : investissement qui permet la participation directe et active de l'actionnaire à l'économie réelle du pays considéré. Elle vérifie toutes les conditions suivantes :

- Sur l'unité institutionnelle qui la détient :
 - o Que le détenteur soit spécialisé dans le domaine d'activités de la cible (cad que son portefeuille n'est pas diversifié)
 - o Que le détenteur exerce une influence significative sur les affaires de cette entreprise (en termes de parts de l'entreprise ou de nomination de membres du conseil d'administration et comex)
- Sur l'entreprise détenue :
 - o Que la cible ne soit pas un conglomérat (qu'il y ait un lien étroit entre toutes ses activités, tant sectoriellement qu'opérationnellement)
 - o Que la cible ait une empreinte commerciale dans le

pays considéré (i.e. des bureaux, employés portant son nom). Elle pourra la louer, ou en déléguer la gestion à des franchisés tant que celle-ci est faite sous son nom.

Cette notion s'oppose à l'investissement de portefeuille (par exemple le Qatar qui détient 1% de LVMH et se comporte non pas comme un board member mais comme un asset manager), dont la gestion est plus passive et qui est diversifié à l'échelle de la structure institutionnelle qui le détient. Cette distinction permet d'isoler de manière objective les entreprises où les acteurs qataris ont un rôle de management actif, et donc où les variations de croissance et de rentabilité peuvent être directement attribués à la prise de contrôle par un acteur qatari.

La valorisation des structures/entreprises qataris en France a été réalisée à partir des données financières des structures d'exploitation qataris en France. Les données financières des entreprises cotées ont été extraites de la base de données CapitalIQ et Refinitiv; celles des acteurs non cotés de Pappers et Orbis; celles des filiales non cotées de multinationales qataris ont été obtenues en entretien téléphonique. L'analyse des données financières annuelles des investissements (y compris des structures d'exploitation) entre 2014 et 2019 ont permis une valorisation d'entreprise en fonction des multiples d'EBITDA en se basant

sur les chiffres donnés par une étude de PricewaterhouseCoopers (PwC) sur les multiples moyens par secteur dans l'économie française en 2019. La dette nette propre à chaque acteur a ensuite été retirée à la valeur d'entreprise pour obtenir la valeur des titres pour l'année 2019. L'objectif étant de raisonner pré-Covid pour refléter les tendances et structures économiques de long terme. Les hôtels ont, eux, été valorisés avec la méthode du millième.

La valorisation des travaux a été réalisée compte tenu des moyennes de dépenses par chambre dans des hôtels comparables pour lesquels les informations étaient disponibles, dans la presse, toutes les sources ont été recoupées pour aboutir à une estimation fiable.

La valorisation des actifs immobiliers a été réalisée par une recherche approfondie dans la presse, et un recoupage systématique avec les valeurs données dans les actes de cession des titres des Sociétés Civiles Immobilières (SCI) qui les possédaient. Quand cette estimation des biens réalisée par un expert indépendant n'était pas disponible, l'évaluation de la valeur de l'actif net des SCI a été approchée en multipliant la valeur d'un titre à la cession ou à l'affectation du résultat net annuel de la SCI dans les procès verbaux des assemblées générales desdites SCI. Tous ces documents légaux, sont disponibles en libre accès sur les bases de données des instituts statistiques français.

Annexe méthodologique

La contribution au PIB a été calculée, en accord avec la littérature académique, et les méthodologies comptables en application en France, comme la somme des valeurs ajoutées des entreprises présentes sur le territoire français. Pour les structures qataries en France, la valeur ajoutée est disponible dans les liasses fiscales des entreprises. Lorsque ce montant n'est pas disponible, il est estimé en ôtant au chiffre d'affaires le montant des consommations intermédiaires, c'est-à-dire le montant qui est reversé aux entreprises agissant en qualité de fournisseur de marchandises ou de services **consommables** qui sont nécessaires au processus de production.

Les emplois indirects des structures qataries en France sont les emplois créés ou confortés par les consommations intermédiaires versées aux fournisseurs des structures d'exploitation qataries en France, à leurs fournisseurs et ainsi de suite. Ils ont été estimés en se basant sur les consommations intermédiaires des entreprises concernées, que l'on a appliquées aux tableaux entrées-sorties symétrique (TESS) publiés par l'INSEE pour les années 2014 et 2019. Ces tableaux rassemblent les ressources et les emplois et permettent d'estimer l'impact sur chacun des 37 secteurs recensés par la comptabilité nationale d'un choc de demande positif. En y appliquant les chiffres d'emploi et de salaire moyen par secteur l'INSEE pour les années concernées, on peut y estimer l'impact en termes de nombre d'emplois créés ou confortés de la consommation intermédiaire d'une entreprise. Les

emplois induits sont les emplois créés ou confortés par les consommations finales des salariés de structures d'exploitation et de leurs fournisseurs. Ils ont été estimés en se basant sur le montant des salaires versés annuellement par les structures d'exploitation à leurs salariés, et par les salaires moyens versés par leurs fournisseurs dans le chiffre d'affaires réalisé, en tenant compte de la distribution sectorielle de la consommation finale des ménages donnée par le TESS de l'INSEE ; en appliquant la répartition du salaire entre épargne, consommation et prélèvements obligatoires. Pour l'État, les versements d'impôts ont été distribués dans l'économie en se fondant sur la structure de la consommation finale des APU donnée par le même tableau entrées-sorties. Les salaires versés ont ensuite été confrontés aux données de salaire superbrut moyen par secteur fournies par l'INSEE.

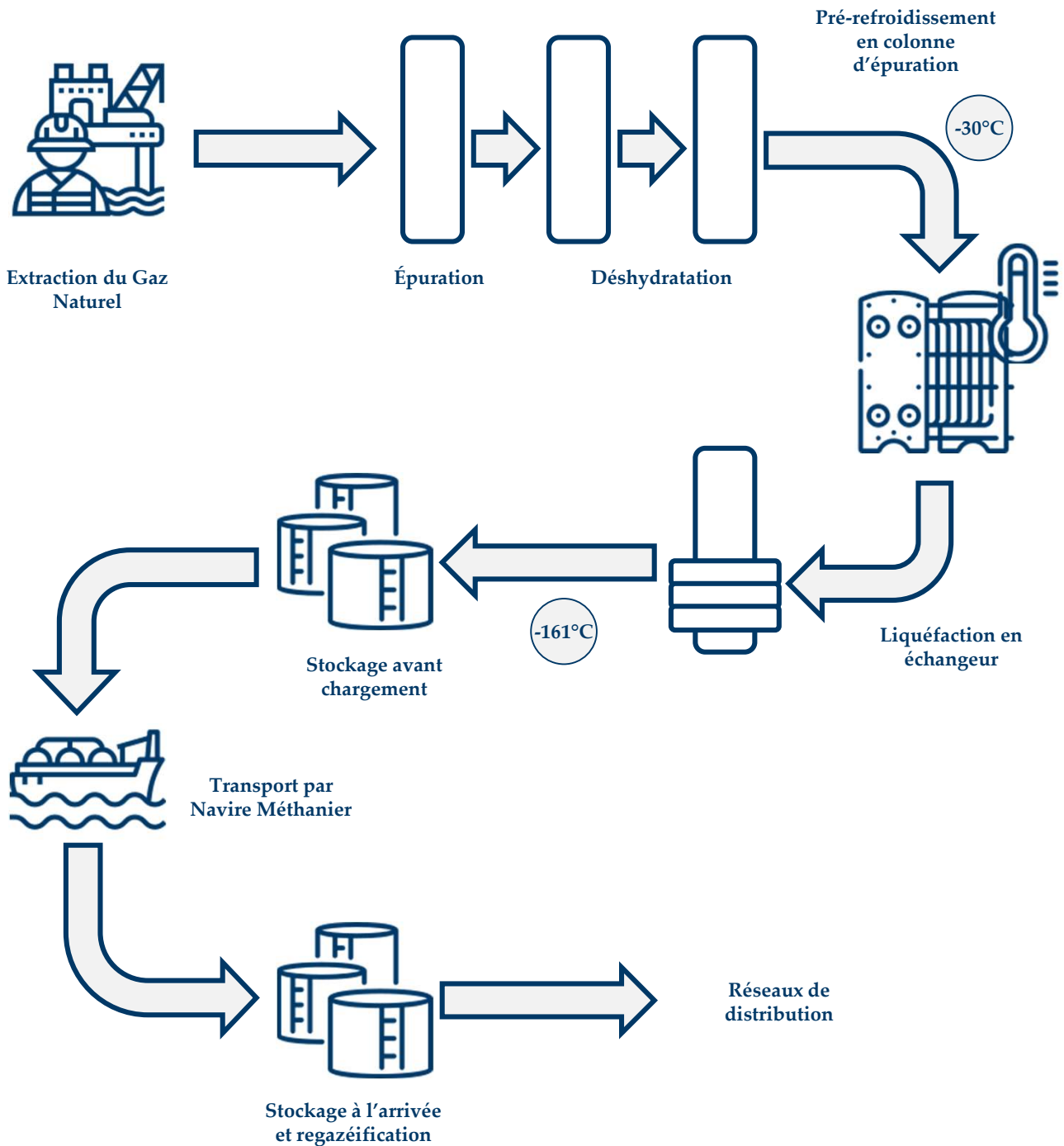
La consolidation des entreprises possédants de nombreuses filiales, établissements et succursales, a été réalisée en prenant en compte les chiffres réalisés par l'entité légale opérante, c'est-à-dire ayant une activité commerciale et non de gestion (sauf cas particulier d'entreprises de gestion immobilière), la plus en aval de la structure actionnariale. Sans prendre en compte les potentiels recoupement entre les entreprises et le commerce intragroupe que nous avons considéré négligeable : les entreprises considérées dans ce rapport et dans lesquelles la question se posaient opèrent la même activité à travers différentes filiales, souvent

pour des questions géographiques ou liées aux marques et il n'y a pas d'intégration verticale au long de la chaîne de valeur qui justifierait des montants non négligeables de synergies sur les coûts ou les revenus, ainsi que des échanges intra-entreprise qui rendraient les données utilisées obsolètes.

La nomenclature employée a été conçue spécifiquement pour ce rapport pour simplifier et rendre plus lisibles les résultats et rendre compte des interdépendances sectorielles. **Elle est dérivée pour les entreprises de celle de l'INSEE, et pour les échanges commerciaux, de celles du service statistique de la Banque mondiale.**

Pour tout renseignement supplémentaire sur la méthodologie employée ou les hypothèses sous-jacentes au rapport, veuillez contacter HEC Junior Conseil ou Qadran.

GNL – la filière



Bibliographie

Bases de données :

- Fonds Monétaire International (World Economic Outlook)
- Banque mondiale – WITS Database
- CNUCED – Profil Pays
- OMC – WTO Trade Statistics
- Diane BVD Info – Orbis
- Capital IQ – S&P
- Pappers – liasses fiscales
- Ministère des statistiques qatari
- Direction générale du Trésor
- United Nations Population Fund
- INSEE – Tableaux de l'économie
- Middle East Economic Survey
- Coface – Études Macroéconomiques et notes de conjoncture

Articles et rapports :

- Relations économiques bilatérales – Direction générale du Trésor (2018 – 2022)
- Veille sectorielle – Direction générale du Trésor (2019)
- Les Investissements au Qatar – Trade Solutions BNP Paribas (2022)
- Le contexte économique du Qatar – Trade Solutions BNP Paribas (2022)
- Furthering national development through sport, the case of Qatar – Ishac Wadih (2018)
- Paris Saint-Germain: Building One of the World's Top Sports Brands – Harvard Business Review (2020)
- L'industrie Hôtelière française – KPMG (2017 – 2018 – 2019 – 2020 – 2021)

Bibliographie

- Annual Report – Qatar Central Bank (2020)
- Baromètre économique « Qatar Economy Watch 2021 » - PricewaterhouseCoopers (2021)
- Revue macroéconomique « QEO 2021 – 2023 » - Ministère des statistiques du Qatar (2021)
- Le Qatar recherche des partenaires à la hauteur de ses ambitions – Business France (2020)
- Projet de loi sur la coopération franco-qatarie en prévision de la Coupe du Monde – Sénat français (2021)
- Qatar, Exports, Imports and Trade Partners – OEC the Observatory of Economic Complexity (2022)
- The global competitiveness report 2020 – WE Forum (2020)
- Rapport au parlement sur les exportations d'armement – Gouvernement français (2010 – 2021)
- Annual Report – Qatar Foundation (2019 – 2020)
- Comment évaluer les effets des interventions des Fonds structurels sur l'emploi – AC Europa (2012)
- Note méthodologique concernant le calcul des emplois indirects – Groupe Saint-Gobain (2017)
- L'impact socio-économique des aéroports Paris-Charles de Gaulle, Paris-Orly, Paris-Le Bourget – ADP (2017)
- Estimation des emplois créés ou maintenus dans le cadre des investissements d'infrastructures de transport – Sétra (Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements) (2012)
- Guide méthodologique, l'accompagnement de la mise en œuvre des conventions de revitalisation – Ministère du travail (2013)
- Doing Business in Qatar – PricewaterhouseCoopers (2013)
- Les relations économiques entre la France et le Qatar – IRIS (2016)
- France and the United States – Direction générale du Trésor (2020)
- The Business Year Qatar – Oxford Business Group (2019 – 2021)
- Étude sur les villes intelligentes – Qadran & Havas (2020)

Glossaire

Consommation des ménages : Dépenses que les ménages supportent directement pour la satisfaction de leurs besoins. On y intègre en particulier la part des dépenses sociales, de santé, d'éducation, de logement, qui reste à leur charge après d'éventuels remboursements, et les loyers que les propriétaires se versent fictivement à eux-mêmes.

Consommation finale : Valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs.

Dettes publiques : La dette au sens du FMI couvre cinq passifs financiers de l'ensemble des administrations publiques : les numéraires et dépôts (F.2), titres de créances (F.3), crédits (F.4), réserves pour appels dans le cadre de garanties standard (F.6) et autres comptes à payer (F.8). C'est une dette brute, consolidée et exprimée à sa valeur de remboursement.

EBITDA : Earnings Before Interest Tax Depreciation and Amortization, il est le résultat des opérations d'une entreprise qui ont un impact sur la trésorerie.

Emplois directs : Emploi contractuels d'une entreprise.

Emplois générés : Total des emplois directs, indirects et induits créés ou confortés par l'activité d'une entreprise.

Emplois indirects : Emplois créés ou confortés par l'activité générée par une entreprise à travers ses consommations intermédiaires.

Emplois Induits : emplois créés ou confortés par les dépenses de consommation finale des ménages à travers les salaires versés par l'entreprise de référence et ses sous-traitants.

FBCF : La formation brute de capital fixe (FBCF) est l'acquisition d'actifs fixes qui alimente le stock de capital fixe des agents économiques qui produisent des biens. Ces actifs doivent être durables, c'est-à-dire être utilisés de manière répétée dans le processus de production, pendant au moins un an. La FBCF est l'instrument traditionnel de mesure de l'investissement selon la comptabilité nationale. La FBCF des ménages dans le cadre de leur activité domestique ne concerne que l'acquisition de logements.

GNL : Gaz Naturel Liquéfié, À l'état liquide, le gaz naturel est réduit à 1/600 de son volume original, ce qui rend possible son transport sur de longues distances dans des navires-citernes conçus pour le stockage, la regazéification et la livraison sur les marchés

IDE : Les investissements directs à l'étrangers sont les investissements qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer une influence significative sur sa gestion dans le cadre d'une relation à long terme. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquiert au moins 10 % du capital social de la société investie. Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités, mais également toutes les opérations en capital ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

IDH : « Mesure sommaire du niveau moyen atteint dans des dimensions clés du développement humain : vivre une vie longue et en bonne santé, acquérir des connaissances et jouir d'un niveau de vie décent. L'IDH est la moyenne géométrique des indices normalisés pour chacune des trois dimensions. La dimension de la santé est évaluée selon l'espérance de vie à la naissance ; la dimension de l'éducation est mesurée au moyen du nombre d'années de scolarisation pour les adultes âgés de 25 ans et plus et des années attendues de scolarisation pour les enfants en âge d'entrer à l'école. La dimension du niveau de vie est mesurée par le revenu national brut par habitant. L'IDH utilise le logarithme du revenu pour refléter l'importance décroissante du revenu avec un RNB croissant. Les résultats pour les trois indices de dimension de l'IDH sont ensuite agrégés pour donner un indice composite obtenu à partir de la moyenne géométrique ». ONU

Inflation : L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. L'indice des prix à la consommation (IPC) est utilisé pour évaluer l'inflation. Cette mesure est partielle étant donné que l'inflation couvre un champ plus large que celui de la seule consommation des ménages.

Glossaire

Joint venture : Contrat de collaboration entre deux ou plusieurs entreprises dans le but de mettre en commun une stratégie (mutualisation des coûts et des risques). Son objectif est généralement la conquête d'un nouveau marché ou d'un nouveau pays grâce à la complémentarité des entreprises membres de la *joint venture*. La fiscalité de la coentreprise dépend de sa forme juridique (société, filiale, etc).

Ménages : Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands. Les ménages sont l'un des six secteurs institutionnels. Les autres sont : les sociétés non financières, les sociétés financières (SF), les administrations publiques (APU), les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) et le reste du monde.

Moyen-Orient : Arabie Saoudite, Bahrein, Chypre, EAU, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Syrie, Yémen.

Participation : Détention en nom propre (directe) d'actions ou de parts sociales d'une autre société. Lorsque la part des droits de vote associés à ces actions dépasse 50 %, on parle de contrôle direct sur la participation. Lorsque les droits détenus directement sont insuffisants pour assurer le contrôle, mais qu'additionnés avec ceux d'entreprises contrôlées, ils permettent la prise de contrôle effective, on parle de contrôle indirect

PIB nominal : Valeur du PIB en prix courants, sans correction en fonction de l'inflation. On obtient les estimations du PIB en prix courants en exprimant les valeurs de tous les biens et services produits au cours de la période de déclaration actuelle. Les prévisions sont établies sur la base d'une évaluation de la situation économique dans chaque pays et du climat de l'économie mondiale, en ayant recours à des analyses reposant sur des modèles et à des avis d'experts Cet indicateur est mesuré en taux de croissance par rapport à l'année précédente.

PIB réel : Valeur du PIB corrigée des variations de prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de ne mesurer que les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services.

PPA : La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Ce taux de conversion peut être différent du « taux de change » ; en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur.

Rente : En science politique et en théorie des relations internationales, un État rentier est un État qui tire la majeure partie, voire la totalité, de son revenu national d'une rente provenant de ressources indigènes vendues à des clients externes. La rente tirée de matières premières est classiquement estimée en calculant le total des résultats nets (en retranchant une rémunération standard du capital) pour les acteurs nationaux extracteurs de matières premières d'un pays donné.

Solde commercial : Le solde du commerce extérieur est la différence entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (biens et services). Le rapport entre ces deux valeurs est appelé taux de couverture. Les exportations sont toujours valorisées FAB (franco à bord), c'est-à-dire en prenant en compte uniquement les coûts d'acheminement jusqu'à la frontière française. Les importations sont valorisées CAF (coût assurance fret) ou FAB (franco à bord) selon qu'elles prennent ou pas les coûts d'acheminement (transport et assurance) jusqu'à la frontière française.

Entreprise qatarie en France/française au Qatar : Investissement qui permet la participation directe et active de l'actionnaire à l'économie réelle du pays considéré.

Taux d'accroissement naturel : taux de croissance démographique imputable au mouvement naturel de la population, c'est-à-dire, celui qui ne résulte que des naissances et des décès. Il se calcule comme le rapport du solde naturel pendant une période à la population moyenne de cette période. Il est aussi égal à la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité.

Glossaire

Taux directeur : Le taux directeur est le taux d'intérêt fixé par une institution financière relative à un pays ou à un groupe de pays. Les banques centrales fixent les taux directeurs sur les zones qu'elles regroupent (comme la BCE pour l'Europe). Le pilotage de ces taux est un instrument de politique monétaire, qui permet d'agir sur la vie économique d'un pays. En effet, le taux directeur influence directement le prix du crédit et de l'épargne octroyés par les banques privées qui répercutent les taux de la banque centrale.

Taux net de scolarisation : Le taux de scolarisation est le rapport entre le nombre d'élèves, d'étudiants et d'apprentis en formation initiale d'un âge déterminé, inscrits dans un établissement d'enseignement, et le nombre de jeunes de cet âge.

TEP : La tonne d'équivalent pétrole représente la quantité d'énergie contenue dans une tonne de pétrole brut, soit 41,868 gigajoules. Cette unité est utilisée pour exprimer dans une unité commune la valeur énergétique des diverses sources d'énergie.

UE : Union Européenne

Valeur ajoutée : Valeur nouvelle créée au cours du processus de production. Elle est égale à l'excédent de la production (vente) sur les consommations intermédiaires (achats). Il s'agit de la richesse créée par l'entreprise, qui est répartie entre les différents éléments composant son environnement économique : employés (charges de personnel), administration (impôts et taxes), investissements (dotations aux amortissements et provisions), bailleurs de fonds (frais financiers) et capital (résultat net réparti entre les associés et les réserves).

ZEE : Zone Économique Exclusive. Le texte de Montego Bay définit la ZEE comme une bande limitée par la ligne des 200 milles marins internationaux (370 km) à partir de la ligne de base en l'absence d'autre rivage.

